



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

UN LIBRARY

SEP 29 1989

UN/ISA COLLECTION

A/44/551

S/20870

29 septembre 1989

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/
ESPAGNOL/FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante-quatrième session

Points 18, 28, 29, 31, 32, 33, 34,

35, 36, 37, 39, 41, 42, 44, 47,

49, 50, 51, 52, 53, 56, 57, 58,

59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66,

67, 68, 70, 71, 72, 73, 77, 79,

80, 81, 82, 83, 84, 86, 88, 89,

90, 96, 98, 100, 103, 104, 105,

107, 109, 110, 111, 115, 116,

117, 118, 119, 120, 139, 140,

141 et 149

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR

L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX

PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT

SUD-AFRICAIN

QUESTION DE L'ILE COMORIENNE DE MAYOTTE

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES

CONSEQUENCES POUR LA PAIX ET LA

SECURITE INTERNATIONALES

ZONE DE PAIX ET DE COOPERATION DE

L'ATLANTIQUE SUD

LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE :

MENACES CONTRE LA PAIX ET LA

SECURITE INTERNATIONALES

ET INITIATIVES DE PAIX

QUESTION DES ILES FALKLAND (MALVINAS)

QUESTION DE NAMIBIE

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

QUESTION DE PALESTINE

QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE

ET DE LA COOPERATION EN ASIE

DU SUD-EST

CONSEIL DE SECURITE

Quarante-quatrième année

DECLARATION DE LA CONFERENCE DES
CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE
L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE
RELATIVE A L'ATTAQUE MILITAIRE
AERIENNE ET NAVALE LANCEE EN
AVRIL 1986 PAR L'ACTUEL GOUVERNEMENT
DES ETATS-UNIS CONTRE LA JAMAHIRIYA
ARABE LIBYENNE POPULAIRE ET SOCIALISTE
OUVERTURE DE NEGOCIATIONS GLOBALES SUR
LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE
POUR LE DEVELOPPEMENT

QUESTION DE CHYPRE

APPLICATION DE LA RESOLUTION 43/62 DE
L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE A LA
SIGNATURE ET A LA RATIFICATION DU
PROTOCOLE ADDITIONNEL I AU TRAITE
VISANT L'INTERDICTION DES ARMES
NUCLEAIRES EN AMERIQUE LATINE
(TRAITE DE TLA TELLOCO)

CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS
NUCLEAIRES EXPERIMENTALES

AMENDEMENT DU TRAITE INTERDISANT
LES ESSAIS D'ARMES NUCLEAIRES
DANS L'ATMOSPHERE, DANS L'ESPACE
EXTRA-ATMOSPHERIQUE ET SOUS L'EAU

NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN
TRAITE D'INTERDICTION COMPLETE
DES ESSAIS NUCLEAIRES : RAPPORT
DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT
CREATION D'UNE ZONE EXEMPTEE D'ARMES
NUCLEAIRES DANS LA REGION DU
MOYEN-ORIENT

CONCLUSION D'ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX
EFFICACES SUR LE RENFORCEMENT DE LA
SECURITE DES ETATS NON DOTES D'ARMES
NUCLEAIRES CONTRE L'EMPLOI OU LA
MENACE D'ARMES NUCLEAIRES

CONCLUSION D'ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX
EFFICACES POUR GARANTIR LES ETATS
NON DOTES D'ARMES NUCLEAIRES
CONTRE L'EMPLOI OU LA MENACE
D'ARMES NUCLEAIRES

PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS
DANS L'ESPACE

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR
LA DENUCLEARISATION DE L'AFRIQUE
INTERDICTION DE METTRE AU POINT ET
DE FABRIQUER DE NOUVEAUX TYPES ET
SYSTEMES D'ARMES DE DESTRUCTION
MASSIVE : RAPPORT DE LA CONFERENCE
DU DESARMEMENT

REDUCTION DES BUDGETS MILITAIRES
ARMES CHIMIQUES ET BACTERIOLOGIQUES
(BIOLOGIQUES)
DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET
EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT
DE CLOTURE DE LA DOUZIEME
SESSION EXTRAORDINAIRE DE
L'ASSEMBLEE GENERALE
LES PROGRES SCIENTIFIQUES ET
TECHNIQUES ET LEURS INCIDENCES
SUR LA SECURITE INTERNATIONALE
EXAMEN DE L'APPLICATION DES
RECOMMANDATIONS ET DECISIONS
ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE
GENERALE A SA DIXIEME
SESSION EXTRAORDINAIRE
APPLICATION DE LA DECLARATION FAISANT
DE L'OCEAN INDIEN UNE ZONE DE PAIX
ARMEMENT NUCLEAIRE D'ISRAEL
QUESTION DE L'ANTARCTIQUE
RENFORCEMENT DE LA SECURITE
ET DE LA COOPERATION DANS
LA REGION DE LA MEDITERRANEE
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA
DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT
DE LA SECURITE INTERNATIONALE
APPROCHE GLOBALE DU RENFORCEMENT
DE LA PAIX ET DE LA SECURITE
INTERNATIONALES CONFORMEMENT
A LA CHARTE DES NATIONS UNIES
RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE
D'ENQUETER SUR LES PRATIQUES
ISRAELIENNES AFFECTANT LES DROITS
DE L'HOMME DE LA POPULATION
DES TERRITOIRES OCCUPES
QUESTIONS RELATIVES A L'INFORMATION
QUESTION DES ILES MALGACHES GLORIEUSES,
JUAN DE NOVA, EUROPA ET BASSAS DA INDIA
QUESTION DE LA COMPOSITION DES ORGANES
PERTINENTS DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION
ECONOMIQUE INTERNATIONALE
PREPARATIFS DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE PREVUE POUR 1990
CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET
DEVELOPPEMENT
ACTIVITES OPERATIONNELLES DE
DEVELOPPEMENT

ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET
SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE
APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION
DE LA DEUXIEME DECENNIE DE LA
LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA
DISCRIMINATION RACIALE
SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE
AUTRES METHODES ET MOYENS QUI
S'OFFRENT DANS LE CADRE DES
ORGANISMES DES NATIONS UNIES
POUR MIEUX ASSURER LA JOUISSANCE
EFFECTIVE DES DROITS DE L'HOMME
ET DES LIBERTES FONDAMENTALES
PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS
AUX DROITS DE L'HOMME
ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES
DE DISCRIMINATION RACIALE
ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE
DISCRIMINATION A L'EGARD DES FEMMES
STRATEGIES PROSPECTIVES D'ACTION
POUR LA PROMOTION DE LA FEMME
D'ICI A L'AN 2000
IMPORTANCE, POUR LA GARANTIE ET
L'OBSERVATION EFFECTIVES DES DROITS
DE L'HOMME, DE LA REALISATION
UNIVERSELLE DU DROIT DES PEUPLES
A L'AUTODETERMINATION ET DE
L'OCTROI RAPIDE DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX
DROITS DE L'HOMME ET PROGRES DE
LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE
APPLICATION EFFECTIVE DES INSTRUMENTS
INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS
DE L'HOMME, Y COMPRIS L'OBLIGATION
DE PRESENTER DES RAPPORTS A CE TITRE
HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES
POUR LES REFUGIES
CAMPAGNE INTERNATIONALE CONTRE
LE TRAFIC DES DROGUES
ELABORATION D'UN INSTRUMENT RELATIF
AUX DROITS DE L'HOMME FONDES SUR
LA SOLIDARITE
RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES
NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU
DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA
CHARTRE DES NATIONS UNIES

ACTIVITES DES INTERETS ETRANGERS,
ECONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT
OBSTACLE A L'APPLICATION DE LA
DECLARATION SUR L'OCTROI DE
L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX
PEUPLES COLONIAUX EN NAMIBIE ET
DANS TOUS LES AUTRES TERRITOIRES
SE TROUVANT SOUS DOMINATION
COLONIALE, ET AUX EFFORTS TENDANT
A ELIMINER LE COLONIALISME,
L'APARTHEID ET LA DISCRIMINATION
RACIALE EN AFRIQUE AUSTRALE

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR
L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX
PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX
PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES
ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX
ASSOCIES A L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ET DE
FORMATION DES NATIONS UNIES
POUR L'AFRIQUE AUSTRALE

MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION
OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES
AUX HABITANTS DES TERRITOIRES
NON AUTONOMES

MESURES VISANT A PREVENIR LE
TERRORISME INTERNATIONAL QUI
MET EN DANGER OU ANEANTIT
D'INNOCENTES VIES HUMAINES,
OU COMPROMET LES LIBERTES
FONDAMENTALES, ET ETUDE DES
CAUSES SOUS-JACENTES DES
FORMES DE TERRORISME ET
D'ACTES DE VIOLENCE QUI ONT
LEUR ORIGINE DANS LA MISERE,
LES DECEPTIONS, LES GRIEFS ET
LE DESESPoir ET QUI POUSSENT
CERTAINES PERSONNES A SACRIFIER
DES VIES HUMAINES, Y COMPRIS
LA LEUR, POUR TENTER D'APPORTER
DES CHANGEMENTS RADICAUX

- a) RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL
- b) CONVOCATION, SOUS LES AUSPICES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES,
D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE
CHARGE DE DEFINIR LE TERRORISME
ET DE LE DIFFERENCIER DE LA LUTTE
QUE LES PEUPLES MENENT POUR LEUR
LIBERATION NATIONALE

DEVELOPPEMENT PROGRESSIF DES
PRINCIPES ET NORMES DU DROIT
INTERNATIONAL RELATIFS AU
NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE
INTERNATIONAL
REGLEMENT PACIFIQUE DES
DIFFERENDS ENTRE ETATS
DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR
LE DROIT INTERNATIONAL

Lettre datée du 22 septembre 1989, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Yougoslavie
auprès de l'Organisation des Nations UNies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte des documents finals de la neuvième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, tenue à Belgrade du 4 au 7 septembre 1989, en vous priant de bien vouloir le faire distribuer comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 18, 28, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 41, 42, 44, 47, 49, 50, 51, 52, 53, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 70, 71, 72, 73, 77, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 86, 88, 89, 90, 96, 98, 100, 103, 104, 105, 107, 109, 110, 111, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 139, 140, 141 et 149, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

(Signé) Dragoslav PEJIC

ANNEXE

DOCUMENTS FINALS DE LA NEUVIEME CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT
OU DE GOUVERNEMENT DU MOUVEMENT DES PAYS NON ALIGNES, TENUE
A BELGRADE, DU 4 AU 7 SEPTEMBRE 1989

DEVELOPPEMENT PROGRESSIF DES
PRINCIPES ET NORMES DU DROIT
INTERNATIONAL RELATIFS AU
NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE
INTERNATIONAL
REGLEMENT PACIFIQUE DES
DIFFERENDS ENTRE ETATS
DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR
LE DROIT INTERNATIONAL

Lettre datée du 22 septembre 1989, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Yougoslavie
auprès de l'Organisation des Nations UNies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte des documents finals de la neuvième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, tenue à Belgrade du 4 au 7 septembre 1989, en vous priant de bien vouloir le faire distribuer comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 18, 28, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 41, 42, 44, 47, 49, 50, 51, 52, 53, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 70, 71, 72, 73, 77, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 86, 88, 89, 90, 96, 98, 100, 103, 104, 105, 107, 109, 110, 111, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 139, 140, 141 et 149, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

(Signé) Dragoslav PEJIC

ANNEXE

Documents finals de la neuvième Conférence des chefs d'Etat
ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, tenue
à Belgrade, du 4 au 7 septembre 1989

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
DECLARATION	12
LA SECURITE INTERNATIONALE ET LE DEVELOPPEMENT	24
LIBAN	32
AFGHANISTAN	33
AMERIQUE LATINE ET CARAIBES	35
CHYPRE	40
IRAN-IRAQ	41
LE SAHARA OCCIDENTAL	42
LA COREE	43
LA QUESTION DE PALESTINE	44
LE CONFLIT ARABO-ISRAELIEN	47
ASIE DU SUD-EST	49
AFRIQUE AUSTRALE	50
TCHAD	64
NOUVELLE-CALEDONIE	65
LA DECOLONISATION	66
TERRORISME INTERNATIONAL	68
LA PAIX ET LE DROIT INTERNATIONAL	70
ANTARCTIQUE	71
LES PROBLEMES DES REFUGIES	73

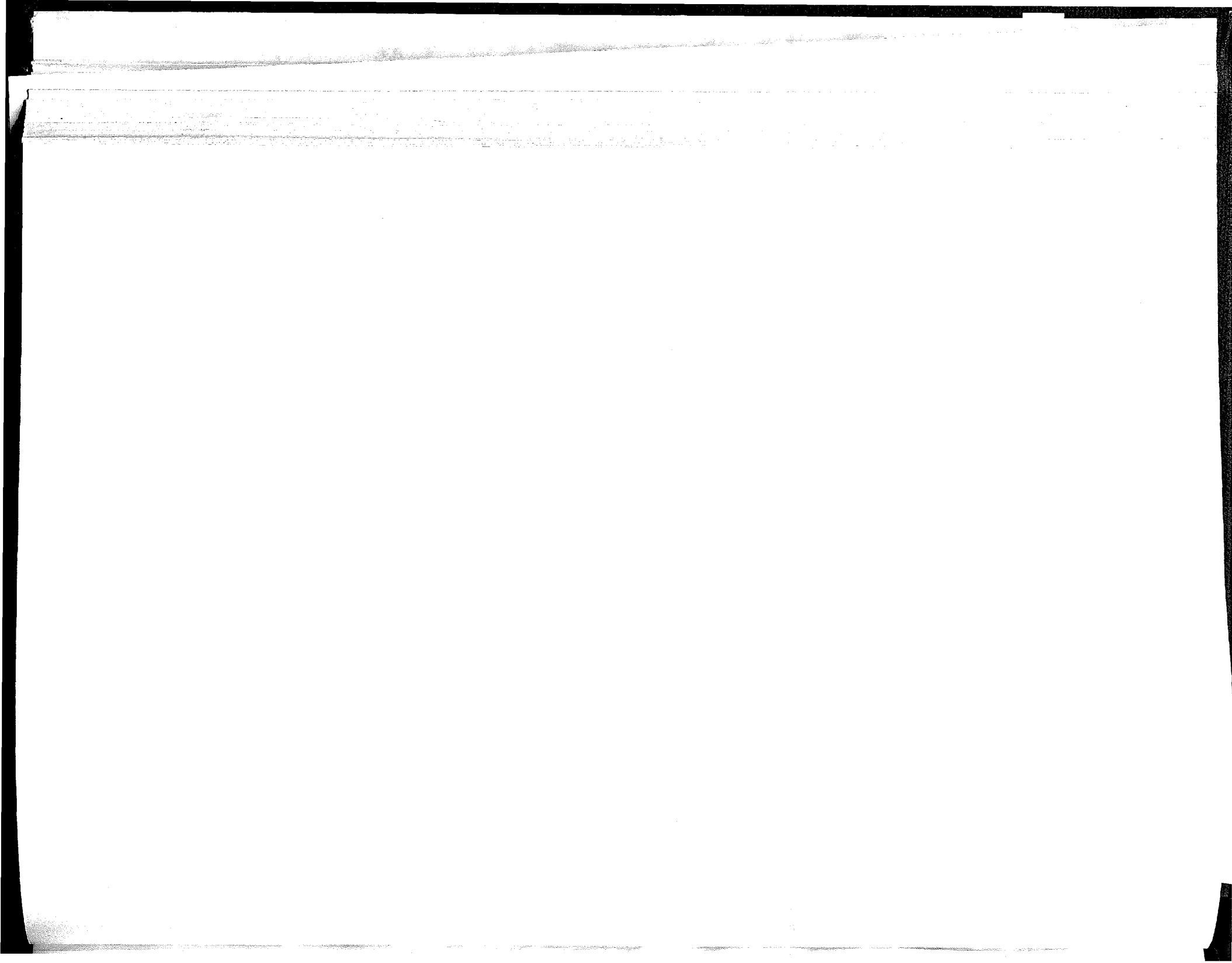


TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
UNE REPARTITION PLUS EQUITABLE DES POSTES AU SEIN DU SYSTEME DES NATIONS UNIES	74
L'UTILISATION DE L'ENERGIE NUCLEAIRE A DES FINS PACIFIQUES	75
INFORMATION ET COMMUNICATIONS	76
MAYOTTE, ILES MALGACHES, ARCHIPEL DE CHAGOS	78
DECLARATION DU COMITE <u>AD HOC</u> DE L'OUA POUR L'AFRIQUE AUSTRALE SUR LA QUESTION DE L'AFRIQUE DU SUD	80
DECLARATION SPECIALE SUR LA NAMIBIE DE LA NEUVIEME CONFERENCE AU SOMMET DU MOUVEMENT DES PAYS NON ALIGNES	87
LA SITUATION EN AFRIQUE AUSTRALE	89
RESOLUTION SUR LE FONDS AFRICA	90
COMMUNIQUE DE LA REUNION DU COMITE DES NEUF PAYS NON ALIGNES SUR LA PALESTINE TENUE AU NIVEAU DES CHEFS D'ETAT OU DE GOUVERNEMENT	91
L'ECONOMIE MONDIALE ET LES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES	94
DETTE, DEVELOPPEMENT, FINANCES ET QUESTIONS MONETAIRES	98
LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LES PRODUITS DE BASE	105
SCIENCE ET TECHNOLOGIE	110
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE	112
LES PAYS LES MOINS AVANCES	114
LA COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE LES PAYS EN DEVELOPPEMENT	116
L'ENVIRONNEMENT	117
SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE	120
CONDITIONS DE VIE DU PEUPLE PALESTINIEN	125
LES CONDITIONS DE VIE DES CITOYENS ARABES SYRIENS SUR LE GOLAN ARABE SYRIEN OCCUPE	126
LE ROLE DE LA FEMME DANS LE DEVELOPPEMENT	127

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
INDUSTRIALISATION	128
CATASTROPHES NATURELLES	129
LES PAYS EN DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL	130
SURVIE ET DEVELOPPEMENT DE L'ENFANCE	132
ABUS ET TRAFIC ILLICITE DES DROGUES	133
ORDRE DU JOUR DE LA NEUVIEME CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT OU DE GOUVERNEMENT DES PAYS NON ALIGNES	135
DISCOURS DE S. E. DR JANEZ DRNOVSEK, PRESIDENT DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE FEDERATIVE DE YUGOSLAVIE	137
RAPPORT DE LA REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES PAYS NON ALIGNES	143
RAPPORT ET RECOMMANDATIONS DU COMITE MINISTERIEL	148
RAPPORT DU COMITE POLITIQUE	156
RAPPORT DU COMITE ECONOMIQUE	159
RAPPORT DU RAPPORTEUR GENERAL	162
MOTION DE REMERCIEMENTS AU GOUVERNEMENT ET AU PEUPLE YUGOSLAVES	171

DECLARATION

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés, réunis à leur Neuvième Conférence à Belgrade, du 4 au 7 septembre 1989,

Conscients que l'étape actuelle du développement de l'humanité se caractérise par des changements technologiques, économiques et politiques favorisant le progrès global, et en même temps par l'existence de nombreux obstacles, anciens et nouveaux, qui entravent l'édification d'un monde plus pacifique, plus sûr, plus juste, plus équitable, plus démocratique et plus humain,

Ayant à l'esprit le rôle et la responsabilité des pays non-alignés, pour ce qui est de leur contribution maximale en vue de préserver la paix, de promouvoir la coopération pour le développement de tous les pays, et d'ouvrir ainsi la voie du bien-être de toutes les nations et peuples, sur la base de la paix, de l'égalité et de la justice,

Inspirés par les principes et les objectifs du non-alignement, dont ils réaffirment la validité durable, forts des expériences du Mouvement et conscients de sa contribution inestimable aux développements internationaux et de ses potentiels accrus aujourd'hui,

Déclarent que:

1. Le monde se trouve à la croisée des chemins: les tensions n'y sont plus au point d'éclatement, mais la paix n'y est pas stable; la stagnation n'y est pas générale, pas plus que le développement. Bien qu'on puisse y discerner une lueur d'espoir, il n'y a toujours pas lieu d'être exagérément optimiste. La communauté internationale, dans son ensemble, doit décider de la voie à suivre face aux nouveaux défis et aux nouvelles perspectives qui se présentent.

2. Les progrès scientifiques et technologiques, tout comme les épreuves que nous endurons ensemble renforcent l'interdépendance globale. Mais ils ne sont pas encore en mesure de satisfaire les aspirations à la liberté, à la souveraineté, à l'indépendance et à l'identité nationales. L'égalité, plutôt que la domination et la subordination, devrait constituer le fondement de l'interdépendance. Les processus irréversibles et encourageants d'intégration qui sont en train de se confirmer, devraient servir l'intérêt de tous et ne pas viser à instituer de nouvelles hégémonies. L'asymétrie que nous relevons à présent dans le domaine du développement économique et technologique ne pourra être

redressée que par le biais d'un développement équilibré de la communauté internationale toute entière, ainsi que par le biais d'efforts visant à la démocratisation la plus large possible des relations internationales.

3. Le climat politique mondial s'est amélioré bien qu'insuffisamment. Des progrès encourageants ont été accomplis dans la recherche de solutions aux problèmes régionaux et globaux, recherche à laquelle les pays non-alignés ont largement contribué. Une éclosion de nouvelles idées économiques et politiques se produit dans de nombreuses régions du monde. Ces facteurs constituent un cadre favorable au lancement d'initiatives nouvelles. Par ailleurs, si on ne satisfait pas aux impératifs économiques et en particulier aux exigences des pays en développement, les tensions qui pourraient en résulter finiraient par saper les tendances actuelles à la paix et à l'harmonie globales. Une détente vide de contenus économiques n'aurait pas de chances d'aboutir.

4. Nombreux sont les pays qui ont entrepris des réformes de grande portée, pour tenter de s'adapter aux réalités d'un monde qui change rapidement. Un plus haut degré d'ouverture et de coopération est vital pour le succès de la tendance à l'intégration globale.

5. La poursuite du processus devant aboutir au désarmement complet, notamment en ce qui concerne les armes de destruction massive, est d'une nécessité impérieuse pour la préservation du genre humain sur notre planète. Le contraste sinistre entre les dépenses militaires exorbitantes et l'extrême pauvreté fait ressortir l'importance qu'il y a à donner un contenu tangible à la relation entre le désarmement et le développement. Etant donné les perspectives accrues du désarmement, de nouvelles possibilités s'offrent à tous les pays, notamment à ceux qui possèdent les plus grands arsenaux nucléaires et conventionnels, de réallocation des ressources financières additionnelles et de l'énergie et de la créativité humaines en faveur du développement. L'interdépendance étroite entre le désarmement et le développement doit être considérée comme contribution aux efforts globaux visant à assurer la primauté du développement économique sur les priorités imposées par la course à la puissance militaire qui est aussi dangereuse qu'irrationnelle.

6. Les pays non-alignés ne prétendent pas, et d'ailleurs ne peuvent, changer le monde à eux seuls; mais le monde ne saurait être refaçoné sans eux. Les non-alignés préconisent l'entente plutôt que la confrontation, qu'il s'agisse de problèmes communs de l'humanité ou de questions d'intérêt et de portée régionaux. Les non-alignés sont déterminés à contribuer activement à l'harmonisation et au règlement de ces questions en partant de la politique et des objectifs du non-alignement et des principes et des objectifs des Nations Unies qui constituent à la fois un patrimoine historique et un impératif pour l'humanité.

7. Les principales alliances militaro-politiques, les principaux protagonistes de la guerre froide sont toujours présents, même si leur cohésion interne et la pertinence de leur existence sont sérieusement remises en cause. Malgré la régression de la menace d'une confrontation entre les blocs, une paix stable n'est toujours pas en vue.

8. L'Union soviétique et les Etats-Unis se sont engagés sur la voie de la réduction de leurs énormes arsenaux militaires et de leurs effectifs armés. Ils poursuivent également leur large dialogue de fond en vue d'améliorer leurs relations mutuelles et de contribuer ainsi au relâchement des tensions à l'échelle mondiale. La détente qui en résulte est riche de possibilités pour la communauté internationale. Cette détente repose avant tout sur une prise de conscience du danger imminent pour la survie de l'espèce humaine, qui émane de la course aux armements nucléaires, et de toutes les autres menaces militaires et non-militaires à la sécurité : les conflits armés, l'occupation, le recours à la force, l'inégalité économique flagrante tant à l'intérieur des nations qu'entre celles-ci, la misère, la famine, la privation, le fardeau de la dette, les maladies, l'abus de la drogue et toutes les formes du terrorisme et la dégradation de l'environnement. Le règlement de problèmes d'une telle ampleur et d'une telle complexité exige une approche concertée et cohérente, dans un cadre multilatéral.

9. Certains foyers de crise, qui existent dans le monde actuel datent d'il y a longtemps. Ces conflits, dont les causes profondes ont le plus souvent une origine régionale, sont aggravés et atteignent de nouvelles dimensions, suite à l'ingérence, l'intervention et l'engagement de puissances extérieures. Il en résulte aussi que ces mêmes conflits sapent les relations internationales, causent de grandes souffrances humaines et empêchent la communauté internationale de se préoccuper des problèmes majeurs de l'époque présente. C'est la raison pour laquelle le Mouvement des non-alignés exprime sa détermination de prendre une part active à tous les efforts visant à l'élimination de tous les foyers de crise à l'échelle mondiale, qu'ils aient des causes historiques ou contemporaines, en veillant à ce que les solutions ne soient pas imposées par des puissances extérieures, au détriment des intérêts des parties directement concernées. Dans ce contexte, les pays non-alignés expriment tout particulièrement leur solidarité avec tous les peuples qui n'ont pas encore exercé leur droit à l'autodétermination.

10. La situation économique dans les pays en développement s'est gravement détériorée, surtout dans les pays les moins avancés. Ils sont asphyxiés du fait de l'exode des capitaux et de la diminution de leur pouvoir d'achat. Le développement économique et social accéléré des pays en développement n'est pas seulement une nécessité impérieuse mais il est aussi de l'intérêt du monde. Même quinze ans après sa proclamation, le nouvel ordre économique international reste un objectif difficile à atteindre mais valide. Les fruits de ce développement devraient profiter aux couches les

plus larges de leurs populations. Il est nécessaire de procéder à des ajustements structurels dans tous les domaines, conformément aux objectifs et aux priorités de développement des pays en développement, afin de répondre aux défis posés par les technologies de pointe, particulièrement les technologies du futur. Les pays développés, pour leur part, ne devraient pas minimiser le fait que leur opulence n'est pas garantie une fois pour toutes et qu'elle ne pourra guère être garantie de façon durable dans un environnement global paupérisé. Nous lançons un appel au monde développé pour qu'il contribue à faire face, avec un maximum de volonté et de détermination et sans préjugé, au conflit qui est plus ancien et plus profond que la guerre froide et la confrontation des blocs, à savoir le conflit entre la richesse et la pauvreté.

11. Les problèmes croissants de l'environnement, qui menacent la survie même de l'humanité, constituent une illustration éloquent de l'interdépendance des intérêts de toutes les nations. Nous sommes tous affectés par les conséquences de la dégradation de l'environnement. Et il ne fait pas de doute que les pays les plus avancés ont le plus contribué à l'évolution fulgurante de cette menace qui pèse sur nous. Mais ce sont également ces mêmes pays qui sont dotés de ressources et de technologies indispensables pour résoudre les problèmes qui se posent à cet égard. Dans les pays en développement, la protection de l'environnement doit être considérée comme partie intégrante du processus du développement. Des efforts initiaux, encore insuffisants certes, sont déployés à l'échelle internationale afin que soient cernées et éliminées les menaces à l'environnement dans lequel nous vivons. Notre Mouvement et nos pays sont déterminés à fournir leur contribution maximale à cet égard. Il est toutefois important que cette coopération internationale se fasse dans le plein respect de la souveraineté des Etats.

12. Le grand processus de décolonisation qui a présidé à l'émergence d'un grand nombre d'Etats souverains - dont la plupart sont aujourd'hui membres de notre Mouvement - entre dans une phase décisive. Tout en exprimant notre satisfaction pour ce progrès qui fait date dans l'histoire de notre époque, et au triomphe inéluctable, auquel nous avons chèrement et grandement contribué, nous ne pouvons pas ne pas être conscients de ce que toutes les formes de dépendance, et surtout économique, n'ont pas encore été effacées avec l'accession de ces nations à l'indépendance et qu'il existe encore des peuples qui souffrent sous le joug colonial ou sous la pression du néo-colonialisme à peine déguisé. L'élimination complète du colonialisme, l'émancipation économique de tous les peuples, qui est la condition indispensable de la sauvegarde et du renforcement de leur indépendance politique, reste une tâche prioritaire pour notre Mouvement.

13. De même, le racisme et la discrimination basés sur la couleur, la confession, l'origine ethnique, la culture et le mode de vie, qui ont toujours été considérés par notre Mouvement comme un anachronisme, subsistent encore à une époque qui devrait être celle du triomphe de la raison, de la dignité humaine et de la liberté. Forts de la vision d'un monde plus humain et plus démocratique, nous devons bannir toute forme de racisme et d'intolérance nationale, religieuse ou autre.

Nous reconnaissons que l'apartheid est une forme particulière et répugnante du racisme institutionnalisé que les nations civilisées ont condamnée à juste titre comme crime contre l'humanité. Nous devons en conséquence accroître, élargir, intensifier et resserrer les sanctions visant à isoler ce régime d'apartheid abhorré, et à éradiquer le système d'apartheid. Nous invitons la communauté des nations à se joindre à nous dans cette tâche importante.

14. Il est de notoriété publique que toutes les formes de terrorisme, y compris le terrorisme d'Etat, violent les droits fondamentaux de l'individu, menacent la stabilité tant à l'intérieur des nations qu'entre celles-ci, et méritent d'être condamnées et combattues par tous les moyens légaux possibles à l'échelle universelle.

15. Le trafic illégal de la drogue, sa production et sa demande qui ne baissent pas, et le terrorisme accru qui les accompagne ont pris des proportions dangereuses. Le principe de la responsabilité partagée est un élément fondamental de la lutte contre ce fléau.

16. En dépit de tous les défis, le système des Nations Unies a survécu à toutes les épreuves de notre temps. Et même ceux qui voulaient ignorer les Nations Unies en tant que tribune pour l'action collective des Etats, réalisent de plus en plus que l'Organisation mondiale constitue un instrument irremplaçable de régulation des relations internationales et de solution des problèmes internationaux qui nous concernent tous. Sans les Nations Unies, il ne serait pas possible de parvenir à la démocratisation la plus profonde et la plus vaste possible des relations internationales, ce qui a toujours été l'un des objectifs primordiaux de notre Mouvement. Nos pays et notre Mouvement ont contribué à l'essor des activités des Nations Unies, visant à éliminer les causes des guerres, à promouvoir le développement et à restaurer la foi en la dignité de l'individu et des nations. La paix et l'harmonie entre les peuples et les nations exige le strict respect et la promotion du droit international. Dans ce contexte, l'issue de la récente réunion des non-alignés à La Haye et son initiative en faveur de la Décennie du droit international représente une contribution importante.

17. Dans nos efforts pour mettre au point une stratégie permettant à notre Mouvement d'exercer une plus grande influence sur la situation mondiale et les relations internationales, ainsi que pour créer les meilleures conditions possibles pour le développement de nos pays au seuil du XXI^e siècle, la vision collective des grands fondateurs du non-alignement reste une source d'inspiration intarissable. Notre action a été validée par toutes les contributions que nous avons apportées en vue de changer le monde et cela de façon ininterrompue depuis Belgrade - 1961, Le Caire - 1964, Lusaka - 1970, Alger - 1973, Colombo - 1976, La Havane - 1979, New Delhi - 1983, Harare - 1986, et jusqu'à Belgrade - 1989.

18. Nous nous sommes opposés aux divisions et confrontations de blocs qui portaient en germe le risque d'un anéantissement nucléaire et entravaient la lutte des peuples pour leur libération nationale. Au plus fort des divisions idéologiques nous avons su créer un mouvement fondé sur le principe du pluralisme idéologique et préconiser la coexistence pacifique dans les affaires internationales, ce qui à l'heure actuelle constitue la base même des négociations et des ententes entre les grandes puissances et tous les autres acteurs principaux des relations internationales. L'appel de notre Mouvement en faveur de l'arrêt et de l'inversion du sens de la course aux armements a largement favorisé les actions et les efforts qui sont déployés à l'heure actuelle en faveur de l'instauration d'une paix et d'une stabilité plus grandes dans le monde. Sans notre contribution historique à l'aboutissement du processus de décolonisation, la multipolarité de plus en plus présente dans notre monde, caractérisé par une interdépendance croissante de tous les membres de la communauté internationale, eût été unimaginable. Notre foi en la puissance des négociations et de la coopération se traduit aujourd'hui par des efforts continus déployés en vue de l'élimination des foyers de crise, moyennant le respect des intérêts légitimes de toutes les parties concernées. Le sentiment de justice qui anime nos peuples et les aspirations de nos pays au progrès, qui sont la force motrice de leur combat pour un monde meilleur, ne peuvent s'accomoder d'inégalités et de discriminations, quelles qu'en soient la nature ou l'origine. Ils s'accomodent encore moins de ce que les disparités énormes à l'échelle du développement économique et de la prospérité deviennent le sort tragique et permanent de l'humanité.

19. Suivant l'exemple de nos illustres prédécesseurs qui ont eu la capacité d'anticiper sur les événements et le courage d'introduire des changements, nous nous sommes assignés la tâche exaltante, celle de procéder à une réévaluation critique et globale de notre position et notre rôle dans un monde de transition et de changements et de fixer un ordre réaliste des priorités dans le processus de mise en oeuvre des objectifs de notre Mouvement, sur la base de nos principes.

20. Toujours guidés par les intérêts vitaux de nos pays de sauvegarder leur liberté d'action et de provoquer des changements fondamentaux à l'échelle du système actuel des relations politiques et économiques internationales, notre credo, pendant la guerre froide, a été de ne point prendre part aux

Maintenant que le monde devient multipolaire et de plus en plus intégré, nos intérêts fondamentaux et le besoin de renforcer l'efficacité du Mouvement, exigent que nous assumions un rôle actif et direct dans la gestion des affaires du monde. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons participer pleinement aux processus de développement économiques et technologiques, conduisant à une interdépendance et une intégration plus poussées du monde.

21. Notre participation active et notre contribution multiforme aux processus de développement en cours et aux tendances à l'échelle globale, régionale et sous-régionale, ainsi que notre association de plus en plus large avec tous les pays ou groupes de pays qui partagent avec nous les idées et objectifs de ces processus et tendances, élargiront également la portée et le concept du non-alignement:

22. Si nous voulons relever les défis d'un monde en mutation, nous ne devons pas nous embarrasser de préjugés ou de dogmes. Ceci n'a jamais été un trait de notre Mouvement. Nous avons été les premiers à attirer l'attention sur le caractère intenable des postulats de la guerre froide. Notre approche aux phénomènes et aux développements contemporains sera réaliste, visionnaire et créative, afin que nous puissions être à la hauteur de la mission historique de notre Mouvement et agir en tant qu'interprètes véritables des intérêts de nos pays.

23. Cela suppose également, de notre part, des actions plus efficaces et une amélioration du fonctionnement de notre Mouvement. Dans le passé, les pays non-alignés se refusaient à l'idée erronée selon laquelle leur action pourrait être renforcée par la création d'un troisième bloc. Ils n'ont jamais accepté quoi que ce soit qui ait pu porter préjudice au caractère démocratique du Mouvement ainsi qu'aux rapports d'égalité qui lui sont inhérents. Il paraît toutefois très important de continuer à explorer des voies nouvelles et à améliorer les méthodes d'action, en vue d'accroître l'efficacité de notre Mouvement.

II

Forts de nos acquis passés dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme, l'apartheid et toutes les formes de domination, inspirés par les défis et les exigences que nous affrontons aujourd'hui en tant que nations et en tant que Mouvement, et guidés par les principes et les concepts de la politique de non-alignement dans nos efforts pour l'instauration d'un monde de paix, d'égalité, de coopération et de bien-être pour tous, nous convenons, dans le cadre de nos efforts communs, d'agir conformément aux actions prioritaires suivantes :

Premièrement, dans l'espoir de voir s'établir une paix stable et durable, fondée sur un mécanisme de sécurité internationale viable et réalisable dans l'immédiat, la paix, le désarmement et le règlement pacifique des différends internationaux continuent d'être notre tâche primordiale.

Nous avons contribué à la création des conditions internationales devant aboutir à l'élimination des causes et du spectre de la guerre. Le rapprochement général entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. contribue au relâchement de la tension internationale et à la création des conditions favorables à l'instauration d'une paix durable. Nous sommes encouragés par l'évolution positive dans le domaine du désarmement à la suite de la signature du Traité sur les Forces nucléaires intermédiaires. Nous sommes toutefois inquiets devant la récente perte de vitesse notée dans le processus du désarmement nucléaire. L'histoire des négociations sur le désarmement abonde en exemples d'occasions manquées. Le monde vit encore sous la menace d'énormes arsenaux nucléaires, sans cesse affinés et multipliés. Notre seul espoir sur le plan du désarmement nucléaire réside dans l'élimination de l'équilibre de la terreur, ainsi que dans la volonté des grandes puissances nucléaires d'accepter l'objectif qui commande l'élimination totale des armements nucléaires. Cela dit, nous sommes parfaitement conscients du fait que le désarmement nucléaire et conventionnel ne pourra être atteint sans la participation de tous les acteurs internationaux.

Deuxièmement, nous sommes disposés à nous engager dans la voie d'une recherche commune de solutions efficaces et acceptables à tous les problèmes majeurs à l'échelle des rapports économiques internationaux. Nous sommes déterminés à nouer avec le monde développé un dialogue constructif et productif sur les questions économiques qui touchent non seulement aux intérêts de nos pays, mais également à ceux de la communauté internationale tout entière. Il ne saurait y avoir de stabilité et de perspectives meilleures pour l'ensemble de la communauté internationale sans une réduction des disparités à l'échelle du développement global.

La tâche qui nous attend pourrait être plus facile si elle se déroulait dans un contexte d'expansion et de croissance de l'économie mondiale. Le défi principal réside dans l'élaboration de politiques globales, susceptibles d'accélérer le redressement des taux de croissance à l'échelle de l'économie mondiale. La croissance durable de l'économie mondiale ne saurait être assurée que si les parties qui la constituent se développent de manière harmonieuse.

L'accélération du développement exige, avant tout, un accroissement substantiel du transfert net des ressources vers les pays en développement, et surtout vers les pays les moins avancés, une solution durable et globale du problème de la dette extérieure des pays en développement, la libéralisation du commerce mondial par cette levée des barrières protectionnistes, des prix rémunérateurs pour les produits de base, et les conditions monétaires stables.

Nous sommes conscients de notre propre responsabilité pour le fonctionnement efficace des économies de nos pays respectifs. Nos efforts ne sauraient aboutir sans le renforcement de notre coopération mutuelle. Un environnement économique international favorable est vital à la réalisation de

cet objectif. Les problèmes économiques auxquels nos pays sont confrontés ne pourront pas être réglés si nous n'établissons pas des liens et n'engageons pas le dialogue avec le monde développé. La contribution de la Commission Sud sera utile à ce propos.

Les progrès rapides de la science et de la technologie exercent une influence considérable sur les développements mondiaux globaux. Il est donc extrêmement important que le Mouvement oeuvre en faveur d'une coopération plus étroite dans ce domaine, à la fois dans le sens Sud-Sud et dans le sens Nord-Sud. Le transfert des technologies est devenu impératif pour assurer un développement économique rapide.

La gestion des affaires économiques mondiales doit se faire sur une base plus large afin de refléter les intérêts de tous les pays et groupes de pays et de dégager une politique qui serait acceptable pour tous. Les problèmes économiques et sociaux courants et les besoins futurs sont tels qu'aucune nation ou groupe de nations ne pourraient les résoudre seuls. Ils nécessitent un effort collectif fondé sur la réciprocité des intérêts. Des consultations Nord-Sud sur les questions économiques internationales, organisées régulièrement et au plus haut niveau, s'avèrent d'une importance essentielle pour une gestion équitable et collective des rapports interdépendants à l'échelle mondiale.

Les pays non-alignés appuient énergiquement les efforts de coordination avec les autres pays en développement déployés dans le cadre du Groupe-77. Ils saluent, à cet égard, la volonté des pays en développement, exprimée notamment dans la Déclaration de Caracas du 23 juin 1989, de s'intégrer davantage dans l'économie mondiale et d'engager un dialogue de fond avec les pays développés en vue du renforcement de la solidarité et de la coopération internationales en faveur du développement. Nous prions instamment les pays développés de donner une réponse positive à cette initiative.

Troisièmement, nous réaffirmons notre soutien au droit de tous les peuples vivant sous la domination coloniale ou étrangère et sous l'occupation étrangère à l'auto-détermination et à l'indépendance. Il est inconcevable qu'au seuil du XXI^e siècle, plus de vingt territoires et des millions de personnes vivent encore dans de telles conditions. Grâce à l'initiative de notre Mouvement, les Nations Unies ont proclamé la dernière décennie de notre siècle Décennie de l'éradication du colonialisme, objectif que nous estimons être l'obligation morale de l'humanité entière. Nous réaffirmons aussi la nécessité de renforcer notre solidarité avec les pays non-alignés et autres pays confrontés à l'agression, l'intervention ou l'ingérence dans leurs affaires internes.

Quatrièmement, à l'approche du XXI^e siècle, la protection de l'environnement devient une des questions capitales qui se posent à l'échelle globale, et qui met en exergue, de façon dramatique,

l'interdépendance croissante du monde. Le problème exige des mesures de coopération et un accord global pouvant assurer un développement écologiquement rationnel et acceptable. Cette coopération devrait se matérialiser dans le cadre global de l'objectif visant à relancer la croissance dans un environnement sain, propre et salubre et à satisfaire les besoins élémentaires de tous. Les approches multilatérales doivent mettre l'accent sur des mesures d'accompagnement tout en cherchant à remédier aux asymétries existantes. La communauté internationale doit dégager des ressources financières nettes additionnelles destinées à la coopération dans le domaine de l'environnement et faciliter aux pays en développement l'accès aux technologies non-polluantes.

Une grave menace à notre système écologique émane du déversement inconsidéré des déchets toxiques et nocifs dans nos territoires, sans tenir compte aucun de leurs effets dévastateurs sur l'environnement. Nous exigeons qu'un terme soit mis immédiatement à de telles pratiques. Personne n'a le droit de déposer des déchets nucléaires ou autres déchets toxiques dans les territoires des autres pays ou au large des côtes.

Convaincus que l'avenir de l'humanité dépend de la protection de l'environnement, nous sommes prêts à assumer notre part de responsabilité dans la vérification et la prévention de la pollution de l'eau, de la terre et de l'air. La dégradation du sol, le déboisement, la pollution de l'eau et de l'air, la désertification sont le résultat, entre autres, de la pression exagérée exercée sur les ressources naturelles et à cause de la pauvreté, de l'ignorance et de la croissance démographique. Il existe de nombreuses possibilités pour des initiatives conjointes en matière de protection et de restauration de l'environnement à l'échelle de la communauté internationale globale dans le cadre d'un effort pour un développement global. Nous sommes prêts à apporter notre contribution à cette fin.

Cinquièmement, ce n'est qu'au cours de ce siècle, et par le truchement du processus de décolonisation, par l'effort investi au sein des Nations Unies en vue de la mise en application des normes démocratiques dans les relations entre les Etats, ainsi que par la création de conditions économiques propices, qu'ont été créés les préalables en vue de la réalisation des droits et des libertés fondamentales de l'homme. C'est en mettant en oeuvre les principes et les objectifs de notre Mouvement que nous avons grandement contribué à la création de conditions conduisant à la promotion des droits de l'homme dans la société internationale contemporaine. Nous estimons que le droit de tout individu de jouir pleinement de ses droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels, représente une source d'inspiration profonde pour notre Mouvement. Nous réaffirmons les contributions précieuses de toutes les femmes, et soutenons fermement leurs aspirations à la reconnaissance de leurs droits. Nous mettons particulièrement en exergue la nécessité d'efforts accrus en vue de la pleine intégration des femmes dans nos processus de développement.

La promotion des droits et des libertés de l'homme est un des objectifs fondamentaux de notre Mouvement.

Sixièmement, nos pays et notre Mouvement continueront à oeuvrer pour que les Nations Unies préservent leur rôle de représentant véritable de l'ensemble de la communauté internationale, pour que s'épanouissent leurs activités visant à éliminer les causes de la guerre, à promouvoir la croissance et la prospérité, et à redonner la foi en la dignité de la personne humaine et des nations. De concert avec les autres pays membres, nous nous engageons à oeuvrer, au renforcement du rôle et de l'efficacité des Nations Unies, afin qu'elles puissent exercer intégralement leurs responsabilités légitimes dans le règlement des problèmes majeurs du monde contemporain, y compris le danger croissant de l'abus de la drogue et de toutes les formes du terrorisme. A cette fin, nous devons oeuvrer en vue du renforcement des mécanismes mis en place par l'ONU, de la modernisation et de la coordination plus efficace de ses activités. Toutes les nations devraient contribuer au consensus constructif dans le processus de prise de décisions au sein des Nations Unies. Le multilatéralisme - dont les Nations Unies sont le pivot - a un rôle de plus en plus important à jouer, tant à l'échelle globale qu'au niveau régional.

Inspirés par leur grande vision, les leaders des pays non-alignés ont défini dans la Déclaration de Belgrade de 1961, les principaux objectifs du Mouvement qu'ils ont créé alors pour marquer une transition de l'ancien ordre, reposant sur la domination, vers un ordre nouveau, basé sur la liberté, l'égalité et la justice sociale, ainsi que sur la promotion du bien-être pour tous. A ces objectifs du non-alignement nous, chefs d'Etats ou de gouvernement, réunis de nouveau à Belgrade, presque trois décennies plus tard, nous n'avons rien à ajouter ni à soustraire. Nous avons lutté et nous continuerons de lutter pour un monde de paix, de liberté, de justice et de prospérité pour tous. Nous n'avons jamais prétendu avoir le monopole sur ces objectifs. Nous n'avons jamais cru devoir nous satisfaire de ce que nous avons accompli. Nous n'avons jamais soutenu que ces objectifs et idéaux nobles pourraient être réalisés sans un dialogue et sans une coopération avec les pays ne faisant pas partie du Mouvement. Nous saisirons toute occasion pour engager un tel dialogue et une telle coopération, en vue de réaliser les objectifs qui sont si chers à notre Mouvement et, assurément, à l'humanité.

Le monde doit devenir un foyer pour tous, un foyer dans lequel chacun aura ses droits, ses obligations et ses responsabilités.

Nous sommes conscients des nôtres.

*

*

*

En vue de réaliser ces buts, nous adoptons les documents politiques et économiques suivants qui, ensemble avec cette Déclaration, constituent les documents finals de cette Conférence et le cadre de notre future action.

LA SECURITE INTERNATIONALE ET LE DESARMEMENT

Confirmant les positions adoptées aux précédentes Conférences des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés, réaffirmant la validité du Document final de la Première Session Spéciale de l'Assemblée Générale de l'ONU sur le désarmement, et rappelant la Déclaration finale de la Réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des non-alignés, tenue à la Havane en mai 1988, la première à avoir été consacrée exclusivement au désarmement, à avoir examiné soigneusement la situation dans le désarmement et à avoir élaboré plus amplement les positions des pays non-alignés,

1. Depuis la première conférence à Belgrade, le renforcement de la sécurité internationale par le biais du désarmement est resté l'objectif principal de la politique et de la pratique des non-alignés. Le Mouvement a contribué de façon constructive au processus de désarmement en encourageant le dialogue entre les deux super-puissances, en s'attachant à mettre au point un consensus dans les forums sur le désarmement multilatéral et en sensibilisant davantage l'opinion publique sur la menace de la guerre, et tout particulièrement la guerre nucléaire. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté avec satisfaction que le changement dans les positions des superpuissances pouvait être considéré comme une réponse aux appels répétés du Mouvement. Ils ont également exprimé leur espoir profond de voir les futures négociations entre les superpuissances porter sur le bien-être pour tous les pays, conformément aux principes d'une équité souveraine et à la Charte des Nations Unies.

2. Les Chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté que d'importants changements étaient intervenus depuis le dernier sommet à Harare, changements qui ont influé la sécurité internationale, établissant de nouvelles tendances dans les relations internationales. Les conflits et les hostilités cèdent la place, dans un grand nombre d'instances, à la pratique des négociations, à la compréhension et à la coopération. Ils ont souligné les responsabilités et les obligations de tous les Etats à accélérer ce processus naissant et à le canaliser dans une direction bénéfique pour tous. Une paix et une sécurité durables ne peuvent être assurées que grâce aux efforts conjoints de toute la communauté internationale, tous les pays y participant et y contribuant sur un pied d'égalité.

3. Ils ont noté, cependant, que la détente entre les super-puissances, ne saurait résoudre d'elle-même les conflits qui existent dans différentes parties du monde. En fait, ces conflits peuvent même s'aggraver à moins d'être réglés rapidement sur la base des principes de la Charte des Nations Unies.

4. Le désarmement, le relâchement de la tension internationale, le respect des objectifs et des principes contenus dans la Charte des Nations Unies, notamment l'égalité souveraine des Etats, le règlement pacifique des litiges et l'injonction à s'abstenir du recours ou à la menace du recours à la force dans les relations internationales; le respect du droit à l'autodétermination et à l'indépendance nationale, le développement économique et social, l'éradication totale du colonialisme, l'apartheid et de toutes les autres formes de racisme et de discrimination raciale, d'agression et d'occupation; le respect des droits humains et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales sont intimement liées.

5. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné en particulier, que de par sa nature, le désarmement général et complet, sous contrôle international efficace, ne saurait être réalisé que si tous les Etats s'engagent à sa mise en oeuvre. Ils ont souligné que les armements nucléaires pourraient entraîner l'extinction de la vie sur Terre. Vu que la guerre nucléaire menace le droit même de vivre, toutes les nations ont le devoir égal de l'empêcher. Ils sont tombés d'accord sur ce que le processus en cours de désarmement pouvait être accéléré et élargi à travers les efforts communs de toute la communauté internationale. Cependant, il est clair que le processus de désarmement ne saurait être réalisé sans une contribution de tous les Etats, et notamment des grandes puissances et de leurs alliances militaires qui ont la plus grande responsabilité à cet égard. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé la ferme détermination de leurs pays à continuer à encourager le désarmement de manière constructive. Ils ont souligné que le renforcement de la sécurité internationale par le biais du désarmement du réfrènement de l'escalade qualitative et quantitative de la course aux armements, reste l'un des objectifs les plus importants et des mobiles de l'engagement permanent du Mouvement. Partant de la conception du désarmement en tant que partie organique de la détente et de la sécurité, y compris la sécurité nationale des pays non-alignés dans leur ensemble et de chacun de ces pays en particulier, ils ont précisé notamment que, dans la politique et la pratique du non-alignement, le désarmement figure comme la forme la plus concrète de négation de la puissance militaire et de l'usage de la force dans les relations internationales.

6. Les chefs d'Etat ou de gouvernement sont convaincus de la nécessité pour leurs pays, de contribuer à tout processus conduisant à la réalisation d'un désarmement général et total. En tant que moyen d'éviter des dépenses inutiles sur les armements et de contribuer à la paix et à la sécurité, ils se sont engagés à contribuer au désarmement et à l'arrêt et au renversement de la course aux armements.

7. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné de même que l'objectif de la paix et de la sécurité universelles ne saurait être atteint sans le développement harmonieux de toute la

communauté internationale. L'aggravation des problèmes relevant du développement, notamment dans les pays en développement, risque de compromettre les acquis positifs des relations internationales et constitue le danger latent le plus grave pour la stabilité mondiale. Soulignant le lien étroit entre le désarmement et le développement, ils ont réaffirmé le Programme d'action adopté à la Conférence internationale sur l'interdépendance entre le désarmement et le développement, tenue en 1987, et ont constaté qu'il offre un cadre important pour l'action future.

8. Ils ont souligné que les circonstances sont aujourd'hui plus favorables au désarmement et cela pour plusieurs raisons. Les cinq sommets américano-soviétiques de ces quatre dernières années ont contribué à une évolution positive dans le monde entier. Pour la première fois dans l'histoire, l'URSS et les Etats-Unis ont conclu un accord sur l'élimination de certaines armes nucléaires existantes. Les Chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités de cette mesure et réitéré l'espoir qu'elle sera le précurseur de l'adoption de mesures de désarmement concrètes conduisant à l'élimination complètes des armements nucléaires. Dans ce contexte, ils ont accordé une importance particulière aux négociations qui sont en cours entre les Etats-Unis et l'URSS sur une réduction considérable des arsenaux nucléaires stratégiques offensifs et ont émis l'espoir que le retard actuel sera surmonté et que le traité sera signé dans les plus brefs délais. Ce processus devrait être suivi par l'intégration d'autres Etats dotés d'armements nucléaires dans le processus de désarmement nucléaire. Ils ont tenu à préciser plus spécialement que le monde contemporain, mais aussi celui de demain, exigera que les doctrines reposant sur la politique de force soient remplacées par une politique de coopération qui répondrait aux attentes justifiées de toute la communauté internationale.

9. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont cependant constaté qu'en dépit d'un climat international favorable, il reste encore beaucoup à faire pour arrêter la course aux armements. Même si les objectifs actuels des négociations Est-Ouest en matière d'armements sont réalisés, les deux blocs conserveront d'importants arsenaux d'armements nucléaires et conventionnels. Ils ont insisté sur l'extrême urgence qu'il y a à adopter des mesures destinées à réaliser le désarmement nucléaire dans le cadre d'un programme à délai fixe en vue d'éliminer complètement les armements nucléaires. Entre-temps, ils ont réitéré la nécessité que les Etats non dotés d'armes nucléaires soient assurés d'être protégés de la menace de l'usage des armes nucléaires et appelé à la conclusion rapide d'un accord international à cette fin. Qui plus est, ils ont fait ressortir la nécessité de conclure un accord international interdisant tout usage des armes nucléaires, en aucune circonstance. De plus, ils ont réitéré la nécessité d'empêcher la course aux armements dans l'espace, celui-ci devant être utilisé exclusivement à des fins pacifiques. Ils ont également relevé l'importance du désarmement naval et la nécessité de prévenir une course aux armements qualitative.

10. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que la suspension immédiate et l'interdiction complète des essais nucléaires demeurerait une des priorités du désarmement nucléaire. Ils ont constaté que le monde devenait de plus en plus conscient qu'il convenait de régler cette question une fois pour toute. Ils ont salué l'action entreprise par les quarante Etats parties au Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires en vue de la convocation d'une conférence qui modifierait ce Traité pour en faire un Traité sur l'interdiction complète des essais. Ils sont, par conséquent, d'avis que des consultations entre les Etats concernés et les Etats dépositaires devraient être entamées immédiatement dans le but de réunir une session préparatoire à une conférence pour la modification du Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires début 1990 et de convoquer la conférence dès que possible en 1990.

11. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que la présente Conférence au sommet a lieu un an avant la tenue de la Quatrième conférence des parties chargées de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et ont convié les trois Etats dépositaires du Traité sur la non-prolifération à se montrer ouverts en matière du désarmement nucléaire. Afin de rendre le régime relatif au Traité sur la non-prolifération crédible, ces Etats devraient remplir leurs obligations en acceptant de négocier un traité d'interdiction complète des essais nucléaires ce qui est absolument essentiel au maintien du régime de la non-prolifération formulé dans le Traité sur la non-prolifération. Les Etats dotés d'armes nucléaires ont la responsabilité de protéger les Etats non dotés d'armes nucléaires, qu'ils soient parties ou non du TNP, contre l'emploi ou la menace d'armes nucléaires en concluant un accord à cet effet. Ils sont cependant demeurés convaincus que le moyen le plus efficace de protéger les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace de recours aux armes nucléaires est l'arrêt complet de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire.

12. Ils ont manifesté leur préoccupation devant l'acquisition par Israël et l'Afrique du Sud de la capacité nucléaire et condamné la coopération existante entre ces deux pays dans le domaine du développement des armements nucléaires et de leurs systèmes de lancement qui représente une grave menace pour la sécurité et la paix en Asie, en Afrique et dans le monde. Ils ont condamné Israël pour continuer à développer ses programmes nucléaires militaires et les armes de destruction massive et pour refuser de mettre en oeuvre les résolutions des Nations Unies et de l'Agence internationale de l'énergie atomique à cet égard.

13. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réitéré que les Nations Unies devraient ont le rôle central et la responsabilité primaire en matière de désarmement, dont elles doivent s'acquitter avec toute l'autorité dont elles ont été investies. Ils considèrent aussi que le renforcement des efforts multilatéraux dans le désarmement pourrait être accompli, entre autres, par l'établissement d'un système de vérification multilatéral unique, au sein des Nations Unies. Aussi ont-ils exprimé leur

conviction qu'il y aurait lieu, dans l'avenir aussi, de convoquer périodiquement des sessions extraordinaires de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le désarmement lorsque les conditions nécessaires seraient réunies.

14. Ils ont fait remarquer que la Conférence de Genève sur le désarmement, l'unique forum de négociations internationales multilatérales, est la confirmation de la vue de la communauté internationale que le désarmement ne saurait être le fief des plus puissants. Cependant, ils ont constaté avec regret que la Conférence n'a pas présenté jusqu'ici à l'Assemblée Générale de l'ONU de projets d'accords sur les questions faisant l'objet des négociations à Genève. Ils ont considéré notamment que rien ne saurait justifier l'ajournement de l'amorce de négociations substantielles sur toutes les questions du désarmement nucléaire et sur la prévention de la course aux armements dans l'espace. Ils ont, de plus, réaffirmé que les négociations multilatérales et bilatérales doivent se compléter mutuellement et exprimé l'espoir que la décision d'augmenter le nombre des membres élargir de la Conférence sur le désarmement puisse être mise en application bientôt.

15. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités du travail de recherche accompli par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement et mis l'accent sur la nécessité de lui assurer une viabilité continue en lui garantissant le soutien financier à partir du budget régulier des Nations Unies et des contributions volontaires. De même qu'ils ont souligné leur satisfaction pour les progrès réalisés par le Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement dans la formation des responsables des pays en développement.

16. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné l'importance des activités des Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique et en Asie, et du Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine, et leurs contributions à la cause de la paix, du désarmement, du développement et de la sécurité.

17. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés satisfaits des progrès enregistrés dans les négociations sur l'élimination complète des armes chimiques à la Conférence du Désarmement. C'est là un domaine du désarmement multilatéral où un progrès concret a été accompli vers une convention. A cet égard, ils se sont félicités du succès qui a couronné la Conférence Internationale sur l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques, tenue à Paris du 7 au 11 juin 1989 en présence des Etats parties au Protocole de Genève de 1925 et d'autres Etats intéressés et ont souscrit à la déclaration finale de la dite Conférence. Ils ont noté que cette impulsion devait être exploitée pour conclure un accord complet et global sur l'interdiction du développement, de la production, du stockage et de l'utilisation des armes chimiques et sur leur destruction. Toute mesure provisoire pour la non-prolifération n'aurait aucune efficacité et devrait, par conséquent, être rejetée.

18. Ils ont mis en relief le fait que les attaques dirigées contre l'indépendance et l'intégrité des pays sont le plus souvent menées avec les armes conventionnelles. Le perfectionnement de cet armement par les pays les plus puissants prend des proportions alarmantes. Ils ont souligné que le désarmement conventionnel constitue un élément important du désarmement général et complet et que les grandes puissances et leurs alliances respectives assument des responsabilités spéciales à cet égard aussi. C'est aussi pourquoi les pays non-alignés ont exprimé leur disposition à contribuer à l'ouverture du processus de désarmement conventionnel à un niveau global, régional et sous-régional. Dans ce contexte, ils ont souligné que grâce à la cessation de tous les actes d'agression contre les pays non-alignés, au respect strict des principes de non-intervention et non-ingérence dans les affaires internes des Etats, à l'absence de recours ou de menace de recours à la force dans les relations internationales, au règlement, par des voies pacifiques, des conflits et questions relatives à l'autodétermination et l'autodéfense, et grâce à l'élimination des pressions économiques et politiques contre les pays non-alignés, que ces derniers pourraient être à même de contribuer efficacement au processus de désarmement.

19. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, rappelant la résolution 618 du Conseil de sécurité et la résolution 38/41 de l'Assemblée générale des Nations Unies, ont réaffirmé les positions adoptées lors des conférences précédentes du Mouvement des non-alignés sur les attaques militaires des Etats-Unis contre la Libye et la destruction d'un avion de ligne iranien.

20. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont reconnu les conséquences négatives que comportent les fournitures d'armes dans les régions de tension, notamment le phénomène du trafic illicite d'armes qui aggrave les tensions, sape la sécurité de certains Etats et la sécurité régionale et consolide les forces opposées au processus de désarmement. La question des transferts d'armements internationaux doit être abordée en liaison avec les questions relatives à la réduction des tensions internationales, à la promotion de la confiance et du règlement pacifique des conflits, à l'arrêt de la course aux armements et à la réalisation d'un désarmement sous contrôle international efficace.

21. Ils ont souligné tout particulièrement que la création et la consolidation de zones dénucléarisées et de zones de paix et de coopération dans diverses parties du monde, proposées entre autres par quelques pays non-alignés, pourraient contribuer considérablement à la consolidation de la sécurité internationale. Dans ce contexte, ils ont réitéré l'importance des positions pertinentes adoptées par le Mouvement, dans le passé ainsi que les paragraphes pertinents contenus dans le document final de la première Session spéciale consacrée au désarmement. De même que la réalisation d'objectifs communs de dénucléarisation pourrait renforcer les perspectives de paix et de sécurité.

22. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur appui total à la Déclaration sur l'océan Indien en tant que zone de paix. Ils ont réaffirmé la détermination des Etats non-alignés à continuer leurs efforts pour réaliser les objectifs contenus dans la Déclaration comme convenu à la Réunion des Etats du littoral et de l'arrière pays tenue en juillet 1979. Ils ont réitéré les positions précédemment adoptées aux Sommets et Réunions ministérielles des pays non-alignés. Ils ont noté que les efforts déployés par les pays non alignés et autres en vue de convoquer la Conférence sur l'océan Indien à Colombo, prévue en juillet 1990, se heurtent à des obstacles malgré les progrès importants réalisés dans le cadre du Comité ad hoc de l'océan Indien, créé au sein des Nations Unies. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont appelé les grands utilisateurs de la mer et les membres permanents du Conseil de sécurité à participer pleinement et activement à la Conférence, dans la mesure où leur coopération est essentielle au succès de celle-ci, et ont demandé au Secrétaire général de l'O.N.U. de fournir l'assistance nécessaire à ce Comité pour faciliter l'accomplissement du travail préparatoire et permettre la tenue de la Conférence.

23. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note avec satisfaction des initiatives sur la Déclaration faisant de l'Atlantique Sud une zone de paix et de coopération, y compris l'adoption, par l'Assemblée générale des Nations Unies, des résolutions 42/16 et 43/23 relatives à cette question. A cet égard, ils ont réitéré leur soutien aux actions entreprises par les Etats de la zone dans le sens de la réalisation des objectifs de la Déclaration, notamment par le biais de l'adoption et de la mise en oeuvre de programmes spécifiques.

24. Ils ont rappelé que le Mouvement a invité à maintes reprises les grandes puissances à procéder à un désengagement militaire sur les territoires des pays tiers, à renoncer aux manoeuvres militaires dans le voisinage des pays non-alignés et à démanteler leurs bases militaires sur les territoires étrangers. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné l'importance des négociations sur le désarmement conventionnel ainsi que sur les mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité en Europe, dont les implications sur les plans politique et militaire, devraient avoir un impact positif, notamment sur les régions avoisinantes et sur les relations internationales dans leur ensemble. Ils ont exprimé leur vœu que cela puisse conduire au démantèlement des deux grandes alliances

25. Les chefs d'Etats ou de gouvernement ont réaffirmé les positions et déclarations adoptées précédemment par les conférences au Sommet et les réunions ministérielles du Mouvement, apportant leur soutien à la transformation de la région méditerranéenne en une zone de paix, de sécurité et de coopération, libérée de tout conflit et confrontation. Ils ont noté avec satisfaction la conscience de plus en plus grande de la nécessité de déployer des efforts en commun, telle que

reflétée dans l'adoption à l'unanimité; au sein de l'Assemblée générale de l'O. N. U. de la résolution 43/84 ainsi que dans la contribution constructive des pays neutres et non alignés d'Europe dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Ils ont réaffirmé énergiquement que la sécurité de la Méditerranée est intimement liée à la sécurité en Europe et à la paix et à la sécurité internationales. Dans ce contexte, ils ont salué la disposition des pays méditerranéens d'Europe à engager le dialogue et la coopération avec les pays méditerranéens appartenant au Mouvement des non alignés et souhaité que la réunion de la CSCE sur la Méditerranée, prévue à Palma de Majorque en 1990, contribue au renforcement de la confiance et de la sécurité dans la région méditerranéenne. De même qu'ils ont salué la décision de tenir la prochaine réunion ministérielle des pays méditerranéens membres du Mouvement des non-alignés à Alger au début de 1990.

26. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont tenu à préciser que le monde a la rare occasion de pouvoir élargir et renforcer tous les aspects positifs des relations internationales actuelles. Ils estiment qu'il faut consolider et élargir les perspectives du désarmement et assurer un champ plus large pour la participation de tous les pays membres de l'ONU à l'accélération du processus entamé. Ils ont souligné notamment que le monde contemporain a besoin d'une action réaliste, constructive et universelle. Ils ont déclaré que le moment est venu de substituer à la course aux armements une compétition des efforts déployés en vue de contribuer à la cause commune et à tout ce qui peut conduire tous les pays vers un avenir plus sûr.

LIBAN

Réaffirmant les positions sur le Liban, adoptées par les pays non alignés aux **Sommets** précédents, examinant la situation actuelle extrêmement complexe et dramatique au Liban et **exprimant** leur grave préoccupation de l'escalade des conflits,

Les Chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés:

1. Ont exprimé leur pleine solidarité avec le peuple libanais et apporté leur **ferme soutien** à la réalisation de l'unité, de la pleine souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban non aligné par le dialogue et sans pressions ni ingérences de l'extérieur;

2. Ont souligné la nécessité de parvenir d'urgence à un cessez-le-feu durable, d'**assurer** les conditions du fonctionnement régulier des institutions de l'Etat libanais, et de la réalisation du **droit** de l'Etat libanais à exercer sa pleine souveraineté et à déployer ses forces légales sur tout son **territoire**;

3. Ont soutenu la résolution sur le Liban adoptée par le Sommet arabe extraordinaire, **tenu** à Casablanca au mois de mai 1989, ainsi que les efforts du Comité arabe tripartite pour mener à **bien** la tâche qui lui a été confiée au sujet du Liban en accord avec cette résolution;

4. Ont salué la décision du Comité arabe tripartite de reprendre sa mission concernant **le** Liban et ont invité toutes les parties intéressées à faire leur maximum pour éliminer tous les **obstacles** se dressant sur la voie de ses activités en vue de régler le problème libanais conformément à la **résolution** du Sommet arabe extraordinaire de Casablanca;

5. Ont condamné l'agression israélienne contre le Liban, l'occupation persistante des **régions** méridionales du Liban et les pratiques inhumaines des forces d'occupation sur ce territoire;

6. Ont demandé la mise en oeuvre complète des résolutions du Conseil de sécurité **conviant** au retrait immédiat et inconditionnel des forces israéliennes de tout le territoire libanais ainsi qu'au déploiement de la FINUL et de l'armée libanaise jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban;

7. Ont souligné la disposition des pays non alignés à contribuer au règlement de **la** crise libanaise et à mettre fin aux souffrances du peuple libanais.

AFGHANISTAN

Réaffirmant les positions adoptées à la Septième et la Huitième conférences au sommet sur le droit du peuple afghan de décider en toute indépendance de son sort, de choisir sa forme de gouvernement ainsi que son système économique et social sans intervention, ingérence ni pression extérieure, et sur la nécessité de sauvegarder et de respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique et le statut non-aligné et islamique de l'Afghanistan,

Prenant note de la Résolution 43/20 adoptée par consensus à la 43ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies;

Constatant avec inquiétude que la situation en rapport avec l'Afghanistan ne s'apaise pas et que les souffrances du peuple afghan se poursuivent, ce qui affecte gravement la situation dans la région et à une échelle internationale plus large,

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés:

1. Ont souligné l'importance des accords conclus à Genève qui représentent un important pas vers le règlement politique global du problème afghan;
2. Se sont félicités du retrait complet des troupes soviétiques de l'Afghanistan;
3. Ont appelé toutes les parties intéressées à poursuivre et à intensifier leurs efforts dans la recherche d'un règlement pacifique sur la base de la mise en oeuvre conséquente et intégrale des Accords de Genève, et ont demandé à leurs signataires et garants d'en observer strictement l'esprit et la lettre;
4. Ont insisté sur la nécessité d'entamer d'urgence un dialogue intra-afghan en vue de la formation d'un gouvernement qui jouirait du plus large soutien et réunirait les représentants de tous les segments du peuple afghan;
5. Ont souligné la nécessité de créer les conditions favorisant le libre retour des réfugiés afghans dans leur patrie, dans la dignité et la sécurité, conformément aux dispositions des Accords de Genève;
6. Ont appelé la communauté internationale à accroître l'aide humanitaire aux réfugiés afghans afin de faciliter leur rapatriement et leur réinsertion dans la société afghane selon les conditions prévues par les Accords;

7. Ont salué la nomination d'un Coordonnateur spécial chargé de la distribution de l'aide économique et humanitaire au peuple de l'Afghanistan et ont appelé tous les pays à fournir au Coordonnateur spécial des ressources financières et matérielles adéquates en vue du rapatriement et de la réintégration rapides des réfugiés afghans, ainsi que de la reconstruction économique et sociale du pays;

8. Ont invité le Secrétaire général des Nations Unies à poursuivre ses efforts en vue de faciliter un règlement politique global urgent en Afghanistan, conformément aux dispositions des Accords de Genève et de la Résolution 43/20 de l'Assemblée générale des Nations Unies;

9. Ont souligné la nécessité pour le Mouvement des pays non-alignés de continuer d'appuyer les efforts des Nations Unies dans la recherche d'une solution durable et juste, considérant que le règlement de cette question serait une importante contribution à la paix et à la sécurité internationales et constituerait une preuve de la force et du rôle des Nations Unies dans le règlement pacifique des litiges et la mise en pratique des principes de la politique de non-alignement.

10. Ont félicité dans ce contexte le président sortant, le Zimbabwe, des efforts qu'il a déployés et ont exprimé l'espoir que le président actuel continuera d'en faire autant.

AMERIQUE LATINE ET CARAIBES

Réaffirmant les positions adoptées sur toutes les questions relatives à l'Amérique Latine et les Caraïbes aux précédentes Conférences au sommet et la Réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés tenue à Georgetown en 1987,

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés :

1. Ont estimé qu'une importante évolution se dessine en Amérique latine et dans les Caraïbes, sous forme de processus de démocratisation, d'émancipation, de consolidation de l'indépendance nationale, de concertation politique et d'intégration économique visant au renforcement de la sécurité et au développement de la région. Ils se sont dits préoccupés du fait que ces processus positifs risquent d'être menacés, entre autres facteurs, par le fardeau insupportable de la dette extérieure et des politiques d'ingérence et d'intervention visant notamment l'Amérique centrale. Ils ont exprimé l'espoir que les peuples de cette région pourront décider de leurs destinées librement et démocratiquement.

2. Ils ont insisté sur le fait que la crise de l'Amérique centrale constitue l'un des foyers de tension les plus graves du monde et risque d'avoir des retombées pernicieuses sur la détente générale actuelle et sur les relations politiques internationales, surtout si l'on continue de bloquer les processus de paix dans cette région. Ils ont réitéré que la paix, le développement et la démocratie en Amérique centrale doivent inclure inévitablement le respect absolu de l'autodétermination des peuples, la non-intervention et la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, la cessation de toutes les pressions, la levée de l'embargo économique et l'arrêt de toutes les actions hostiles contre le Nicaragua, ainsi que l'aboutissement d'un règlement négocié au Salvador.

3. Ils ont appuyé les accords de paix souscrits par les présidents d'Amérique centrale, notamment celui qu'ils viennent de signer à Tela (Honduras), et ils ont invité instamment ces pays à poursuivre leurs efforts pour instaurer une paix solide et durable dans la région, grâce à la mise en oeuvre immédiate et conséquente desdits accords et au respect de leurs clauses.

4. Ils se sont félicités du fait que les cinq pays centre-américains soient parvenus à un accord relatif à la démobilisation, au rapatriement volontaire ou à la réinstallation des "contras" et de leurs familles au Nicaragua et dans des pays tiers, son exécution immédiate et dans un respect rigoureux du calendrier fixé constituant un facteur clef pour la paix en Amérique centrale.

5. Ils ont prié instamment tous les gouvernements, en particulier celui des Etats-Unis, de respecter de la façon la plus rigoureuse la volonté des présidents d'Amérique centrale d'exécuter, dans les délais convenus, le plan conjoint, en évitant toute action qui risquerait de faire obstacle à l'aboutissement de ce processus. Ils ont de même demandé instamment que les fonds votés par le Congrès nord-américain soient uniquement alloués à la mise en oeuvre du plan conjoint. Ils ont aussi lancé un appel pour que l'arrêt de la Cour internationale de Justice soit appliqué totalement et sans retard, ce qui contribuera au processus de paix dans la région.

6. Ils ont souligné que la vérification internationale de l'application des accords de paix revêtait actuellement une importance particulière et se sont félicités de la mise en place de la Commission internationale de soutien et de vérification de la part des secrétaires généraux des Nations Unies et de l'Organisation des Etats américains, tout en exhortant ces derniers à oeuvrer de manière à ce que les travaux en soient conclus dans les meilleurs délais possibles.

7. Ils ont souligné que les pays du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui jouaient un rôle clef dans la recherche d'un règlement politique de la crise centre-américaine et que leurs actions reflétaient la détermination de l'Amérique latine et des Caraïbes de régler en toute indépendance leurs problèmes, sans intervention ni ingérence étrangères, conformément à leurs intérêts et à leurs aspirations.

8. Ils ont fait l'éloge du Comité des pays non alignés sur l'Amérique centrale pour les activités qu'il a réalisées en vue de contribuer à un règlement pacifique de la crise centre-américaine, conformément au mandat contenu dans l'Appel de la paix de Georgetown, et ils l'ont chargé de poursuivre ses efforts.

9. Ayant regretté qu'aucun progrès n'ait été enregistré au Salvador, depuis les dernières élections, en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et la recherche d'un règlement politique, contrairement à l'attente soulevée par les accords de paix d'Esquipulas, ils ont invité instamment le gouvernement salvadorien et le FMLN à parvenir à un règlement politique négocié d'ensemble, à partir des accords de paix signés dans la région et de la proposition du Front fondée sur les principes du non-alignement. Ils ont aussi exhorté tous les gouvernements, en particulier celui des Etats-Unis, à oeuvrer en faveur de ce règlement.

10. Ils ont exprimé à nouveau leur solidarité avec le peuple panaméen dans sa lutte pour consolider l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays. Ils ont réaffirmé son droit inaliénable de choisir son propre système politique, économique et social sans pression, intervention ni ingérence, sous quelque forme que ce soit.

Ils ont demandé la pleine observation des traités de 1977 sur le Canal de Panama, dans leur esprit et dans leur lettre. A cet égard, ils ont rejeté toute action qui pourrait constituer une violation ou un mépris de la validité desdits Traités, et ils ont lancé un appel aux Etats-Unis pour qu'ils s'abstiennent de toute mesure ou action qui pourrait en empêcher la pleine application. Ils ont regretté que les Etats-Unis aient imposé des mesures de coercition économique contre la République du Panama et ils en ont demandé la levée immédiate.

Ils ont exprimé leur préoccupation devant le renforcement des troupes nord-américaines au Panama et devant les incessantes manœuvres militaires réalisées en territoire panaméen, qui créent une situation de tension qui pourrait dégénérer en un conflit sérieux. Ils ont exprimé l'espoir que le peuple panaméen exprimerait, dans les meilleurs délais, librement et démocratiquement, sa volonté au sujet du système politique, économique et social de son choix, tout en exerçant pleinement ses droits civils et politiques, sans ingérence étrangère.

11. Ayant réaffirmé les principes du Mouvement des pays non alignés, ils ont réitéré leur soutien total à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Belize, ont invité instamment à une reprise des négociations entre le Belize et le Guatemala, et ont exprimé l'espoir qu'il sera possible de parvenir sans retard à un règlement pacifique sous la forme d'un traité d'ensemble acceptable par toutes les parties.

12. Ils ont prié instamment le gouvernement des Etats-Unis de renoncer immédiatement à ses actes hostiles contre Cuba et de manifester sa disposition de régler son différend avec ce pays par des négociations menées sur un pied d'égalité et dans un respect mutuel. Aussi ont-ils condamné les menaces d'agression dont Cuba ne cesse de faire l'objet, la violation de ses eaux territoriales et de son espace aérien, l'embargo dont elle est victime sur les plans des finances, des crédits et du commerce, ainsi que les émissions de radio hostiles lancées depuis les Etats-Unis et la décision d'organiser des programmes de télévision à des fins de déstabilisation, en violation du droit international et, notamment, de la Convention de Nairobi de 1982. Ils ont renouvelé leur solidarité avec les justes demandes de Cuba qui réclame la restitution du territoire occupé illégalement par la base navale de Guantanamo.

13. Ayant réaffirmé que Porto Rico faisait partie intégrante de l'Amérique latine et des Caraïbes par ses liens historiques, culturels et géographiques, et réitéré leur appui au droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, ils ont prié instamment le Comité spécial des Nations Unies sur la décolonisation de maintenir cette question sous examen. A cet égard, ils ont souligné que toute consultation sur le statut politique de Porto Rico devait nécessairement se dérouler dans des

conditions telles que le peuple portoricain puisse exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance sans coercition ni pressions. Ils ont de nouveau demandé l'élargissement et l'amnistie inconditionnels de tous les indépendantistes emprisonnés pour des motifs politiques.

14. Ils ont réaffirmé leur solidarité avec la juste et légitime revendication de la Bolivie qui entend retrouver un accès direct et utile à l'océan Pacifique en toute souveraineté, et lui ont apporté leur soutien total.

15. Ils ont exprimé leur soutien à la souveraineté de l'Argentine sur les îles Malouines et ont réclamé la mise en oeuvre totale des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Ils ont félicité le gouvernement argentin de son attitude constructive et de ses initiatives dans la recherche d'un règlement pacifique de son différend avec le gouvernement britannique et ont lancé un appel aux deux Parties pour qu'elles coopèrent à la prompte solution de ce différend et à la normalisation complète de leurs relations bilatérales. A cet égard, ils ont réitéré que la présence britannique militaire et navale massive dans la zone des îles Malouines, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud continuait de susciter la vive préoccupation de l'Amérique latine et compromettait la stabilité régionale.

16. Ils ont condamné le passage de navires équipés d'armes nucléaires et le maintien de bases militaires et de troupes étrangères dans d'autres parties d'Amérique latine et des Caraïbes, telles que celles existant à Porto Rico, Guantanamo et dans le cadre du Commandement Sud étatsunien au Panama.

17. Ils se sont félicités du climat de bon voisinage et d'entente qui prévaut dans les relations entre le Guyana et le Venezuela, comme le prouve leur coopération bilatérale croissante. En ce qui concerne le différend entre ces deux pays, ils ont pris note avec satisfaction qu'ils étaient disposés à poursuivre leur dialogue et à le renforcer dans un climat d'amitié et d'entente. Le Venezuela et le Guyana sont déterminés à coopérer pleinement avec le Secrétaire général des Nations Unies dans l'accomplissement du mandat qui lui a été confié conformément aux Accords de Genève de 1966.

18. Ils ont constaté que le renforcement de la démocratie en Amérique latine et dans les Caraïbes permettait aux individus et aux peuples d'exercer plus largement les droits de l'homme et les libertés fondamentales, dont celui de décider librement de leur destinées. L'essor de la démocratie favorise l'intégration politique et économique, tout en consolidant l'indépendance de la région. Elle permet aussi de réaffirmer la politique du non-alignement dans la région et dans le monde.

19. Ils ont condamné les actions des groupes terroristes, des narco-terroristes et des bandes paramilitaires qui, recourant à la violence sous toutes ses formes, tentent de déstabiliser des gouvernements légitimement constitués de la région, au mépris de droits de l'homme fondamentaux. A cet égard, ils se sont solidarisés avec les gouvernements péruvien et colombien.

20. Alarmés par l'escalade de la violence que provoque le phénomène du trafic des drogues et consternés par le prix élevé en vies humaines et en biens matériels que coûte la lutte engagée par certains gouvernements contre ce fléau, dans le cadre de leurs institutions et en respectant les normes, ils ont condamné les actes de violence perpétrés contre ceux qui le combattent et ils ont réclamé la solidarité de la communauté internationale pour faire face à ce problème, lui demandant d'agir et de coopérer dûment contre la production, le trafic, la commercialisation et la consommation illicites, qui ne cessent de croître, des stupéfiants et des substances psychotropes. Aussi ont-ils exprimé leur soutien le plus résolu au gouvernement et au peuple colombiens dans leur lutte contre les trafiquants de drogue.

21. Ils ont réitéré leur préoccupation devant le fait que les problèmes économiques de la région, notamment le fardeau insupportable de la dette extérieure, constituaient une expression dramatique des déséquilibres et des désajustements à l'oeuvre dans les relations économiques internationales, en particulier un transfert inverse de ressources aux incidences foncièrement négatives, et qu'ils représentaient une grave menace et un sérieux obstacle aux processus positifs de démocratisation et d'émancipation. Il est indispensable d'adopter des mesures concrètes en vue de favoriser une solution réelle qui tienne compte de la nature politique de la dette extérieure, en fonction de la responsabilité partagée des créanciers et des débiteurs, de la capacité de paiement et des besoins de développement des pays latino-américains et caraïbéens. Le fardeau de la dette sape les bases mêmes du développement économique et social et provoque des commotions sociales qui menacent gravement la stabilité, la paix et la démocratie dans la région.

CHYPRE

Partant des positions adoptées aux précédentes Conférences au sommet et à la Conférence ministérielle de Nicosie (1988), réitérant leur solidarité et leur soutien au peuple et au gouvernement de Chypre et réaffirmant leur appui à l'indépendance, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'unité et au statut non aligné de la République de Chypre,

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés :

1. Ont exhorté le Secrétaire général des Nations Unies à poursuivre sa mission de bons offices, apporté leur plein appui à ses efforts et appelé toutes les parties concernées à coopérer pleinement et dans un esprit constructif avec lui;

2. Se sont félicités des récentes rencontres entre le président de la République de Chypre et le leader de la communauté chypriote turque, et ont souligné que le dialogue soutenu et effectif, ainsi que les entretiens intercommunautaires sont la seule voie conduisant à une solution juste par des moyens pacifiques, fondée sur les principes de la Charte des Nations Unies, sur les résolutions des Nations Unies, sur les déclarations des pays non alignés et sur les accords conclus à un niveau élevé. Ils ont toutefois constaté avec regret qu'aucun progrès n'avait été accompli jusqu'à présent dans la rédaction de l'avant-projet d'accord prévu pour septembre 1989, contrairement à l'attente du Secrétaire général des Nations Unies qui a déjà présenté toute une série de propositions dans ce sens. A cet égard, ils ont exprimé leur préoccupation devant le fait que des obstacles aient été dressés qui empêchent la poursuite de conversations effectives et ils ont demandé qu'ils soient levés.

3. Ont demandé le retrait immédiat de toutes les forces d'occupation et des colons, le retour volontaire des réfugiés dans leurs foyers, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous les Chypriotes, la recherche urgente et le décompte des disparus, et l'arrêt de toutes les actions séparatistes unilatérales; et ont exprimé leur inquiétude devant de récentes déclarations évoquant la possibilité d'installer à Varocha des gens qui ne sont pas ses habitants et devant toutes les tentatives visant à modifier la structure démographique de Chypre; et ont rappelé l'idée de convoquer une réunion internationale sur Chypre;

4. Ont chargé de plus le Groupe de contact des pays non alignés sur Chypre d'une tâche supplémentaire consistant à soutenir activement les efforts du Secrétaire général des Nations Unies et les entretiens intercommunautaires.

IRAN - IRAK

Réaffirmant les positions prises à ce jour par le Mouvement des pays non alignés concernant les problèmes dans les relations entre l'Iran et l'Irak,

Les Chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés :

1. Ont accueilli avec satisfaction la décision de la République Islamique d'Iran et de la République d'Irak de respecter la cessation des hostilités à partir du 20 août 1988 et d'engager des pourparlers directs sous les auspices du secrétaire général des Nations Unies, en vue de la mise en oeuvre totale et rapide de la résolution 598 du Conseil de sécurité pour parvenir à un règlement global, juste, honorable et durable du conflit.

2. Dans ce contexte, ils ont réitéré leur plein soutien aux efforts permanents du secrétaire général des Nations Unies et ont exprimé leur reconnaissance pour la contribution à ces efforts du Conseil de Sécurité et notamment de ses membres non-alignés, ainsi que pour le rôle important du Groupe des observateurs militaires des Nations Unies (UNIMOG) dans le maintien du cessez-le-feu et dans le relâchement de la tension;

3. Ont souligné leur volonté et leur empressement à soutenir activement le secrétaire général dans ses efforts sur cette question.

LE SAHARA OCCIDENTAL

Réaffirmant la position antérieure du mouvement, à savoir que le règlement du conflit au Sahara occidental réside dans la mise en oeuvre de la Résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, et rappelant la Résolution AGH/Res.104 (XIX) de l'Organisation de l'unité africaine et la Résolution 43/33 de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés:

1. Ont souligné l'importance de l'accord de principe donné le 30 août 1988 par le Royaume du Maroc et le Front POLISARIO aux propositions communes du président de l'OUA et du secrétaire général des Nations Unies de tenir un référendum sur l'auto-détermination du peuple du Sahara occidental organisé et surveillé par les Nations Unies en coopération avec l'OUA.

2. Ont salué la rencontre à Marrakech de Sa Majesté le Roi Hassan II avec une délégation de haut niveau du Front POLISARIO et ont exprimé leur conviction que la poursuite du dialogue direct entre les deux parties contribuerait au rétablissement de la paix au Sahara occidental ainsi qu'à la stabilité et à la sécurité dans toute la région;

3. Se sont félicités des efforts déployés par le président actuel de l'OUA et rendu hommage aux actions entreprises par le Secrétaire général des Nations Unies, lors de ses récentes visites dans la région;

4. Ont exhorté le secrétaire général des Nations Unies et le président actuel de l'OUA à poursuivre et à renforcer leurs efforts dans le but de résoudre les problèmes encore ouverts, devant assurer les conditions nécessaires à la tenue d'un référendum sans contraintes administratives ou militaires et ont salué la création d'une commission technique chargée de proposer un plan pour le règlement des problèmes existants;

5. Se sont déclarés convaincus qu'une coopération multiforme et ouverte de toutes les parties concernées avec le secrétaire général des Nations Unies et le président en exercice de l'O.U.A. dans les efforts qu'il poursuit était essentielle pour un règlement juste et définitif.

LA COREE

Réaffirmant les positions adoptées lors des conférences des pays non-alignés précédentes,

Constatant avec préoccupation que malgré les aspirations du peuple coréen à la réunification pacifique de sa patrie, la Corée demeure divisée,

Exprimant leur soutien aux efforts du peuple coréen visant la réunification pacifique à travers le dialogue entre le Nord et le Sud, sans ingérence étrangère, conformément aux trois principes de l'indépendance, de la réunification pacifique et de la grande unité nationale, avancés dans la Déclaration commune Nord/Sud du 4 juillet 1972,

Les chefs d'Etat ou de gouvernement

Ont exprimé l'espoir que la réunification de la Corée serait favorisée par la promotion de la confiance mutuelle et la réconciliation entre le Nord et le Sud, la réduction par étapes et équilibrée des forces armées sur la péninsule coréenne et le retrait de toutes les forces étrangères de la région.

LA QUESTION DE PALESTINE

Réaffirmant les positions adoptées sur la question de la Palestine par les précédentes conférences au sommet concernant la nécessité d'un règlement juste et global de cette question sous les auspices des Nations Unies et de la réalisation des droits inaliénables des Palestiniens à rentrer dans leurs foyers et dans leurs biens, leur droit à l'autodétermination sans ingérence étrangère, à l'indépendance nationale et à la souveraineté dans leur Etat indépendant de Palestine;

Tenant compte des derniers développements dynamiques et particulièrement de la proclamation de l'Etat de Palestine et de l'Intifadha du peuple palestinien;

Réitérant la condamnation d'Israël en raison de son occupation des territoires de la Palestine et d'autres territoires arabes, de la persistance de sa politique et de ses pratiques contre le peuple palestinien, en violation des dispositions des Conventions de Genève et du Droit humanitaire international, ces violations constituant des crimes de guerre et des crimes contre la paix:

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés:

1. Ont noté que des changements importants sont en cours dans la région créant des conditions pour l'action conjointe de toute la communauté internationale en vue d'un règlement global, durable et équitable;

2.. Ont souligné que l'Intifadha du peuple palestinien contre la puissance d'occupation, Israël, et sa lutte pour la cessation de l'occupation et le retrait des troupes israéliennes a largement contribué à cet objectif. Ils ont affirmé le plein soutien des membres du Mouvement au peuple palestinien héroïque;

3. Ont estimé que l'attitude constructive de l'Organisation de libération de la Palestine, unique représentant légitime du peuple palestinien, a apporté une contribution positive à la paix, ce qui a été mis en évidence dans les décisions du Conseil national palestinien, adoptées en novembre 1988 à Alger et dans l'initiative de paix palestinienne annoncée par le président Yasser Arafat à la session de l'Assemblée générale des Nations Unies, tenue le 13 decembre 1988 à Genève. L'appui donné à cette initiative de paix palestinienne par les pays arabes lors de leur Conférence extraordinaire au sommet en mai 1989 à Casablanca et par les pays africains lors de la Conférence des Chefs d'Etat ou de gouvernement de l'O.U.A., tenue a Addis Abeba en juillet 1989 représentent une contribution supplémentaire;

4. Ont constaté avec satisfaction que de telles tendances ont bénéficié d'un très large support international et qu'elles ont eu des impacts positifs sur celles qui en Israël préconisent un règlement pacifique et juste;

5. Ont souligné l'importance et la nécessité d'engagement des autres acteurs internationaux majeurs, et salué dans ce contexte l'approche positive et la contribution de l'U.R.S.S., de la Communauté européenne, ainsi que du Japon;

6. Ont pris note de l'amorce du dialogue entre l'administration américaine et l'Organisation de libération de la Palestine et attiré l'attention sur la responsabilité spéciale et le rôle tout particulier que peut jouer l'administration américaine pour qu'Israël change de position envers l'initiative visant au règlement du conflit proche-oriental et de la question de la Palestine;

7. Ont approuvé la position adoptée par la Réunion ministérielle, tenue en mai 1989 à Harare, tout en réaffirmant les principes suivants visant à la réalisation d'une paix globale au Proche Orient:

- a) le retrait d'Israël de tous les territoires de l'Etat de Palestine, y compris Jérusalem, occupés depuis 1967, ainsi que de tous les autres territoires arabes occupés;
- b) la garantie d'arrangements pour la sécurité de tous les Etats de la région, y compris l'Etat de Palestine, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'échelle internationale;
- c) le règlement du problème des réfugiés palestiniens conformément au Droit au retour et à la Résolution 194 (III) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 11 décembre 1948, ainsi qu'aux résolutions afférentes ultérieures;
- d) le démantèlement des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés depuis 1967; et
- e) la garantie du libre accès aux lieux saints et aux sites et bâtiments religieux;

8. Ont encore approuvé l'appel lancé par la Réunion ministérielle aux membres du Conseil de sécurité en vue de convoquer dans les plus brefs délais une Conférence internationale de paix au Proche Orient, sous les auspices des Nations Unies, avec la participation de toutes les parties en conflit, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, sur un pied égalitaire et avec des droits égaux, et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, sur la base des Résolutions 242 (1967) et 338 (1973) et des droits inaliénables du peuple palestinien, notamment son droit à l'autodétermination sans ingérence étrangère. Elle a convié tout particulièrement les cinq membres permanents de se réunir afin d'examiner les mesures nécessaires à la convocation d'une Conférence de paix internationale sur le Proche Orient, y compris la création d'un Comité

préparatoire, et les garanties des mesures de sécurité convenues par la Conférence pour tous les Etats de la région y compris l'Etat de Palestine;

9. Ont convié le Secrétaire général des Nations Unies à poursuivre ses efforts auprès des parties concernées et à faciliter, en consultation avec le Conseil de Sécurité, la convocation de la Conférence;

10. A cet égard, ont appuyé l'amorce des mesures en vue de réaliser une paix juste, globale et durable, moyennant les garanties du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ils ont rejeté et se sont opposés à tout autre plan qui nierait une participation libre et entière au processus de paix du peuple palestinien sous la direction de l'Organisation de libération de la Palestine, son unique représentant légitime. Ils ont qualifié tous ces plans de tactiques de diversion visant à compromettre les efforts déployés en faveur de la paix;

11. Ont souligné que dans le cadre du processus de paix, il était nécessaire de mettre sous contrôle des Nations Unies pour une période transitoire limitée, les territoires palestiniens occupés depuis 1967, y compris Jérusalem;

12. Ont noté que le Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, en sa qualité de gouvernement provisoire de l'Etat de Palestine a décidé d'adhérer aux quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 et aux Protocoles additionnels du 8 juin 1977, et que l'Etat de Palestine a soumis au dépositaire, le Conseil fédéral suisse, les actes juridiques d'adhésion l'engageant à respecter et à faire respecter les Conventions et Protocoles précités. Ils ont salué cette action et l'ont qualifiée de contribution supplémentaire à la paix;

13. Ont hautement apprécié les efforts considérables du Comité des Neuf pays non alignés sur la Palestine (à savoir l'Algérie, le Bangladesh, Cuba, l'Inde, la Palestine, le Sénégal, la Yougoslavie, la Zambie et le Zimbabwe) et sa contribution au règlement du conflit arabo-israélien (du Proche Orient), au cœur duquel se trouve la question palestinienne. Ils ont décidé que le Comité devrait poursuivre son action afin de contribuer à la convocation de la Conférence internationale de paix au Proche Orient sous les auspices des Nations Unies, en entreprenant des démarches actives auprès des membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies, et par d'autres moyens appropriés, en lançant d'autres initiatives appropriées et en aiguillant les efforts des pays non alignés visant au règlement de la question palestinienne d'une manière conduisant à une solution globale, durable et juste de la crise du Proche Orient;

14. Ont salué l'Etat de Palestine comme membre de plein droit du Mouvement des non alignés et ont appelé tous les membres du Mouvement et les autres pays qui n'ont toujours pas reconnu l'Etat indépendant de Palestine à le faire et à nouer avec lui des relations diplomatiques bilatérales.

LE CONFLIT ARABO-ISRAELIEN

Après avoir examiné la question palestinienne et de la situation au Proche Orient, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur profonde préoccupation devant la détérioration de la situation au Proche Orient du fait de la poursuite de l'occupation israélienne du territoire palestinien, du Golan syrien et des autres territoires arabes et ont estimé que la persistance d'Israël dans sa politique agressive et ses pratiques expansionnistes dans la région constituent une grave menace pour la paix et à la sécurité internationales.

1. Ils ont réaffirmé leur soutien à l'Intifadah du peuple palestinien et leur solidarité avec l'OLP et les pays arabes de la ligne de front, exprimant de nouveau leur conviction que la cause palestinienne est au coeur du conflit arabo-israélien.

2. Ils ont convenu qu'une paix juste et globale au Proche Orient ne peut reposer que sur le retrait total d'Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés y compris Jerusalem, et le recouvrement des droits inaliénables du peuple arabe palestinien, y compris son droit au retour, à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat indépendant dans sa patrie, conformément à la résolution 3236 de 1974 et autres résolutions y afférentes de l'Assemblée générale des Nations Unies.

3. Ils ont appelé à la convocation d'une conférence internationale sur la paix au Proche Orient sous les auspices des Nations Unies, avec la participation sur un pied d'égalité de toutes les parties intéressées, de l'OLP et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité en vue de la réalisation d'une paix juste et globale conformément aux Résolutions 242/1967 et 338/1973 sur la base:

- a) du retrait complet d'Israël de tous les territoires arabes occupés, y compris Jérusalem;
- b) de la garantie des droits inaliénables du peuple arabe palestinien, conformément aux résolutions y afférentes des Nations Unies.

4. Ils ont dénoncé avec force le sionisme et ses pratiques, de même que la création de colonies de peuplement en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés et ont demandé leur démantèlement. Ils ont réaffirmé que toutes les mesures prises par Israël en vue de changer les spécificités politiques, culturelles et démographiques de la Palestine et des autres territoires arabes occupés sont illégales, nulles et non avenues.

5. Ils ont rendu hommage à l'héroïque Intifadah palestinienne et salué l'esprit de sacrifice et la résistance du peuple palestinien dans sa lutte contre l'occupation israélienne. Ils ont condamné Israël pour ses pratiques persistantes d'oppression et de terrorisme contre le peuple arabe de Palestine qui lutte pour mettre fin à l'occupation israélienne.

6. Ils ont condamné les pratiques répressives d'Israël dans le Golan arabe syrien et salué la résistance des citoyens syriens aux autorités d'occupation israélienne ainsi que leur attachement à leur terre et à leur identité arabe syrienne.

ASIE DU SUD-EST

Réaffirmant la position adoptée lors des Septième et Huitième Conférences au sommet sur la nécessité de résoudre les conflits et les tensions en Asie du Sud-Est par des moyens pacifiques sur la base du strict respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale de tous les pays de la région et sur la base du retrait de toutes les troupes étrangères, ainsi que du droit du peuple du Cambodge de déterminer son propre destin sans ingérence, subversion ni coercition étrangères,

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés:

1. Se sont félicités des première et deuxième Réunions informelles de Djakarta, tenues en juillet 1988 et en février 1989 respectivement, qui ont fait d'importantes contributions au règlement global du problème du Cambodge.

2. Ont constaté que la Conférence internationale sur le Cambodge, qui s'est réunie à Paris du 30 juillet au 30 août 1989, a réalisé des progrès dans l'élaboration d'une grande variété d'éléments nécessaires à la réalisation d'une solution globale et ont également noté qu'elle n'avait pas trouvé une solution globale à ce problème.

3. Ont exhorté toutes les parties concernées à redoubler d'efforts, ainsi que le Mouvement de non-alignement et plus particulièrement sa Commission sur le Kampuchéa, à poursuivre leurs efforts dans la recherche d'un règlement pacifique au Cambodge et dans l'établissement de la paix, de la liberté et de la neutralité dans la région.

AFRIQUE AUSTRALE

A. Afrique australe

1. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés vivement préoccupés par l'état de guerre persistant en Afrique australe. Ils ont réaffirmé que l'apartheid est à l'origine des conflits dans la région qui ont déjà compromis la paix et la sécurité du sous-continent et constituent une menace grave pour la paix et la sécurité internationales. La perpétration d'actes de génocide à l'intérieur du pays et la pratique de l'aggression et du terrorisme d'Etat en dehors font partie du système de l'apartheid. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont par conséquent répété qu'il ne pourra y avoir de paix, de stabilité ni sécurité en Afrique australe tant que ce système odieux n'aura pas été complètement éliminé.

2. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réitéré que, qualifié à juste titre de crime contre l'humanité et d'affront à la conscience universelle, l'apartheid a son origine dans l'idéologie raciste et belliciste qui a sous-tendu la traite des Noirs, a aussi provoqué la seconde guerre mondiale et a été la cause d'immenses destructions et d'effusions de sang. Considérant que l'apartheid constitue une menace non seulement à la paix, à la sécurité et à la prospérité économique de la région mais aussi à la paix et à la sécurité internationales, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur indignation et leur stupeur en constatant que certaines nations occidentales, elles-mêmes grandes adeptes, autrefois, du trafic d'esclaves ou anciennes victimes de l'agression fasciste, continuaient d'apporter à l'apartheid une aide et un soutien moraux, économiques, financiers, politiques, diplomatiques et militaires.

3. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont sévèrement condamné le régime de Prétoria pour avoir perpétré des actes de génocide contre la majorité africaine sans défense en Afrique du Sud même, pour avoir poursuivi une politique de terrorisme d'Etat et attaqué à maintes reprises les Etats de première ligne et autres Etats indépendants voisins, pour avoir recruté, instruit, financé et dirigé des bandits et des mercenaires qui se sont infiltrés dans ces Etats pour les déstabiliser et renverser leurs gouvernements.

4. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé d'appuyer les efforts du Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), au nom des peuples d'Afrique australe, conformément à la mission qui lui a été confiée d'accélérer le processus de libération de cette sous-région.

B. Déstabilisation

5. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur appui au communiqué émis par la réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats de première ligne qui s'est tenue à Gaborone, Botswana, le 8 mars 1989, et dans lequel, après avoir examiné la situation en Afrique australe, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que la région ne pourra connaître la paix, la sécurité et le progrès économique et social tant que l'apartheid, source fondamentale des problèmes, continuera d'exister en Afrique du Sud.

6. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont fait ressortir que pour protéger et maintenir sa politique d'apartheid, l'Afrique du Sud continuait de déstabiliser la région en recourant à une "stratégie totale" d'usure des Etats de première ligne et des pays voisins sur les plans économique, social, politique et militaire. Ils ont félicité les Etats de première ligne de leur soutien constant à la lutte de libération en Afrique australe et au combat contre l'apartheid, et ils ont appelé la communauté internationale à leur apporter le maximum de soutien et d'aide.

7. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont vigoureusement condamné les nombreux actes d'agression, de subversion et de déstabilisation perpétrés par le régime raciste d'Afrique du Sud contre les Etats de première ligne et les Etats indépendants voisins, y compris les massacres délibérés de réfugiés, provoquant d'énormes pertes de vies humaines et des dégâts matériels considérables, ainsi que la complicité et l'aide que l'Afrique du Sud apporte à des groupes de subversion terroriste dans ces Etats. Compte tenu des actes de terrorisme d'Etat qu'elle a perpétré à l'intérieur de ses frontières et hors d'elles, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déclaré que l'Afrique du Sud était un Etat terroriste.

8. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que l'arrogance et l'intransigeance de Pretoria avaient été encouragées par des politiques de collusion. Ils ont exprimé l'espoir que toute la communauté internationale aura finalement compris que l'apartheid ne pourra être liquidée par des politiques de conciliation, mais bel et bien par un attachement rigoureux aux principes et par un engagement sans équivoque au côté de la justice.

9. Ils ont rendu hommage au gouvernement de la République populaire d'Angola pour la volonté politique et l'esprit constructif dont il fait preuve dans la recherche d'une solution pacifique et négociée aux problèmes internes et régionaux. A cet égard, ils ont exprimé leur plein soutien aux Accords de Gbadolite du 22 juin 1989 qui ont été réaffirmés au Sommet des huit chefs d'Etat des pays africains, tenu le 22 août 1989 à Harare, et dont les principaux points sont les suivants:

- I) Le respect de la Constitution et des lois principales de la République populaire d'Angola;
- II) La cessation des ingérences extérieures dans les affaires intérieures de l'Angola;
- III) La cessation de la cessation des hostilités en territoire intérieur de l'Angola entrant en vigueur le 24 juin 1989 à minuit;
- IV) L'intégration des éléments de l'UNITA dans les institutions de la République populaire d'Angola;
- V) L'acceptation de la décision de Jonas Savimbi de quitter le pays de son plein gré et pour une période provisoire;
- VI) La création d'une commission qui sera chargée de définir les normes de la mise en oeuvre du plan pour la réconciliation, sous la médiation du président de la République du Zaïre.

10. Tenant compte de la destruction absurde, causée par une guerre d'agression et de déstabilisation imposée par le régime raciste de l'Afrique du Sud et ses agents, et tenant compte des difficultés que la République populaire d'Angola rencontre dans la réalisation de l'intégration sociale, ils ont appelé la communauté internationale à accroître son aide multiforme à l'Angola pour qu'il puisse poursuivre son programme de reconstruction nationale.

11. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont appuyé le communiqué des chefs d'Etat et de gouvernement sur la question de l'Angola, émis à Harare (Zimbabwe) le 22 août 1989. Ils ont appelé le gouvernement des Etats-Unis à soutenir les Accords de Gbadolite et à interrompre leur soutien à l'UNITA pour que le processus de réconciliation nationale en Angola puisse être poursuivi conformément aux lignes directrices tracées par le peuple et le gouvernement d'Angola et ont appelé les pays africains à assurer que leurs territoires ne soient pas utilisés comme bases de ravitaillement et voies de transit par l'UNITA pour déstabiliser l'Angola.

12. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné les activités de déstabilisation que réalisent au Mozambique des bandits armés soutenus par l'Afrique du Sud ainsi que l'assistance ininterrompue que celle-ci leur fournit. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur consternation devant les crimes atroces perpétrés par ces bandits contre le peuple mozambicain. Ils ont rappelé que même si l'Afrique du Sud avait décidé à plusieurs reprises de cesser son aide aux bandits armés, elle ne l'avait pas fait, ce qui leur a permis de multiplier les massacres d'innocents et les sabotages d'objectifs socio-economiques de valeur stratégique, tels que les voies ferrées, le réseau électrique et l'oléoduc, ainsi que des centres sanitaires et éducationnels.

13. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur total soutien au peuple et au gouvernement mozambicains dans les efforts qu'ils font pour préserver la paix et défendre l'indépendance et la souveraineté de leur pays, et ils ont demandé à tous les pays membres du Mouvement des non-alignés et à la communauté internationale tout entière d'accorder une aide diplomatique, politique, financière et matérielle accrue au Mozambique pour lui permettre de renforcer sa défense et de poursuivre sa reconstruction nationale.

14. Ils se sont félicités des initiatives de paix engagées par le gouvernement de la République populaire du Mozambique en vue de ramener la paix et de normaliser la vie dans le pays. A cet égard, ils ont encouragé et soutenu ces efforts.

15. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé qu'ils soutenaient la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), notamment le désir des pays concernés de diminuer leur dépendance économique envers l'Afrique du Sud, d'assurer leur croissance économique et leur autonomie collective et de faire de la Conférence le principal instrument qui leur permettra de parvenir à ce résultat. Ils ont réaffirmé leur appui à ces objectifs et ont accueilli avec satisfaction les mesures importantes que la SADCC a prises en lançant des programmes dans les secteurs économiques clefs en vue d'assurer la croissance économique, de réaliser l'autonomie collective et de réduire la dépendance économique des pays concernés vis-à-vis de l'Afrique du Sud qui utilise systématiquement sa puissance économique et militaire pour déstabiliser ses voisins indépendants et paralyser leurs efforts de développement national.

16. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités des rapports du Fonds pour la résistance à l'invasion, au colonialisme et à l'apartheid (AFRICA) sur les progrès qu'il a réalisés, ont rendu hommage aux pays qui ont versé des contributions et ont invité tous les pays qui ne l'ont pas encore fait à appuyer eux aussi cette juste cause. Ils ont invité instamment à honorer les annonces de contribution afin de pouvoir utiliser ces dernières au plus tôt. Ils ont également loué les efforts résolus déployés de concert par les Etats de première ligne pour faire face aux conditions adverses en renforçant leur coopération économique et en réduisant leur dépendance par rapport à l'Afrique du Sud, notamment dans les domaines du transport, des communications et autres activités connexes.

17. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé le droit des Etats de première ligne et autres Etats indépendants voisins de l'Afrique du Sud de donner asile aux victimes de l'apartheid, du pouvoir minoritaire et de l'occupation étrangère, conformément à leurs obligations internationales et à leurs principes humanitaires. Ils ont lancé un appel à tous les membres du Mouvement des pays non alignés et à la communauté internationale dans son ensemble pour qu'ils apportent aux Etats de première ligne et autres Etats indépendants voisins de l'Afrique du Sud une assistance diplomatique,

politique, financière et matérielle en vue de mettre ces pays mieux à même de remplir ces obligations et de renforcer leurs moyens de défense. Ils ont noté que les activités de déstabilisation du régime raciste étaient à l'origine du problème des personnes déplacées et des réfugiés qui pèsent lourdement sur les services et les économies des Etats de première ligne et autres Etats voisins.

18. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que la destruction continuelle de vies humaines et de biens matériels dans les Etats de première ligne et autres Etats voisins, ainsi que la menace que cette situation continuait de faire peser sur la paix et la sécurité internationale et sur la stabilité régionale exigeaient une réponse toujours plus urgente de la part de la communauté internationale. Aussi ont-ils appelé les Nations Unies à organiser en 1990 une conférence internationale consacrée aux activités de déstabilisation de l'Afrique du Sud.

C. Namibie

19. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités de la mise en oeuvre du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie à partir du 1er avril 1989. Ils ont réaffirmé leur attachement à l'application totale de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité sous sa forme originale et définitive telle qu'elle a été confirmée dans la résolution 632 (1989). A cet égard, ils ont tenu à faire savoir sans équivoque que la réduction des effectifs du GANUPT, à la demande des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, avait diminué la capacité des Nations Unies de s'acquitter pleinement de leur mandat, qui est d'assurer rapidement l'indépendance de la Namibie au moyen d'élections libres et régulières sans intimidation, sous leur supervision et leur contrôle. Ils ont invité le secrétaire général des Nations Unies à assurer les conditions nécessaires à la tenue d'élections libres et régulières et à la protection efficace de toutes les parties.

20. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déploré que les moyens et l'élément militaire du GANUPT, nécessaires à l'application effective de la résolution 435 du Conseil de sécurité des Nations Unies, aient été réduits malgré les protestations de la SWAPO, des Etats de première ligne, de l'Organisation de l'unité africaine et du Mouvement des pays non alignés, étant donné que la situation sur le terrain en Namibie impliquait non pas la réduction mais l'augmentation de ces moyens. Ils ont regretté que l'engagement d'atteindre le plafond établi pour les forces du GANUPT n'ait pas été respecté et, à cet égard, ils ont souligné que les bataillons de réserve devaient être immédiatement déployés.

21. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que dans sa déclaration explicative (S/20457) du 9 février 1989, concernant son Nouveau Rapport contenu dans le document S/20412 du 23 janvier 1989, le secrétaire général déclarait que le mandat des effectifs militaires du GANUPT, tel qu'il avait été approuvé dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, demeurait inchangé;

qu'aucune des tâches n'avait été éliminée; que tous les membres du Conseil de sécurité, y compris les membres permanents, l'avaient assuré de leur entière coopération, conformément au paragraphe 54 g) de son Rapport, et de leur prompt réponse à tout besoin de personnel militaire supplémentaire qui pourrait s'avérer nécessaire jusqu'à la limite supérieure autorisée de 7 500 hommes. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont donc invité la communauté internationale, y compris les membres permanents du Conseil de sécurité, à coopérer pleinement avec le secrétaire général pour porter les effectifs militaires du GANUPT à leur limite supérieure de 7 500 hommes.

22. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que les événements tragiques survenus en Namibie depuis le 1er avril auraient pu être évités si le GANUPT avait été dûment complété et opportunément déployé en accord avec les résolutions 435 et 632. A cet égard, ils ont été d'avis que le GANUPT et ses responsables ne pouvaient manquer d'être critiqués pour la lenteur avec laquelle ils s'étaient mis à la tâche ainsi que pour leur décision scandaleuse de déployer les forces sud-africaines contre le peuple namibien. Ils ont constaté que le déploiement du Koevoet dans le nord de la Namibie, avec le plein accord des Nations Unies, était si tragique qu'il avait mal été interprété et avait porté préjudice à la réputation des Nations Unies. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont donc été scandalisés que le Conseil de sécurité n'ait encore engagé aucune action pour contraindre l'Afrique du Sud à tenir les obligations qui sont les siennes aux termes des résolutions 435 et 632. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont été vivement inquiets devant le fait que les conditions minimales pour des élections libres et régulières n'aient pas encore été créées dans le territoire alors que plus de la moitié du délai prévu pour l'indépendance de la Namibie s'est déjà écoulé. L'Afrique du Sud n'a pas encore démantelé le Koevoet, dont les membres continuent d'assassiner, de molester et d'intimider le peuple namibien, établissant un règne de terreur qui vise clairement à saboter la campagne électorale de la SWAPO et à renforcer les chances des fantoches de Pretoria à cet égard.

Par ailleurs, les structures de commandement des forces armées n'ont pas encore été démantelées en conformité avec la résolution 435 du Conseil de sécurité, si bien que le régime de Pretoria peut les remobiliser au plus vite le cas échéant.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont aussi été profondément troublés du fait que les règles d'inscription sur les listes électorales permettaient de considérer des Sud-Africains et des non-Namibiens comme des électeurs et que la loi électorale ne comportait pas de clauses sur le caractère secret du vote, tandis que la procédure de dépouillement du scrutin laissait la porte ouverte aux fraudes et aux falsifications. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont de même considérés totalement inacceptable la proposition de former une Assemblée constituante qui, si elle fonctionnait sous sa forme actuelle, permettrait à l'Afrique du Sud de l'apartheid de maintenir sa domination coloniale sur la Namibie, contrairement à l'esprit et à la lettre de la résolution 435.

23. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné la campagne malintentionnée orchestrée par l'Afrique du Sud contre la SWAPO et reprise perfidement par la grande presse occidentale et d'éminents hommes politiques européens. Ils ont été scandalisés que des membres de la SWAPO restent incarcérés et que les lois répressives et discriminatoires n'aient été abolies qu'en partie. Ils ont donc prié instamment le secrétaire général des Nations Unies de veiller à ce qu'il soit mis fin à ces pratiques afin que la SWAPO puisse mener librement sa campagne électorale sur tout le territoire namibien. Ils ont aussi condamné l'inscription sur les listes électorales de ressortissants non namubiens par les forces d'occupation sud-africaines pour faire pencher la balance aux dépens de la SWAPO.

24. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités des décisions de l'OUA et des Etats de première ligne d'installer des centres de liaison en Namibie pendant la période de transition. A cet égard, ils ont accueilli avec satisfaction le rapport du Groupe de contact des 18 pays non alignés sur la Namibie et ont prié instamment le Conseil de sécurité de prendre les mesures immédiates en accord avec les recommandations qu'il contient. Pour compléter ces mesures, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont invité instamment chaque pays non aligné à faire en sorte que sa presse nationale couvre efficacement le processus de transition afin que les Etats membres soient constamment informés de l'évolution de la situation en Namibie.

25. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé le droit du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance nationale sur l'intégralité de son territoire, y compris Walvis Bay, les îles Penguin et toutes les îles côtières, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies. Ils ont souligné que ces territoires faisaient partie intégrante de la Namibie et ont prié instamment le Conseil de sécurité, conformément à l'opinion internationale telle qu'elle s'est exprimée à la Conférence internationale pour l'indépendance immédiate de la Namibie de 1986, de déclarer solennellement que Walvis Bay et les îles côtières font partie intégrante de la Namibie et qu'en tant que telles elles ne doivent pas rester à part du processus politique devant conduire à l'indépendance du territoire.

26. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné qu'afin que les élections prochaines puissent se dérouler "sur tout le territoire de la Namibie en tant qu'Etat unique", conformément à la résolution 435, l'inscription sur les listes électorales, les campagnes des parties politiques et le suffrage lui-même doivent s'étendre à tout le territoire, y compris Walvis Bay.

27. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont vigoureusement condamné le projet annoncé par le régime d'apartheid de Pretoria et d'autres pays de créer un dépôt pour les déchets nucléaires et toxiques dans le désert namibien sur la côte occidentale de la Namibie. Ils ont demandé à tous les pays intéressés de renoncer sans délai à ce projet qui mettrait en danger la santé et le bien-être de la population de la Namibie et des Etats voisins.

28. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé que, conformément à la résolution 2145 (XXI) du 27 octobre 1966, la Namibie relève directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies, tant que le peuple du Territoire n'aura pas véritablement exercé son droit à l'autodétermination. Ils ont demandé instamment au Conseil de sécurité de garantir, grâce aux mesures appropriées, que le plan des Nations Unies, tel qu'il figure dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, soit appliqué pleinement dans sa forme finale et définitive et qu'un terme soit mis immédiatement au refus persistant de l'Afrique du Sud de se conformer au plan d'installation. Ils ont souligné que dans le cas où l'Afrique du Sud continuait à se moquer des résolutions et décisions des Nations Unies sur la question de la Namibie, en particulier les résolutions 385 (1976), 435 (1978), 539 (1983), 566 (1985), 601 (1987), 632 (1989) du Conseil de sécurité, et à la lumière du grave danger que représente l'Afrique du Sud raciste pour la paix et la sécurité internationales, il reviendrait au Conseil de sécurité d'imposer sur le champ à ce régime des sanctions globales obligatoires, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

29. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont invité la communauté internationale à apporter une assistance urgente au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et à la SWAPO en vue du rapatriement rapide de tous les Namibiens, de sorte qu'ils puissent participer aux élections. Parallèlement, ils ont prié instamment les Nations Unies de prendre toutes les mesures nécessaires à leur réinstallation et à leur réinsertion en Namibie, dans des délais raisonnables.

30. Compte tenu de la lenteur du processus d'inscription sur les listes électorales et des abus signalés, notamment en Namibie septentrionale, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur profonde inquiétude devant la possibilité que tous les Namibiens n'aient pas été inscrits sur les listes avant le délai fixé pour le 15 septembre, et ont de ce fait exhorté le secrétaire général des Nations Unies à prolonger le délai d'inscription.

31. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que l'avenir de la Namibie revêtait le plus haut intérêt pour les pays non alignés. A cet égard, le Mouvement se doit de continuer à soutenir la SWAPO pour assurer sa victoire aux élections. Aussi ont-ils demandé instamment aux pays membres d'aider la SWAPO à cinq niveaux différents: bilatéral, collectif, contributions au Fonds spécial de l'OUA pour la SWAPO, contributions au Fonds de solidarité pour la Namibie, du Mouvement des pays non alignés, et assistance de l'ensemble de la communauté internationale par l'intermédiaire des Nations Unies.

32. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont félicité le Bureau de coordination de New York et le Groupe des non-alignés au Conseil de sécurité pour le rôle positif qu'ils ont joué dans les négociations qui ont abouti à l'adoption des résolutions 628 (1989), 629 (1989) et 632 (1989), dans

lesquelles, entre autres, le Conseil de sécurité a réaffirmé son attachement à l'application totale de sa résolution 435 (1978), sous sa forme originale et définitive. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont chargé le Bureau de coordination de continuer de suivre, au nom du Mouvement, l'application du plan sur la Namibie jusqu'à ce que ce territoire accède à l'indépendance.

33. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités du récent débat au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies qui a clairement mis à jour le refus persistant de l'Afrique du sud d'appliquer les résolutions 435 (1978) et 632 (1989) du Conseil de sécurité. Ils ont également salué l'adoption de la résolution 640 (1989) et ont prié instamment le Conseil de sécurité d'assurer son application immédiate sur le terrain en garantissant les conditions d'élections libres et justes en Namibie.

34. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur soutien total et complet au Conseil des Nations Unies pour la Namibie en tant qu'Autorité administrante légale de la Namibie jusqu'à son indépendance. Les responsabilités du Conseil pour la Namibie, en particulier dans les domaines de l'aide humanitaire et de la mise en valeur des ressources humaines, de la diffusion des informations et de la représentation du peuple namibien à l'échelon international, restent sa mission sacrée jusqu'à ce que l'indépendance authentique du pays.

35. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rendu hommage à la mémoire de Brent Carlsson, le commissaire des Nations Unies pour la Namibie aujourd'hui décédé, qui fut l'invité du Mouvement des pays non alignés et un défenseur courageux du droit du peuple namibien à un avenir sans entraves.

D. Afrique du Sud

36. En ce qui concerne la situation en Afrique du Sud, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec une profonde préoccupation l'intransigeance persistante du régime raciste de l'apartheid qui se manifeste par l'intensification de la répression interne, les emprisonnements constants et l'envoi en exil de dirigeants authentiques de la majorité opprimée, l'occupation militaire des townships africains, et la proscription ou les restrictions frappant les organisations de masse et professionnelles. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont vigoureusement condamné le régime raciste de Prétoria pour sa politique odieuse et son système d'apartheid qui est à l'origine de la violence et de l'instabilité en Afrique australe.

37. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que le régime raciste était soumis à des pressions grandissantes de la part des mouvements de libération nationale, des fédérations

syndicales, des organisations de masse et des églises. De plus, de nouvelles mesures de répression, dont la loi des relations patronat-syndicat et le Foreign Funding Act ont aussi soulevé une résistance active et de la défiance. Ce même esprit inspirait les grèves de la faim des personnes détenues en vertu de l'état d'urgence, qui exigeait à juste titre leur libération immédiate et inconditionnelle. Ils ont fait l'éloge du boycottage des élections municipales du 26 octobre 1988, et ont condamné l'élection comme une manoeuvre dérisoire visant à installer des fantoches au prétendu Conseil national, qui est lui-même le produit d'une nouvelle Constitution rejetée à l'échelle internationale. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note du fait que la politique consistant à coopter des fantoches à travers un parlement tricaméral frauduleux, constitue une preuve péremptoire du refus du régime de reconnaître que l'apartheid doit être totalement éliminé pour que la justice règne dans le pays et la paix s'instaure dans la région. Ils ont félicité le peuple d'Afrique du Sud pour avoir intensifié la lutte politique et militante de masse qui se traduit par des actions dans une campagne de défiance dirigée contre toutes les lois injustes. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont salué l'intention annoncée par le peuple d'Afrique du Sud de tenir une conférence en Afrique du Sud le 7 octobre pour discuter d'un programme d'action de masse devant accélérer la destruction de l'apartheid. Ils ont convié les membres du Mouvement des non-alignés à augmenter leur soutien au mouvement de masse démocratique en Afrique du Sud.

38. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur vive préoccupation et leur condamnation catégorique devant la pratique persistante de l'assassinat légal par le régime de l'apartheid. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déploré le recours à la tristement célèbre notion du "common purpose" pour condamner à mort des patriotes comme les six de Sharpeville et les Quatorze d'Uppington. Ils ont également condamné les peines de prison de longue durée prononcées contre les Six de Sharpeville, dont les condamnations à mort ont été commuées, contre les patriotes du procès de Delmas et d'autres patriotes. Ils ont aussi déploré que le régime raciste assimile toute forme d'opposition, y compris la résistance pacifique, à des actes de haute trahison.

39. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé que le régime accorde le statut de prisonniers de guerre aux combattants de la liberté et mette définitivement fin aux exécutions secrètes de patriotes sud-africains déjà sur la liste des morts. Ils ont également dénoncé le régime de Pretoria pour son recours à des commandos de tueurs en Afrique du Sud et de par le monde. Ils ont invité la communauté internationale à oeuvrer de concert pour contraindre le régime à répondre de ses assassinats et de ses agressions criminelles.

40. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont de nouveau réclamé la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, des personnes détenues ou soumises à des restrictions pour des raisons politiques, notamment de Nelson Mandela et des enfants incarcérés; la levée de l'interdiction frappant l'African National Congress (ANC), le Pan Africanist Congress of Azania (PAC) et tous les autres partis politiques et organisations de masse qui s'opposent à l'apartheid; l'abolition de l'Internal Security Act et de toutes les autres mesures draconiennes; le retrait des troupes racistes des Townships et le libre retour de tous les exilés politiques et combattants de la liberté pour créer une atmosphère favorable à un véritable dialogue et à des négociations entre le régime et les dirigeants et représentants authentiques du peuple opprimé afin d'établir une base démocratique pour le gouvernement du pays.

41. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déploré que Zephania Mothopeng, président du Pan Africanist Congress of Azania (PAC), n'ait obtenu qu'un permis de trois mois pour recevoir des soins médicaux à l'étranger. Ces restrictions sont particulièrement déplorables, eu égard à la gravité de sa maladie et à son âge avancé.

42. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné la proscription et les restrictions qui continuent de frapper les individus et les organisations. Ils ont condamné les tentatives du régime de qualifier de criminelle toute activité anti-apartheid et sa détermination à paralyser le mouvement syndical démocratique en lui appliquant les clauses de "l'amendement à la loi des relations patronat-syndicats". Ils ont demandé la révocation immédiate de cette mesure inique. Ils ont de plus condamné le "Disclosure of Foreign Funding Act" dont le but est de mettre fin à l'aide matérielle fournie par la communauté internationale au mouvement démocratique du peuple sud-africain.

43. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont à nouveau condamné le régime raciste de Pretoria pour sa politique de bantoustanisation qui ne fait que perpétuer la situation coloniale existant en Afrique du Sud.

44. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé la levée de la censure de presse sur les médias. Ils ont aussi réclamé la fin immédiate de l'état d'urgence.

45. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que le régime sud-africain avait lancé une offensive diplomatique afin de présenter l'image d'une Afrique du Sud prête à vivre en paix avec ses voisins et à réformer l'apartheid, ce qui n'est guère qu'une manoeuvre destinée à atténuer les pressions internationales dont il fait l'objet. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont repoussé ces démarches qu'ils considèrent dénuées de sens et pleines de duplicité. Le régime sud-africain refuse d'entamer un dialogue constructif avec les dirigeants authentiques de la majorité opprimée afin d'abolir

immédiatement l'apartheid et de créer une Afrique du Sud démocratique. Ils ont mis en garde la communauté internationale contre tout contact avec l'Afrique du Sud, car cela irait à l'encontre des intérêts du peuple opprimé. Ils ont demandé instamment aux pays non alignés de continuer à oeuvrer pour isoler Pretoria et éliminer le système d'apartheid.

46. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont regretté les tentatives actuelles de certains pays occidentaux de sortir l'Afrique du Sud de l'isolement dont elle fait l'objet de la part de la communauté internationale. Ils ont rejeté l'euphorie avec laquelle certains moyens d'information occidentaux ont accueilli et présenté le président du régime raciste F. W. Deklerk comme l'homme des changements. Ils ont aussi noté que " le plan quinquennal" présenté par Deklerk vise à perpétuer l'apartheid et ne tient pas compte des justes revendications du peuple de l'Afrique du Sud et de la communauté internationale d'une démocratie authentique en Afrique du Sud, basée sur le principe une personne-une voix.

47. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que l'apartheid ne pouvait être réformé. Ils ont réitéré que seule l'élimination complète du système abominable et criminel d'apartheid et l'instauration d'une société non raciale et démocratique dans une Afrique du Sud unitaire constitueraient une base solide en vue d'une solution juste, durable et universellement acceptable du problème. Aussi ont-ils invité la communauté internationale à prendre des mesures concrètes et efficaces pour contraindre le régime raciste sud-africain à renoncer immédiatement à sa politique répréhensible d'apartheid. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont salué le peuple héroïque d'Afrique du Sud qui a intensifié sa lutte armée et ont prié instamment tous les Etats de ne pas se contenter d'exprimer leur appui mais bien de fournir une assistance effective aux mouvements de libération. A cet égard, ils ont demandé un accroissement de l'appui moral, politique et matériel à l'ANC et au PAC dans leur combat légitime et en vue d'une plus grande mobilisation des masses à l'intérieur du pays et ils ont réaffirmé le droit du peuple sud-africain de recourir à tous les moyens nécessaires, y compris la lutte armée, pour sa libération nationale.

48. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont appuyé la Déclaration du comité ad hoc pour l'Afrique du Sud de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) sur la question de l'Afrique du Sud, adoptée à Harare (Zimbabwe) le 21 août 1989 et qui a été adoptée comme la Déclaration des non-alignés sur l'Afrique du Sud.

49. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont affirmé que la militarisation croissante du régime raciste sud-africain, en particulier dans le domaine nucléaire, n'aurait pas eu lieu sans la connivence et l'appui tacite de certains pays occidentaux et d'Israël. Ils se sont indignés que certains de ces pays aient violé l'embargo sur les armements imposé contre le régime raciste d'Afrique du Sud

par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, principal organe de maintien de la paix et la sécurité internationales dont ils sont membres permanents. Ils ont également été outrés que ces mêmes Etats accordent au régime raciste une capacité nucléaire, violant ainsi le paragraphe 12 de la Déclaration ou Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (1978), qui mettait en garde contre le danger que représente la possession d'armements nucléaires par des régimes racistes et, en outre, que ces Etats contrecarrent les efforts déployés par le Comité du désarmement dans l'exécution de son mandat, à savoir présenter des recommandations à l'Assemblée générale sur la manière d'empêcher le régime raciste d'Afrique du Sud de disposer d'une capacité nucléaire. Ils ont souligné que ces attitudes renforçaient l'arrogance et l'intransigeance du régime raciste, empêchaient le peuple maltraité et opprimé d'Afrique du Sud d'accéder à la liberté et aggravaient la menace à la paix et à la sécurité dans cette région et dans le monde entier que représente le régime de Pretoria.

50. Le fait que le régime raciste sud-africain possède une capacité nucléaire a ajouté un nouveau danger à la situation déjà en pleine ébullition de l'Afrique australe. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé que cesse la collaboration avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire; que les Etats qui contrecarrent actuellement les efforts des Nations Unies pour empêcher l'Afrique du Sud de disposer d'une capacité nucléaire s'abstiennent de le faire; que le Conseil de sécurité, conformément aux obligations qui sont les siennes, en vertu du paragraphe 63 (c) du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, prenne des mesures pour éliminer cette menace à la mise en oeuvre de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique et qu'on interdise au régime raciste d'appartenir à des organisations internationales qui lui permettent d'augmenter sa capacité nucléaire, telle l'Agence internationale de l'énergie atomique.

51. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné énergiquement la coopération croissante entre les régimes racistes de l'Afrique du Sud et d'Israël. Ils ont noté la similarité des mesures de répression adoptées par ces deux régimes, telles que la politique de la poigne de fer et celle du droit de poursuite appliquées à l'encontre des peuples d'Afrique du Sud, de Namibie, de Palestine, du Sud-Liban et autres territoires arabes occupés par Israël. Ils ont invité tous les Etats à abstenir de collaborer avec les régimes de Pretoria et de Tel Aviv dans le domaine nucléaire, une telle coopération mettant en danger la paix et la sécurité internationales. Ils ont également rappelé les résolutions que l'Assemblée générale a adoptées et dans lesquelles elle réaffirmait sa condamnation de la collaboration nucléaire qui se poursuivait entre Israël et l'Afrique du Sud et elle soulignait les graves conséquences pour la paix et la sécurité internationales de la coopération entre Israël et l'Afrique du Sud dans le développement des armements nucléaires et leurs systèmes de lancement.

52. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris acte de la brutalité de l'apartheid contre la majorité de la population sud-africaine, des destructions constantes de vies et de biens qu'elle entraînait dans la région et de la menace que cette situation constituait pour la paix et la sécurité internationales, ainsi que pour la stabilité régionale, ce qui exigeait de la communauté internationale une réponse urgente. Ils se sont félicités de la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices pour l'Afrique australe, conformément à la recommandation 43/50G de l'Assemblée générale. A cet égard, ils ont décidé de nommer un groupe de chefs d'Etat ou de gouvernement pour y représenter le Mouvement et ils ont invité instamment les autres à y participer en plus grand nombre possible.

53. Compte tenu de l'intransigeance continuelle du régime raciste de Pretoria, de la détérioration rapide de la situation en Afrique du Sud et dans la région, et de la menace grandissante que cela représente pour la paix et la sécurité internationales, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé une fois de plus au Conseil de sécurité des Nations Unies d'imposer des sanctions globales obligatoires contre le régime d'apartheid, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. A cette fin, ils ont fait leur la décision de l'OUA de travailler à la convocation d'une réunion, en Afrique, du Conseil de sécurité des Nations Unies qui serait chargée d'examiner l'ensemble des politiques répréhensibles et des actes de terrorisme d'Etat que l'Afrique du Sud raciste exécute chez elle, en Namibie et dans la région, afin d'adopter les mesures pertinentes, y compris des sanctions globales obligatoires contre le régime d'apartheid.

54. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont profondément déploré la décision des associations de rugby anglaise, galloise, écossaise et française, ainsi que de l'équipe de cricket du Royaume-Uni d'accepter l'invitation à participer, en août 1989, aux matchs prévus à l'occasion du centenaire du Rugby Board sud-africain, de type racial. Ils ont considéré que cette décision violait l'accord de Gleneagle et la Convention des Nations Unies contre l'apartheid dans le domaine des sports. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont prié instamment tous les sportifs concernés de respecter cette convention pour ne pas s'exposer à un boycottage à l'échelle internationale.

55. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné les élections raciales prévues pour le 6 septembre 1989 dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, car elles sont organisées en vertu d'une constitution que les Nations Unies ont considérée nulle et non avenue. Seules des élections basées sur le principe "à chacun sa voix" et sur le suffrage universel pour un parlement unique pourraient permettre d'instaurer une véritable démocratie non raciale en Afrique du Sud.

TCHAD

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés:

1. Ont réaffirmé les précédentes décisions du Mouvement des pays non-alignés et celles de l'Organisation de l'Unité Africaine sur la question;
2. Se sont félicités de la bonne volonté démontrée par la Libye et le Tchad en vue de régler leur différend par des moyens pacifiques conformément à la résolution AHG/RES. 184 (XXV) de l'Organisation de l'Unité Africaine;
3. Ont exprimé leur plein appui aux efforts de l'Organisation de l'Unité Africaine en vue d'instaurer des relations de bon voisinage et une paix durable entre les deux pays sur la base des principes d'indépendance, d'intégrité territoriale et de non-ingérence;
4. Se sont félicités du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays et de l'accord d'Alger signé le 31 Aout 1989, sur le règlement global et définitif de leur différend;
5. Ont réitéré leur appel à la communauté internationale en vue d'apporter une aide urgente au Gouvernement Tchadien pour le redressement et la reconstruction du pays.

LA NOUVELLE-CALEDONIE

Réaffirmant la position adoptée par la Huitième conférence au sommet concernant leur ferme soutien au droit du peuple colonisé de Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination et à l'accession rapide à l'indépendance,

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés:

1. Ont exprimé leur regret profond devant le décès tragique, le 4 mai 1989, de M. Jean-Marie Tjibaou et M. Yeiwéné Yeiwéné, leaders du Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste (FLNKS);

2. Ont rappelé que le Pacifique Sud est une région où de nombreux territoires n'ont toujours pas accédé à l'autonomie, et ont réaffirmé le droit de tous les peuples, quelle que soit l'importance de leur population ou de leur territoire, de décider de leur propre destin, libres de toute forme d'ingérence étrangère;

3. Ont réitéré leur plein soutien à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie et à son accession prochaine à l'indépendance conformément aux droits et aspirations du peuple autochtone, de manière à garantir les droits et intérêts légitimes de tous ses habitants, et conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la Résolution 1514 de l'Assemblée générale du 14 décembre 1960;

4. Ont pris note des mesures positives prises en vue de promouvoir le développement politique, économique et social de la Nouvelle-Calédonie, qui pourraient fournir un cadre pour le passage pacifique de ce territoire à l'autodétermination et à l'indépendance;

5. Ont invité toutes les parties concernées, dans l'intérêt du peuple entier de Nouvelle-Calédonie, à continuer leur dialogue et à s'abstenir des actes de violence;

6. Ont lancé un appel pressant pour que les Nations Unies continuent à suivre activement la question de la Nouvelle-Calédonie jusqu'à ce que les conditions soient réunies pour une autodétermination acceptable à l'échelle internationale, conformément aux principes et pratiques des Nations Unies.

LA DECOLONISATION

1. Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés ont réitéré l'importance et la pertinence de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies et lui ont accordé leur plein soutien. Ils ont fait ressortir que sa mise en oeuvre complète et effective demeurerait la pierre angulaire de la lutte pour l'élimination du colonialisme. A cet égard ils ont réaffirmé leur conviction selon laquelle l'existence de territoires se trouvant toujours sous domination coloniale était incompatible avec l'aspiration à la liberté, à la souveraineté et à la paix des peuples du monde et avec les principes et objectifs du Mouvement des pays non alignés.

2. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé le droit de tous les peuples sous domination coloniale à l'autodétermination et à l'indépendance, sans égard à leur position géographique et quelle que soit l'importance de leur population ou de leur territoire. Ils ont appelé les puissances coloniales à cesser d'entraver et d'empêcher l'élimination du colonialisme dans toutes ses formes et manifestations, et de s'abstenir de l'exploitation des ressources humaines et matérielles des territoires coloniaux et de mettre un terme à l'utilisation de certains d'entre eux à des fins militaires, y compris l'utilisation ou le stockage des armes nucléaires, ce qui constitue un sérieux obstacle à la réalisation par les peuples de ces territoires de leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance et aussi une menace à leur sécurité et à la sécurité des Etats voisins indépendants.

3. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont appelé les puissances coloniales, passées et présentes, à endosser leur responsabilités et à faire des réparations pour les conséquences économiques, sociales et culturelles de leur colonisation des pays en développement.

4. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé la mise en oeuvre immédiate et complète de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux. Dans ce contexte, ils se sont félicités de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies de la résolution 43/47 en vertu de laquelle la décennie 1990-2000 a été déclarée "Décennie internationale pour l'élimination du colonialisme" et ont réaffirmé leur plein soutien à sa mise en oeuvre.

5. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont fait part de leur volonté de contribuer efficacement à la réalisation du Plan d'action des Nations Unies pour la mise en oeuvre de la "Décennie pour l'élimination du colonialisme" et à cette fin ils ont décidé de charger le Bureau de coordination de l'élaboration d'un Plan de travail des non-alignés et de la création d'un Groupe de travail des non-alignés.

6. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont salué le travail accompli par la Commission spéciale des Nations Unies pour la décolonisation et sa contribution effective à la mise en oeuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux.

TERRORISME INTERNATIONAL

Profondément préoccupés par l'escalade du terrorisme, y compris du terrorisme d'Etat, qui, dans le monde entier et sous toutes ses formes, menace ou tue des innocents, porte atteinte aux libertés fondamentales, notamment en cas de prise d'otages, et a un effet délétère sur les relations internationales:

Notant que le terrorisme met en péril l'intégrité territoriale et la sécurité des Etats en raison des actes de terrorisme perpétrés à l'intérieur des Etats, et particulièrement en raison de ceux qui violent les droits de l'homme, notamment le droit à la vie de tous les citoyens, et portent atteinte à l'infrastructure physique et économique et essayent de déstabiliser des gouvernements légitimement constitués;

Soulignant le lien croissant entre les groupes terroristes, les bandes paramilitaires et les trafiquants de drogues,

Réaffirmant le droit des peuples à l'autodétermination et la légitimité de la lutte qu'il mènent pour leur indépendance et contre le colonialisme, le racisme, toutes les autres formes de domination et d'occupation étrangères, en accord avec les objectifs et les principes de la Charte des Nations Unies et de ceux qui inspirent le Mouvement des pays non alignés,

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

1. Ont condamné tous les actes de terrorisme, qu'ils soient perpétrés par les individus, les Etats ou les groupes d'Etats et ont exprimé leur détermination à les combattre par tous les moyens légaux possibles, aussi bien sur plan national qu'international.

2. Ont demandé à tous les Etats de respecter l'obligation qui est la leur, dans le cadre du droit international, de s'abstenir d'organiser, de fomenter, de soutenir des actes terroristes dans d'autres Etats ou d'y participer, et de ne pas accepter que soient menées sur leurs propres territoires des activités qui visent à perpétrer de tels actes;

3. Ont convié tous les Etats, qui ne l'ont pas encore fait, à adhérer aux conventions internationales pertinentes et les ont exhorté à les respecter strictement;

4. Ont convenu qu'il faut consacrer une attention spéciale au lien dangereux et croissant entre les groupes terroristes, les trafiquants de drogues et les bandes paramilitaires qui recourent à toutes sortes de violences et portent ainsi atteinte à la stabilité des gouvernements légitimement constitués, au mépris du droit des peuples d'exprimer librement leur volonté, et en violation des autres droits de l'homme.

5. Ont demandé résolument que tous les otages et toutes les personnes séquestrées soient libérés immédiatement sains et saufs, quels que soient les auteurs et l'endroit du forfait;

6. Ont réaffirmé leur soutien aux résolutions 40/61 et 42/159 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en vertu desquelles il serait possible d'accroître l'efficacité de la lutte contre le terrorisme en donnant au terrorisme international une définition qui rencontre l'agrément général. A cet égard, ils ont appuyé le principe de la convocation, sous les auspices des Nations Unies, d'une conférence internationale pour définir le terrorisme et le différencier de la lutte légitime des peuples pour la libération nationale.

7. Ont condamné les activités des mercenaires, qui ont été préjudiciables à la paix, à la souveraineté et à la stabilité de plusieurs pays non alignés.

8. Ont rappelé les résolutions pertinentes de l'Organisation de l'unité africaine de même que celles des Nations Unies et ont demandé à tous les Etats de la communauté internationale d'honorer leurs obligations découlant de différentes conventions internationales et à cet égard ont prié instamment le Comité spécial des Nations Unies chargé de la rédaction d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'entraînement de mercenaires.

LA PAIX ET LE DROIT INTERNATIONAL

Les chefs d'État ou de gouvernement,

Considérant que la paix et l'entente entre les peuples réclament la plus stricte application, le renforcement et le développement du droit international comme instrument indispensable de la prévention et du règlement pacifique des litiges et conflits,

Considérant également que la Réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés sur la paix et le droit international, tenue récemment à la Haye, et la déclaration qu'elle a adoptée, constituent une importante contribution dans ce sens,

Ont résolu d'apporter leur ferme appui à l'initiative de la Réunion ministérielle de la Haye demandant à l'Assemblée générale des Nations Unies de proclamer, pendant sa Quarante-quatrième session régulière, la prochaine décennie "DECENNIE DE LA PAIX ET DU DROIT INTERNATIONAL".

ANTARCTIQUE

Rappelant les dispositions pertinentes de la Déclaration des septième et huitième Conférences des Chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés,

Les Chefs d'Etat ou de gouvernement:

1. Ont salué le fait que la communauté internationale soit de plus en plus sensibilisée et intéressée par le problème de l'Antarctique.
2. Ont réaffirmé leur conviction que dans l'intérêt de l'humanité tout entière il fallait que l'Antarctique soit, et cela pour toujours, exclusivement utilisé à des fins pacifiques, qu'elle ne devienne pas le théâtre ou l'objet de dissensions internationales et qu'elle soit accessible à toutes les nations.
3. Ont constaté que l'Antarctique intéressait l'ensemble de l'humanité, notamment pour ce qui est de la paix et de la sécurité internationales, de l'économie, de l'environnement, de la recherche scientifique et de ses effets sur les conditions climatiques globales.
4. Ont réaffirmé la nécessité d'assurer, dans l'intérêt de l'humanité tout entière, la protection et la sauvegarde de l'environnement et du système écologique qui en dépend et qui s'y rattache, contre toutes les activités humaines nuisibles.
5. Ont constaté que l'adoption par les parties consultatives du Traité sur l'Antarctique d'une convention sur l'utilisation des ressources minérales de l'Antarctique, le 2 juin 1988, pourrait entraver les efforts déployés en vue de réaliser un consensus sur ce sujet à l'Assemblée générale des Nations Unies.
6. Ont pris note des résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, en particulier des résolutions 43/83 A et B, dans lesquelles celle-ci réaffirme, entre autres, que la communauté internationale doit être informée de tous les aspects de la question de l'Antarctique et que les Nations Unies doit être le dépositaire central de toutes ces informations et ont exhorté les parties consultatives du Traité de l'Antarctique à inviter le Secrétaire général ou son représentant à toutes leurs réunions y compris les réunions consultatives.
7. Ont noté avec regret que le régime raciste d'apartheid d'Afrique du Sud restait partie consultative au Traité de l'Antarctique et, considérant la Résolution 43/83 de l'Assemblée générale des Nations Unies, ils ont instamment prié les parties consultatives d'exclure ce régime de toute participation à leurs réunions.

8. Ont réitéré leur appel à tous les Etats à reprendre leur coopération et leur participation au débat de l'Assemblée générale des Nations Unies consacré à ce point dans le but de parvenir à un accord sur toutes les questions concernant l'Antarctique dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies.

LES PROBLEMES DES REFUGIES

Les Chefs d'Etats ou de gouvernement ont appelé la Communauté internationale à entreprendre une action concrète en vue d'aboutir à des solutions durables aux problèmes des réfugiés. Ils ont souligné par conséquent le besoin urgent d'assurer aux institutions internationales qui s'occupent des problèmes des réfugiés des moyens financiers nécessaires, afin qu'elles puissent s'acquitter entièrement de leur tâche consistant à alléger la position désespérée de 14 millions de réfugiés et de réduire progressivement le fardeau qui accable les pays d'accueil.

UNE REPARTITION PLUS EQUITABLE DES POSTES AU SEIN DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés,

Ayant en vue la nécessité pour les Nations Unies d'être le véritable représentant démocratique de la communauté internationale; de même que le besoin de renforcer le rôle et l'efficacité des Nations Unies; et ayant en vue l'urgence avec laquelle le renforcement des mécanismes des Nations Unies doit s'opérer en vue de permettre à ses activités d'être coordonnées avec efficacité,

1. Se sont montrés convaincus de la nécessité de procéder à une révision globale de l'actuelle distribution des postes de haute responsabilité au sein du Secrétariat et des Agences Spécialisées ainsi que de la répartition des membres dans les commissions et organes divers dans le but de parvenir à une distribution régionale plus équitable.

L'UTILISATION DE L'ENERGIE NUCLEAIRE A DES FINS PACIFIQUES

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé le droit inaliénable de tous les Etats d'appliquer et de développer leurs programmes d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques axés sur le développement économique et social, conformément à leurs priorités, leurs intérêts et leurs besoins.

Tous les Etats devraient avoir librement accès aux techniques, au matériel et aux matières nécessaires aux utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et pouvoir les acquérir sans conditions discriminatoires compte tenu des besoins particuliers des pays en développement. Ils ont déploré les pressions et les menaces dirigées contre les pays en développement, ainsi que les obstacles dressés pour les empêcher de poursuivre leurs programmes de développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réitéré que la non-prolifération des armes nucléaires ne devrait pas servir de prétexte pour empêcher les Etats d'exercer leur droit d'acquérir et de perfectionner des techniques nucléaires à des fins pacifiques.

INFORMATION ET COMMUNICATIONS

Réaffirmant les décisions adoptées par les Sommets et les Conférences ministérielles du Mouvement des non alignés sur la nécessité d'instaurer le nouvel ordre international de l'information et de la communication,

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés:

1. Ont réaffirmé la nécessité de renforcer la coopération entre les pays non alignés et les autres pays en développement dans le domaine de l'information et des mass media en vue de l'instauration d'un nouvel ordre international de l'information et de la communication basé sur une circulation libre et équilibrée de l'information, et de l'éradication accélérée des disparités en matière de capacités de communication en cette ère de progrès technologique rapide qui crée de nouveaux déséquilibres et dresse de nouveaux obstacles complexes sur la voie de la démocratisation du processus global d'information et de communication.

2. Ont insisté sur la nécessité impérieuse d'une plus large coopération internationale dans le domaine de l'information et des communications, instrument privilégié pour une meilleure compréhension dans un monde de plus en plus interdépendant.

3. Ont appelé tous les pays non alignés à contribuer activement à la mise en oeuvre des décisions adoptées par la Conférence des ministres de l'Information des pays non alignés, tenue à Harare en juin 1987, par la Cinquième conférence du Pool des agences de presse des pays non alignés, tenue à Luanda en juin 1989 ainsi que par la dixième réunion du Conseil intergouvernemental (CIG), tenue à Harare en août 1989 pour la préparation de COMINAC III qui doit se tenir à la Havane en septembre 1990.

4. Ont pris note des efforts accomplis par les agences de presse des pays non alignés et par leurs agences régionales, en particulier par l'UPEA, dans leur lutte contre la désinformation et en faveur de la décolonisation dans cette sphère.

5. Ont condamné l'utilisation de la radio et de la télévision comme instrument de propagande hostile entre les Etats en violation des principes et des normes du droit international et ont exigé qu'il soit immédiatement mis un terme à de telles pratiques.

6. Ont également condamné l'utilisation de la presse écrite comme outil de propagande contre les valeurs et l'héritage culturels des pays non alignés.

7. Ont noté avec satisfaction que plusieurs pays ont réduit leurs tarifs de télécommunication conformément aux décisions des Septième et Huitième sommets et ont exhorté tous les pays non alignés qui ne l'ont pas encore fait, à appliquer cette importante décision.

8. Ont insisté sur la nécessité de dynamiser les activités et la coopération entre l'Organisation de radiodiffusion des pays non alignés (ORDNA).

9. Ont pris note de l'action importante menée dans ce domaine par les Nations Unies et l'UNESCO, en particulier leur coopération avec l'Organisation de radiodiffusion des pays non alignés et les agences du Pool et réitéré leur soutien aux efforts consentis par ces deux organisations dans leurs efforts pour diffuser une information objective sur les questions prioritaires pour leurs agences respectives.

MAYOTTE, ILES MALGACHES, ARCHIPEL DE CHAGOS

Rappelant l'appui total du Mouvement des non alignés à la souveraineté de la République fédérale islamique des Comores sur l'île de Mayotte, à la souveraineté de la République démocratique de Madagascar sur les îles malgaches - Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India - et à la souveraineté de Maurice sur l'archipel de Chagos, y compris Diego Garcia,

Soulignant leur conviction qu'une action concrète en vue du règlement de ces problèmes contribuerait au renforcement de la paix et de la sécurité internationales dans la région,

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés

1. - Ont réaffirmé que l'île comorienne de Mayotte, qui demeure sous occupation française, fait partie intégrante du territoire souverain de la République fédérale islamique des Comores;
 - Ont pris note du dialogue entre les autorités françaises et la République fédérale islamique des Comores sur cette question;
 - Ont exprimé leur solidarité active avec le peuple des Comores dans ses efforts légitimes pour recouvrer l'île comorienne de Mayotte et préserver l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale des Comores;
 - Ont fait appel au Gouvernement français pour qu'il respecte les justes revendications de la République fédérale islamique des Comores concernant l'île comorienne de Mayotte, comme il s'y est engagé à la veille de l'indépendance de l'archipel, et ont catégoriquement rejeté toute nouvelle forme de consultation que pourrait organiser la France sur le territoire comorien de Mayotte à propos du statut juridique international de l'île, étant donné que le référendum sur l'autodétermination du 22 décembre 1974

Les conclusions valent applicables à l'ensemble de l'archipel.

2. - S'agissant des îles malgaches - Glorieuses, Europa, Juan de Nova, et Bassas da India - ont réaffirmé la nécessité impérieuse de préserver l'unité et l'intégrité territoriale de la République démocratique de Madagascar. A cet égard, ils ont instamment demandé à toutes les parties concernées d'entreprendre immédiatement des négociations, conformément aux résolutions et décisions pertinentes des Nations Unies, du Mouvement des non alignés et de l'Organisation de l'unité africaine, en particulier la Résolution 34/91 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 12 septembre 1979, et la Résolution 784 de la trente-cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation de l'unité africaine.

3. - Ont exprimé leur soutien total à la souveraineté de Maurice sur l'archipel de Chagos, y compris Diego Garcia, qui, en 1965, a été détaché du territoire de Maurice par l'ancienne puissance coloniale,

- Ont exprimé leur préoccupation devant le renforcement de la base militaire de Diego Garcia, ce qui a compromis la souveraineté, l'intégrité territoriale et le développement pacifique de Maurice et d'autres Etats. Ils ont demandé une fois de plus que Diego Garcia soit restitué sans tarder à Maurice.

**DECLARATION DU COMITE AD HOC DE L'OUA POUR L'AFRIQUE
AUSTRALE SUR LA QUESTION DE L'AFRIQUE DU SUD**

HARARE (ZIMBABWE), LE 21 AOUT 1989

PREAMBULE

1.0. Les Africains consentent, individuellement, collectivement et par le biais de l'Organisation de l'unité africaine, de sérieux efforts en vue d'instaurer la paix dans le continent, en mettant fin à tous les conflits par des négociations fondées sur le principe de la justice et de la paix pour tous.

2.0. Nous réaffirmons notre conviction, confirmée du reste par l'histoire, qu'il ne saurait y avoir de paix et de justice là où existent la domination coloniale, la domination raciale ou l'apartheid.

3.0. Aussi réitérons-nous que, tant que le système d'apartheid restera en vigueur en Afrique du Sud, les peuples de notre continent ne pourront atteindre les objectifs fondamentaux que sont la justice, la dignité humaine et la paix, ces objectifs étant en eux-mêmes d'une importance capitale et cruciaux pour la stabilité et le développement de l'Afrique.

4.0. S'agissant de l'Afrique australe, le continent tout entier est vitalement intéressé à ce que les processus auxquels il participe et qui doivent conduire à l'indépendance pleine et véritable de la Namibie et à l'instauration de la paix en Angola et au Mozambique aboutissent dans les meilleurs délais.

L'Afrique aspire aussi vitalement à ce que l'Afrique du Sud mette fin sur-le-champ à la déstabilisation qu'elle pratique contre tous les pays de la région, que ce soit par des agressions directes, par représentants interposés, par la subversion économique ou par d'autres moyens.

5.0. Nous reconnaissons le fait que la paix et la stabilité en Afrique australe ne pourront être durables que quand le système de l'apartheid aura été liquidé en Afrique du Sud et que celle-ci sera devenue un pays uni, démocratique et non racial. Aussi réitérons-nous que toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour mettre d'urgence un terme au système d'apartheid, dans l'intérêt de tous les peuples d'Afrique australe, ainsi que dans celui de notre continent et du monde entier.

6.0. Nous pensons que la lutte de libération, les pressions internationales contre l'apartheid et les efforts d'ensemble consentis pour liquider les conflits régionaux ont ouvert des possibilités de progresser vers le règlement des problèmes auxquels est confronté le peuple sud-africain. Pour que

ces possibilités aboutissent à des changements fondamentaux en Afrique du Sud, il faut que le régime de Pretoria renonce à ses conceptions et pratiques ignominieuses de domination raciale et à son habitude de ne pas honorer ses engagements, tout ceci ayant déjà provoqué la perte de maintes vies et la destruction de nombreux biens dans les pays d'Afrique australe.

7.0. Nous reconnaissons de nouveau le droit de tous les peuples, dont celui de l'Afrique du Sud, de décider librement de leur destinée et de mettre en place eux-mêmes les institutions et le système de gouvernement sous lesquels ils entendent vivre sur la base d'un consensus général, et d'œuvrer de concert à l'édification d'une société harmonieuse. L'Organisation de l'unité africaine s'engage, comme par le passé, à faire tout ce qui est en son pouvoir et tout ce qui s'avère indispensable pour aider le peuple sud-africain à atteindre cet objectif, selon les voies que les représentants des opprimés auront choisies. Nous sommes convaincus que le reste de la communauté mondiale, consciente de son devoir d'aider à l'élimination du système criminel d'apartheid, sera disposée à apporter une assistance semblable au peuple sud-africain.

8.0. Nous avons pris ces engagements parce que nous pensons que tous les peuples sont égaux et ont les mêmes droits à la dignité et au respect sans considération de couleur, de race, de sexe ou de croyance. Nous pensons que tous les hommes et les femmes ont le droit et le devoir de choisir leur propre gouvernement, en tant que membres égaux de la société. Aucun individu ou groupe d'individus n'a le droit de gouverner les autres sans leur consentement. Le système d'apartheid transgresse tous ces principes fondamentaux et universels. Qualifié à juste titre de crime contre l'humanité, le système d'apartheid est responsable de la mort d'un grand nombre de personnes en Afrique du Sud. Il a tenté de déshumaniser des peuples entiers. Il a imposé une guerre sans merci à toute la région d'Afrique australe, causant ainsi d'énormes pertes en vies humaines, la destruction des biens et le déplacement en masse d'hommes, de femmes et d'enfants innocents. Ce fléau et affront pour l'humanité doit être combattu et éliminé dans sa totalité.

9.0. Nous avons par conséquent, soutenu et continuons à soutenir tous ceux qui, en Afrique du Sud, poursuivent ce noble objectif par diverses formes de lutte, y compris la lutte politique et armée. Nous pensons que c'est là notre devoir que nous remplissons dans l'intérêt de l'humanité toute entière.

10.0. Tout en soutenant ceux qui luttent pour une société non-raciale et démocratique en Afrique du Sud, question sur laquelle il ne peut y avoir de compromis, nous avons maintes fois exprimé notre préférence pour une solution pacifique. Nous savons que la majorité du peuple sud-africain et leurs mouvements de libération qui ont été contraints de prendre les armes, ont également eu cette position pendant des décennies et continuent de l'avoir.

11.0. Les positions contenues dans cette Déclaration sont en accord avec celles énoncées dans le Manifeste de Lusaka d'il y a vingt ans et en constituent un prolongement. Ces positions tiennent compte des changements intervenus en Afrique australe depuis l'adoption du Manifeste par l'OUA et par la communauté internationale. C'est un nouveau défi lancé au régime de Pretoria pour amener ce dernier à se joindre aux nobles efforts visant à mettre fin au système de l'apartheid, objectif que l'OUA s'est assignée depuis sa création.

12.0. Par conséquent, nous continuerons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour intensifier la lutte de libération et les pressions internationales jusqu'au démantèlement du système de l'apartheid et la transformation de l'Afrique du Sud en un pays uni, démocratique et non racial, où tous les citoyens jouiront de la justice et de la sécurité.

13.0. Conformément à cet engagement solennel et aux souhaits exprimés par les représentants de la majorité du peuple sud-africain, nous adhérons ouvertement aux positions contenues ci-dessous. Nous sommes convaincus que leur mise en oeuvre hâtera le démantèlement du système de l'apartheid et l'avènement de la paix pour tous les peuples d'Afrique, dans laquelle le racisme, la domination coloniale et le gouvernement par la minorité blanche sur notre continent seront abolis à jamais.

II

DECLARATION DE PRINCIPES

14.0. Nous pensons que la conjoncture actuelle pourrait, pour peu que le régime de Pretoria fasse preuve d'une réelle volonté de dialogue et de négociations, ouvrir la possibilité de mettre fin à l'apartheid par le biais de négociations. Une telle éventualité traduirait la préférence que la majorité du peuple sud-africain a toujours manifesté à un règlement politique.

15.0. Par conséquent, nous encouragerions le peuple sud-africain, dans le cadre de sa lutte globale, à négocier la fin du système de l'apartheid et à se mettre d'accord sur toutes les mesures nécessaires à la transformation de leur pays en une démocratie non raciale. Nous soutenons la position de la majorité du peuple sud-africain selon laquelle ce sont ces objectifs et non la réforme de l'apartheid qui devraient faire l'objet des négociations.

16.0. Nous partageons leur point de vue que l'issue d'un tel processus devrait être un nouvel ordre constitutionnel basé entre autres sur les principes suivants

16.1. L'Afrique du Sud deviendra un Etat uni, démocratique et non- racial.

16.2. Tout son peuple, sans considération de race, de sexe ou de croyance, doit jouir du même droit à la citoyenneté et à la nationalité.

16.3. Tout son peuple devra avoir le droit de participer au gouvernement et à l'administration du pays sur la base du suffrage universel, selon le principe " à chacun une voix", avec des listes électorales communes.

16.4. Tous devront avoir le droit de former des partis politiques et d'adhérer au parti politique de leur choix, à condition qu'il ne soit pas au service du racisme.

16.5. Tous devront jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales et civiles universellement reconnues, et garantis par une Déclaration des droits immuable.

16.6. L'Afrique du Sud devra avoir un nouveau système juridique qui garantira l'égalité de tous devant la loi.

16.7. L'Afrique du Sud aura un système judiciaire indépendant et non-racial.

16.8. Un ordre économique sera mis sur pied qui assurera le bien-être à tous les Sud-africains.

16.9. L'Afrique du Sud démocratique respectera les droits, la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays et pratique une politique de paix et d'amitié ainsi qu' une coopération mutuellement profitable avec tous les peuples.

17.0. Nous sommes convaincus que l'accord sur les principes mentionnés ci-dessus constituera la base pour une solution internationalement acceptable et qui permettra à l'Afrique du Sud d'occuper la place qui lui revient de plein droit dans le concert des nations d'Afrique et du monde, comme partenaire égal en droits.

III

CLIMAT POUR LES NEGOCIATIONS

18.0. De concert avec le reste du monde, nous sommes convaincus qu'avant d'entamer quelque négociation que se soit, il faudrait créer un climat propice. Le régime d'apartheid assume la responsabilité imminente de satisfaire à cette revendication universellement acclamée et de créer ce climat.

- 19. 0.** Par conséquent, le régime en place devrait, à tout le moins: -
- 19.1.** Libérer sans condition et sans restriction tous les prisonniers et détenus politiques ;
- 19.2.** Lever l'ensemble des interdicts, des restrictions et des proscriptions frappant les organisations et les personnes;
- 19.3.** Retirer toutes les troupes des "townships";
- 19.4.** Lever l'état d'urgence et abroger toutes les lois, y compris la loi de sécurité intérieure, conçue pour limiter les activités politiques; et,
- 19.5.** Mettre un terme aux procès et exécutions politiques.
- 20.0.** Ces mesures sont nécessaires pour créer les conditions qui permettront un débat politique libre- condition essentielle pour assurer au peuple sa participation au renouveau du pays. Les mesures mentionnées ci-dessus devraient précéder les négociations.

IV

PRINCIPES DIRECTEURS DU PROCESSUS DE NEGOCIATION

- 21.0.** Nous partageons les vues du Mouvement de libération sud-africain qui estime qu'une fois ce climat créé, le processus de négociation devrait être engagé selon les grandes lignes suivantes: -
- 21.1.** Il faudrait engager le dialogue entre le mouvement de libération et le régime sud-africain en vue de suspendre les hostilités de part et d'autre et de convenir un cessez-le-feu mutuel.
- 21.2.** Des négociations seraient alors engagées afin d'établir la base pour l'adoption d'une nouvelle Constitution en reconnaissant, entre autres, les principes mentionnés ci-dessus.
- 21.3.** Une fois ces principes acceptés, les parties devraient se mettre d'accord sur le mécanisme nécessaire à l'élaboration de la nouvelle Constitution.
- 21.4.** Les parties définiraient et se mettraient d'accord sur le rôle que la communauté internationale devra jouer en vue d'assurer le passage à un ordre démocratique.
- 21.5.** Toutes les parties doivent se mettre d'accord au sujet de la composition d'un gouvernement intérimaire chargé de surveiller le processus de rédaction et d'adoption de la nouvelle Constitution; de gouverner et de gérer les affaires du pays ainsi que d'assurer le passage à la démocratie, y compris la convocation des élections.

21.6. Après l'adoption de la nouvelle Constitution, tous les conflits armés seront considérés comme formellement terminés.

21.7. Pour sa part, la communauté internationale lèverait les sanctions imposées à l'Afrique du Sud d'appartheid.

22.0. La nouvelle Afrique du Sud remplirait les conditions pour son l'admission à l'Organisation de l'unité africaine.

V

PROGRAMME D'ACTION

23.0. Conformément aux objectifs formulés dans ce document, l'Organisation de l'unité africaine se charge :

23.1. D'informer les gouvernements et les organisations intergouvernementales de par le monde, y compris le Mouvement des non alignés, l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil de sécurité, le Commonwealth et autres de ces perspectives et de demander leur soutien.

23.2. De donner mandat au Comité Ad hoc assisté des Etats de première ligne, d'agir en tant que représentant de l'OUA et en cette qualité de continuer à s'occuper intensément du problème visant au règlement politique de la question sud-africaine;

23.3. D'accroître le soutien global au mouvement de libération de l'Afrique du Sud et de militer de par le monde en faveur de ses objectifs;

23.4. D'intensifier la campagne pour les sanctions obligatoires et globales contre l'apartheid en Afrique du Sud : à cet égard se mobiliser sans retard contre le rééchellonnement de la dette extérieure de Prétoria; s'employer pour l'instauration de l'embargo obligatoire sur le pétrole et pour le plein respect de l'embargo sur les armes;

23.5. De veiller à ce que les mesures existantes d'isolement total de l'Afrique du Sud d'appartheid ne soient pas assouplies;

23.6. De continuer à suivre de près la situation en Namibie et de fournir le soutien nécessaire à la SWAPO dans sa lutte pour une Namibie réellement indépendante.

23.7. D'accroître l'aide que les gouvernements angolais et mozambicain pourraient demander afin d'assurer la paix à leurs peuples; et

23.8. D'aider autant que possible les Etats de première ligne dans leur efforts de résister à la campagne d'agression et de déstabilisation de Pretoria et de leur permettre ainsi de continuer à donner leur plein soutien au peuple de la Namibie et de l'Afrique du Sud.

24.0. Nous appelons tous les hommes de bonne volonté de par le monde à soutenir ce Programme d'action comme une mesure nécessaire à l'élimination au plus vite du système d'apartheid et la transformation de l'Afrique du Sud en un pays uni, démocratique et non racial.

DECLARATION SPECIALE SUR LA NAMIBIE DE LA NEUVIEME CONFERENCE AU SOMMET DU MOUVEMENT DES PAYS NON ALIGNES

Nous, chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, réunis à Belgrade, Yougoslavie, du 4 au 7 septembre 1989, ayant examiné la situation alarmante en Namibie provoquée par le refus persistant de l'Afrique du Sud de respecter l'esprit et la lettre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité des Nations Unies, comme cela s'est vu confirmé lors du récent débat au sein du Conseil de sécurité du 16 au 29 août 1989 et dans le Rapport du Comité des 18 sur sa mission en Namibie du 7 au 16 août 1989, exprimons notre profonde inquiétude devant la violation flagrante par l'Afrique du Sud du Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, depuis le début de sa mise en oeuvre le 1er avril 1989.

Nous réaffirmons fermement que la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité demeure la seule base acceptable à l'échelle internationale pour le règlement pacifique de la question de l'indépendance de la Namibie, et que par conséquent elle doit être mise en oeuvre sous sa forme finale et définitive, afin de permettre au peuple namibien de prendre part à des élections libres et régulières sous la supervision et le contrôle des Nations Unies sans intimidation, menace ou ingérence.

Conscients de la grave situation régnant en Namibie, deux mois seulement avant les élections prévues, nous demandons avec la plus haute urgence que:

1) Le Conseil de sécurité des Nations Unies fasse en sorte que l'Afrique du Sud, conformément à la résolution 435, procède au désarmement et à la dissolution de toutes les forces militaires, paramilitaires et ethniques et unités de commandos, notamment les éléments de Koevoet, intégrés à la Police d'Afrique du Sud-Ouest (SWAPOL), et au démantèlement de leurs structures de commandement, afin de mettre un terme à la campagne d'intimidation menée par ces éléments contre le peuple namibien.

2) Le secrétaire général des Nations Unies renforce substantiellement l'élément de vérification du GANUPT et que des mesures immédiates soient prises pour déployer l'ensemble des effectifs de la composante militaire du GANUPT.

3) Le secrétaire général des Nations Unies rejette entièrement la loi électorale et la proclamation de l'Assemblée constituante proposées par l'Afrique du Sud et exige que les deux projets de loi soient remaniés pour être strictement conformes aux dispositions des résolutions 435 (1978) et 640 (1989) et en accord avec les principes et pratiques reconnus à l'échelle internationale, afin de garantir au peuple namibien son droit souverain à l'autodétermination et à l'indépendance nationale.

4) Le secrétaire général des Nations Unies garantisse l'abrogation immédiate et totale de toutes les lois discriminatoires, restrictives et répressives.

5) Le secrétaire général des Nations Unies assure, en outre, que le délai d'inscription sur les listes électorales soit prolongé afin de permettre à tous les Namibiens de s'inscrire pour qu'ils puissent réaliser leur droit souverain au suffrage.

6) Etant donné que les Nations Unies continuent d'être directement et légalement responsables de la Namibie jusqu'à son indépendance authentique, le secrétaire général des Nations Unies se charge de préparer pour toute éventualité des plans dans le but de réunir une aide complète, comprenant des ressources techniques, matérielles et financières pour le peuple de Namibie de façon à lui permettre d'administrer son pays pendant la période qui suivra les élections à l'Assemblée constituante jusqu'à l'accession à l'indépendance.

7) Le secrétaire général des Nations Unies se charge immédiatement de garantir la sécurité à tous les groupes et individus vulnérables et en particulier aux dirigeants de la SWAPO.

8) Une réunion ministérielle spéciale sur la Namibie soit convoquée en Afrique du Sud aussitôt après les élections.

9) Le groupe des 18 du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés qui s'est rendu en Namibie afin d'établir les faits soit chargé de retourner en Namibie pour observer les élections de novembre dans ce territoire et de soumettre immédiatement un rapport au Mouvement.

10) Chacun des Etats membres du Mouvement des non-alignés soit encouragé à envoyer des observateurs en Namibie durant la période des élections.

11) Tous les membres du Mouvement des pays non alignés apporte leur aide financière et matérielle à la SWAPO pour sa campagne électorale.

12) Tous les membres du Mouvement des non-alignés se préparent à fournir d'urgence une aide financière, matérielle et technique généreuse à la reconstruction et au développement de la Namibie indépendante.

13) Le secrétaire général des Nations Unies fasse en sorte que toutes les parties aient un droit d'accès égal aux moyens d'information officiels en Namibie, et notamment à la South-West Africa Broadcasting Corporation (SWAPO).

14) Les moyens d'information de tous les pays membres du Mouvement accordent une attention spéciale à la Namibie pendant le processus électoral en vue de propager des informations sur la situation actuelle en Namibie et de soutenir l'organisation d'élections libres et régulières dans ce territoire.

LA SITUATION EN AFRIQUE AUSTRALE

La neuvième Conférence au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Belgrade (Yougoslavie) du 4 au 7 septembre 1989,

- Ayant noté que le régime de Pretoria a organisé le 6 septembre 1989 des élections basées sur l'apartheid qui excluent l'immense majorité du peuple sud-africain,
 - Ayant aussi pris note du fait que ces élections racistes faisaient fi de la demande présentée à maintes reprises par le peuple sud-africain, par le Mouvement des pays non alignés et par le reste du monde, à savoir la formation d'un parlement représentatif de toute la population sud-africaine et élu selon le principe "à chacun sa voix" dans un Etat unitaire,
 - Grandement motivée par le fait que la population sud-africaine ait massivement et ouvertement rejeté ces élections, malgré la répression brutale déclenchée par le régime de Pretoria,
1. Condamne énergiquement ces élections racistes et les rejette comme illégitimes, nulles et non avenues;
 2. Exprime son soutien inébranlable au peuple combattant d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération;
 3. Demande que le régime de Pretoria cesse sur-le-champ sa campagne de répression contre les masses combattantes et leurs organisations;
 4. S'engage à les soutenir tant que ne sera pas instaurée une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale.

RESOLUTION SUR LE FONDS AFRICA

La conférence a entendu et examiné le rapport présenté par M. Rajiv Gandhi, premier ministre indien, au nom du Comité du Fonds **AFRICA**. La conférence s'est déclarée satisfaite des progrès enregistrés jusqu'ici par le Fonds dans l'accomplissement de son mandat. Le monde entier a répondu par un élan de solidarité sans précédent. Le fonds **AFRICA** ouvre une nouvelle page dans l'histoire du Mouvement des non alignés et de l'action constructive et coopérative dans la lutte contre l'apartheid. Le monde n'aura de cesse qu'une fois le fléau de l'apartheid éradiqué, tel est le message clair lancé au régime raciste.

Par conséquent, la Conférence a décidé que le Fonds **AFRICA** créé par la Huitième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement à Harare en septembre 1986, continuera à oeuvrer pour la réalisation des nobles objectifs qu'il s'est assignés. Le comité mandaté pour l'accomplissement de cette tâche sera composé de l'Algérie, l'Argentine, le Congo, l'Egypte, l'Inde, la Malaisie, le Nigéria, le Pérou, la Yougoslavie, la Zambie et le Zimbabwe avec l'Inde comme Président et la Zambie comme Vice-Président.

Tout en rendant hommage à tous les pays qui ont déjà contribué au Fonds, la Conférence a appelé les pays non alignés qui ne l'ont pas encore fait à prendre part à cette action commune. Elle a exhorté les donateurs à prendre rapidement les mesures leur permettant d'honorer leur engagements. La Conférence a invité encore une fois le monde entier à apporter soutien et assistance au Fonds, au nom des valeurs chères à toute l'humanité.

COMMUNIQUE

de la Réunion du Comité des neuf pays non alignés sur la Palestine tenue au
niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement

Belgrade, le 5 septembre 1989

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des membres du Comité des neuf pays non alignés sur la Palestine se sont réunis à Belgrade le mardi 5 septembre 1989 pour examiner les derniers événements au Proche-Orient et pour définir, en vertu du mandat confié au Comité par la Neuvième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, les lignes directrices de son action future destinée à promouvoir le processus de paix dans la région, devant aboutir à un règlement global, durable et juste du conflit du Proche-Orient et de la question palestinienne qui est au coeur de ce conflit.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Algérie, du Bangladesh, de l'Inde, de la Palestine, de la Zambie, du Zimbabwe et de la Yougoslavie ainsi que les chefs de délégation de Cuba et du Sénégal ont assisté à la réunion. La République socialiste fédérative de Yougoslavie a été élue nouveau président du Comité.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont salué la proclamation de l'Etat de Palestine au mois de novembre 1988 et se sont félicités de ce qu'un grand nombre de pays de toutes les parties du monde aient reconnu le nouvel Etat.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont salué les efforts déployés depuis la Huitième conférence au sommet des pays non-alignés par le Comité et son président - le Zimbabwe. Ils se sont félicités du rôle important joué par le Comité dans le cadre des activités visant à créer à l'échelle internationale un climat favorable au règlement du conflit du Proche-Orient, par la convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient sous les auspices des Nations Unies.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des neuf pays non alignés membres du Comité ont suivi avec attention la déclaration faite par Yasser Arafat, président de l'Etat de Palestine et président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine sur les derniers développements au Proche-Orient, l'évolution du dialogue entre les hauts représentants de l'OLP et le gouvernement des Etats-Unis à Tunis, ainsi que sur les efforts de paix déployés par l'OLP à l'échelle internationale en vue de réunir les conditions pour le règlement de la crise dans la région et du problème palestinien.

Ils ont salué la déclaration et ont noté qu'en dépit des nombreuses difficultés et de la toute dernière recrudescence de la menace à la paix et à la sécurité dans la région, des changements positifs devraient aussi se refléter sur le processus de la recherche d'une solution globale, durable et juste du conflit du Proche-Orient et de la question palestinienne qui est au coeur de ce conflit.

Ils ont procédé à un examen approfondi de " l'Intifadah" de l'héroïque peuple palestinien et ont souligné qu'elle a apporté une importante contribution aux efforts visant à une paix globale. Ils ont fait ressortir la nécessité d'une manifestation concrète de soutien de la part des membres du Mouvement à "l'Intifadah" sous forme de solidarité, d'actions diplomatiques et humanitaires, d'aide matérielle et financière, ainsi que dans le domaine de l'information, et ont demandé aux mass media internationaux de révéler au monde les brutalités perpétrées par le pouvoir d'occupation à l'encontre des civils palestiniens.

Ils ont exprimé leur profonde inquiétude en raison de la situation et du triste sort du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés et ont décidé d'entreprendre les démarches nécessaires auprès du Conseil de sécurité afin d'assurer une protection internationale pour la sécurité des Palestiniens sur les territoires occupés. Ils ont également décidé de prendre des mesures pour que soit accordé un traitement humain aux civils palestiniens sous l'occupation israélienne et pour faciliter l'octroi d'une aide humanitaire par les organes et institutions des Nations Unies et autres organisations humanitaires.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des neuf pays non-alignés membres du Comité ont hautement apprécié et salué les initiatives de paix de l'OLP dont les principaux points ont été expliqués par le président Arafat dans son discours prononcé à la session plénière de l'Assemblée générale tenue le 13 décembre 1988 à Genève dans lequel il a réaffirmé l'attachement de l'OLP aux principes d'un règlement global du problème palestinien ainsi qu'aux voies et moyens qui y conduiront comme cela est stipulé dans un document séparé de la Neuvième conférence au sommet sur le Proche-Orient et la question palestinienne.

Etant donné la responsabilité particulière et le rôle du gouvernement des Etats-Unis, en raison de ses rapports privilégiés avec Israël et de leurs conséquences sur les perspectives du processus de paix au Proche-Orient, les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres du Comité ont salué l'ouverture et pleinement appuyé la poursuite du dialogue entre les représentants officiels du gouvernement des Etats-Unis et de l'OLP à Tunis. Dans ce contexte, ils ont souhaité que des progrès plus intenses et plus substantiels du point de vue politique soient accomplis dans le cadre de ces contacts.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres du Comité ont réaffirmé que le moyen le plus approprié de réaliser une paix globale au Proche-Orient serait la convocation dans les plus brefs délais d'une conférence de paix internationale sous l'égide des Nations Unies, avec la participation active des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et des autres parties concernées y compris la participation, sur un pied d'égalité, de l'OLP, sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et des droits inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination et à un Etat indépendant.

Compte tenu de cela, ils estiment qu'une action concrète devant aboutir à la convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient devrait être engagée aux Nations Unies le plus tôt possible. A cet effet ils ont décidé de prendre les mesures appropriées conjointement avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies ainsi qu'avec toutes les autres instances internationales susceptibles de contribuer à la réalisation de cet objectif.

Ils ont décidé que même si ces démarches venaient à échouer au Conseil de sécurité, ils auraient recours à d'autres actions efficaces, dans le cadre des Nations Unies, en vue de réaliser cet objectif.

Partant d'une telle approche, les chefs d'Etat ou de gouvernement des neuf pays non-alignés membres du Comité ont décidé que des groupes ad-hoc soient formés de ses membres au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement (ou à d'autres niveaux élevés). Le groupe aura pour tâche d'établir des contacts et de mener des consultations principalement avec le Secrétaire général des Nations Unies et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

L'ECONOMIE MONDIALE ET LES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

- Ont noté que l'économie mondiale et les relations économiques internationales traversaient des changements profonds de nature fondamentale. Le développement rapide de la science et de la technologie a transformé les modèles de production, de consommation et de commerce. Les marchés financiers et autres se sont intégrés à un degré sans précédent. De nouveaux centres du pouvoir économique ont fait leur apparition dans un monde toujours plus multi-polarisé. Des stratégies d'intégration ont été mises en oeuvre dans de nombreuses régions du monde. Toutefois, les disparités entre pays développés et en développement ont été accentuées en dépit de l'interdépendance croissante. Ces tendances pourraient constituer une menace à la paix et à la stabilité globales;

Les taux de croissance modérés enregistrés dans les pays développés se sont accompagnés de déséquilibres persistants de la balance des paiements et de déséquilibres fiscaux qui ont rendu plus incertaines encore les perspectives de l'économie mondiale;

- Ont souligné que le processus d'intégration amorcé entre les pays développés tel que le marché unique des Communautés européennes qui sera instauré en 1992, ne devrait pas porter préjudice aux économies des pays non alignés et autres pays en développement;

- Ont noté aussi que les pays socialistes de l'Europe de l'Est traversaient une période de profondes transformations économiques et sociales orientées vers leur intégration à l'économie mondiale, ce qui renforce leur rôle dans les relations économiques internationales non seulement parmi les pays développés, mais aussi avec les pays en développement;

- Ont exprimé leur grande inquiétude devant l'aggravation dramatique de la situation sociale et économique dans la plupart des pays en développement: la croissance et le développement stagnent pour la plupart d'entre eux ou enregistrent un taux négatif. Leur réalité économique et sociale se détériore gravement et dans de nombreux cas, la stabilité politique est menacée; les pays en développement poursuivent leurs objectifs de développement dans une conjoncture extérieure très défavorable. Ils continuent à faire des efforts acharnés pour s'adapter. Toutefois, dans les conditions actuelles difficiles et à défaut d'un ajustement approprié de la part des pays développés, ces efforts ont des répercussions très négatives sur les plans social et politique;

- Ont noté avec une profonde préoccupation qu'il y a rarement eu dans l'histoire moderne une dichotomie et un divorce aussi fulgurants entre les politiques et les économies dans la sphère des relations économiques internationales. En effet, nonobstant la détente politique positive sur la scène globale, nous observons que certains des pays les plus développés continuent d'adopter des attitudes négatives et instansigeantes, ce qui se reflète dans une impasse totale du dialogue Nord-Sud;

- Ont fait ressortir que l'environnement économique international auquel sont confrontés les pays non-alignés et les autres pays en développement était extrêmement défavorable : les prix des produits de base demeurent toujours très bas, les conditions du commerce se sont aggravées, le protectionnisme des pays développés se renforce; les flux financiers ont diminué et les taux d'intérêts en termes réels demeurent élevés; l'instabilité monétaire et financière ainsi que le désalignement des taux de change demeurent sans solution, la charge du service de la dette extérieure est devenue insupportable. Il y a un manque de surveillance multilatérale efficace des politiques suivies par les grands pays industrialisés.

Les Chefs d'Etat ou de gouvernement ont fait ressortir:

- Que le système existant injuste des relations économiques internationales avait contribué à l'approfondissement des déséquilibres et des inégalités dans le monde, se répercutant ainsi de façon négative sur le développement des pays en développement;

- Que l'aggravation des problèmes de développement des pays non-alignés et autres pays en développement contrastait fortement avec les tendances positives dans les relations politiques internationales. Les tendances économiques positives dans les pays développés ont manqué de s'étendre aux pays en développement;

- Que les mécanismes des relations économiques internationales continuent à refléter dans une grande mesure les intérêts des principaux pays développés en raison de leur rôle prédominant dans l'économie mondiale, ce qui pourrait avoir des effets nuisibles sur les perspectives de développement des pays en développement. Les politiques suivies par les grands pays industrialisés ont des répercussions bien au-delà de leurs frontières et notamment sur les perspectives de développement des pays en développement;

Outre le fait que, dans le cadre de la libre et loyale concurrence internationale, les relations de commerce un transfert net considérable des ressources des pays en développement vers les pays développés a été opérée, limitant et empêchant le développement, et détériorant dramatiquement la situation sociale et politique dans beaucoup de pays en développement;

- Qu'il n'y a pas eu de progrès dans les négociations entre le Nord et le Sud dans pratiquement aucun des domaines et que le multilatéralisme s'est dégradé en dépit de plusieurs initiatives constructives lancées par les pays en développement.

Les Chefs d'Etat ou de gouvernement:

1. Ont constaté que les développements économiques actuels dans le monde et la situation difficile des pays en développement réclamaient des mesures et des actions susceptibles de promouvoir des changements structurels au niveau des relations économiques internationales et l'instauration d'un système pouvant contribuer à une croissance stable et équilibrée de l'économie mondiale et notamment à un développement accéléré des pays en développement. Dans ce contexte, ils ont réitéré leur attachement au nouvel ordre économique international ainsi que sa valeur et pertinence durables, en tant que cadre large pour l'ensemble des efforts déployés en matière de développement;

2. Ont estimé que dans un monde qui connaît des transformations rapides et qui est de plus en plus interdépendant, dans lequel les problèmes sont plus que jamais auparavant reliés, la gestion de l'économie mondiale exigeait des bases plus larges afin de refléter les intérêts de tous les groupes de pays. Il est nécessaire de réaliser un consensus global centré sur la croissance et le développement.

3. Ont encouragé les consultations Nord-Sud au sommet sur les questions économiques internationales, essentielles à une gestion équitable et collective de l'interdépendance globale.

Dans ce contexte, ils ont salué l'initiative lancée à Paris, au mois de juillet 1989, par les présidents de l'Egypte, du Sénégal et du Venezuela, et par le premier ministre de l'Inde, en vue d'amorcer des consultations régulières entre les leaders du Nord et du Sud sur les questions globales de l'économie et de l'environnement.

4. Ont appelé les pays développés à adopter une approche constructive et intégrée au sujet de la relance du dialogue entre les pays développés et les pays en développement sur toutes les questions-clés du développement telles, entre autres, la dette extérieure, les problèmes monétaires et financiers, le commerce international et les produits de base, la science et la technologie, l'alimentation et l'agriculture, l'environnement et le développement des ressources humaines, sur la base d'une responsabilité partagée et des intérêts mutuels;

5. Ont réaffirmé l'importance de la convocation d'une conférence internationale de l'Assemblée Générale de l'ONU, en avril 1990, consacrée à la coopération économique internationale, et notamment à la relance de la croissance économique et du développement des pays en développement, devrait offrir la possibilité de réaliser un accord sur la nature des problèmes affrontés par les pays en développement et l'approche à adopter en vue de leur règlement.

6. Ont souligné que la Stratégie internationale du développement pour la Quatrième décennie du développement des NU devrait assurer un cadre cohérent à la coopération internationale dans les années 90 et indiquer les engagements qui, dans l'intérêt commun, pourraient contribuer au progrès économique et social accéléré des pays en développement; la stratégie devrait refléter pleinement leurs besoins de développement tout en recommandant des mesures concrètes de mise en oeuvre aux niveaux national et international. La stratégie devrait inclure en tant qu'un des ses éléments principaux un support international spécial aux pays les moins avancés. Tout en traitant les questions d'ajustement, la stratégie devrait centrer sur le renversement des tendances adverses présentes durant la Troisième décennie de développement, sur la relance du développement et la lutte contre la pauvreté;

7. Ont réaffirmé le droit inaliénable de tous les pays et peuples à l'exercice permanent et efficace de leur pleine souveraineté et au contrôle sur leurs ressources naturelles et activités économiques;

8. Ont rejeté le recours à des mesures économiques, politiques et/ou aux autres formes de mesures coercitives prises par certains pays développés, telles que les embargos, les restrictions commerciales, les blocus, le gel des avoirs ou autres sanctions économiques. Ils ont réaffirmé que la communauté internationale doit adopter d'urgence des mesures efficaces visant à éliminer ces pratiques qui se sont multipliées et ont pris de nouvelles formes. A cet effet, ils ont pris note des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la CNUCED.

9. Ont réaffirmé que l'élimination de l'apartheid et la cessation de l'occupation israélienne constituaient les préalables au développement économique et social des peuples qui en sont les victimes;

10. Ont examiné le fonctionnement de la Commission ministérielle permanente du Mouvement sur la coopération économique. Ils se sont félicités du travail accompli et ont estimé que son rapport représentait une contribution significative au travail du Mouvement. Ils ont réitéré l'importance qu'ils accordaient à la Commission en tant que forum pour un examen régulier des développements dans l'économie mondiale et pour faire ressortir leurs implications pour la stratégie des pays en développement dans les négociations internationales et la coopération entre pays en développement.

DETTE, DEVELOPPEMENT, FINANCES ET QUESTIONS MONÉTAIRES

A. DETTE

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

- Ont souligné que la dette extérieure des pays en développement, qui a dépassé 1320 milliards de dollars, et dans de nombreux cas avec des coefficients de la dette et de service de la dette très élevés, représente le plus grand obstacle à leur développement économique et social;

- Ont précisé également que le service de la dette extérieure, en particulier avec les taux d'intérêt réels actuels très élevés, engloutissait une partie démesurée des recettes d'exportation des pays en développement, ainsi que de leur PNB et de leurs épargnes, de sorte que la sortie nette de ressources qui, non seulement prive les pays en développement des fonds si nécessaires pour les investissements, mais sape tous leurs efforts d'ajustement et de réforme économique;

- Ont fait ressortir que l'austerité imposée aux populations dans les pays en développement par cette situation, provoque de profondes perturbations sociales et menace la stabilité politique de nombreux pays en développement; des pays en développement ne seront peut-être pas en mesure de rembourser leur dette extérieure dans les conditions économiques internationales existantes sans un développement soutenu;

- Ont mis en garde que dans une économie mondiale interdépendante, ces tendances affectent, à long terme, tous les pays.

Réitérant leur profonde conviction:

- Que le règlement durable du problème brûlant de la dette dépend en premier lieu de la création des conditions nécessaires à un développement accéléré des pays en développement sur la base de la responsabilité et par la voie de la coopération de tous les parties concernées, des gouvernements des pays en développement débiteurs et des pays développés créanciers, des banques et des institutions financières internationales;

- Que cette approche suppose des mesures politiques pour une amélioration de l'environnement économique global, y compris des prix du commerce international et des produits de base, une relance des transferts de capitaux nets substantiels vers les pays en développement, un accès libre de leurs produits sur les marchés des pays développés et la poursuite des réformes économiques dans les pays en développement, conformément à leurs propres priorités sociales et de développement et moyennant le plein soutien des institutions financières multilatérales;

- qu'il y a toujours nécessité de traduire en action différentes mesures proposées en vue d'alléger la situation critique de la dette et de prendre en considération de nouvelles initiatives visant à aborder ce problème très urgent dans sa totalité;

- qu'il y a un lien étroit entre le commerce, le développement, et l'endettement;

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté que les pays développés étaient devenus plus conscients des véritables dimensions de la crise de l'endettement et de ses répercussions sérieuses sur le processus du développement et sur la stabilité de l'économie mondiale, ce qui se reflète dans leurs diverses initiatives visant à réduire la dette et le service de la dette. Ils ont toutefois souligné que, pour que ces initiatives aient leur plein effet, il était essentiel d'élargir leur portée et les possibilités de leur application à tous les pays en développement endettés ainsi qu'à tous les types de dettes. Ils ont constaté également que les nouveaux accords et arrangements au sein du F.M.I. et de la Banque mondiale permettraient à ces institutions de contribuer plus efficacement au règlement de la crise de la dette et à répondre de manière plus appropriée aux exigences de la croissance et du développement des pays en développement. Ils ont souligné que ces arrangements ne devraient pas mener à une conditionnalité renforcée.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction que certains pays en développement créanciers ont déjà pris des mesures visant à alléger le problème de la dette de pays en développement frères et que des prêts hautement concessionnels et tournants, avec une proportion de dons considérablement accrue, continuaient d'être accordés par ces pays créanciers malgré leur situation économique de plus en plus grave.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont proposé:

1. Que débiteurs et créanciers procèdent ensemble d'urgence à la mise en oeuvre la plus large possible des initiatives existantes et élaborent des initiatives nouvelles en vue de régler le problème de la dette, qui reposeraient notamment sur le concept de réduction de la dette et du service de la dette :

1. pour ce qui est de la dette publique, un engagement direct plus important des gouvernements créanciers est exigé. Cet engagement devrait s'accompagner des changements nécessaires dans leurs règlements budgétaires. Les critères de qualification devraient être élargis et la portée des mesures d'allègement de la dette étendues de manière à couvrir une plus grande part de la dette active, ces mesures s'ajoutant au flux régulier de moyens destinés au développement;

- II. au niveau de la dette commerciale, ceci suppose des changements plus profonds des mécanismes institutionnels et de régulation des pays développés créanciers, qui bénéficieraient d'un soutien approprié des institutions financières internationales;
- III. en ce qui concerne la dette des pays les moins avancés, il est essentiel de recourir à l'annulation de la dette en combinaison avec une réduction des taux d'intérêts et l'octroi de prêts nouveaux hautement concessionnels;
- IV. les pays à faible revenu devraient bénéficier d'un traitement analogue;
- V. en ce qui concerne les pays en développement endettés, en particulier les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, mais qui ne sont pas admissibles au rééchelonnement de la dette aux conditions approuvées pour les pays les moins avancés, le fardeau de la dette doit être allégé en combinant la réduction de la dette et de nouveaux moyens financiers sous forme de prêts hautement concessionnels.

2. Que les pays en développement débiteurs et les pays développés créanciers examinent, dans un esprit de franchise et de coopération, toutes les mesures concrètes susceptibles de contribuer à l'ajustement efficace du service de la dette à la capacité de paiement réelle des pays débiteurs, arrêtant ainsi l'écoulement des ressources des pays en développement; ces mesures pourraient englober entre autres :

- a. la réduction des taux d'intérêt réels et le prolongement des périodes de consolidation et de grâce et des délais d'échéance;
- b. la limitation du service de la dette à un pourcentage des recettes d'exportation compatible avec les nécessités de développement et les besoins sociaux des pays en développement;
- c. le renforcement des mécanismes qui permettent aux pays en développement de bénéficier de la différence entre la valeur nominale et la valeur de marché de leurs dettes;
- d. la fixation d'une période de transition durant laquelle seraient appliqués des taux d'intérêt moins élevés jusqu'à ce que le pays débiteur recommence à réaliser un excédent sur ses gains d'exportation.
- e. l'élaboration de nouveaux mécanismes en faveur des pays en développement qui, en raison de facteurs défavorables exogènes, ne sont pas en mesure d'honorer leurs engagements à l'égard des institutions financières internationales dans les délais prévus;

- f. la mise en place d'un dispositif de crédit supplémentaire au niveau du FMI afin d'élargir les possibilités de financement compensatoire;
- g. l'assurance d'un afflux adéquat de nouveaux moyens financiers provenant de sources publiques et commerciales qui atténueraient la pression des taux d'intérêt élevés et les séquelles de l'instabilité monétaire et des fluctuations des cours de change;
- h. la transformation significative des critères de conditionnalité, appliqués par les institutions financières internationales, pour en faire de véritables acteurs de soutien de la croissance et afin d'éviter la conditionnalité croisée et de réduire le prix social élevé de l'ajustement;
- i. la distinction entre la dette déjà contractée et les nouveaux prêts en vue de fixer des taux d'intérêts qui encourageraient l'afflux de nouveaux moyens financiers;
- j. une allocation appropriée de nouveaux moyens financiers provenant des sources publiques et commerciales en faveur des pays en développement qui, en dépit du fardeau que représentent les paiements, font preuve d'un maximum d'efforts pour honorer régulièrement le service de la dette;
- k. le paiement d'intérêts en partie en devises étrangères et en partie dans la monnaie du pays débiteur.

3. Que soit convoqué un forum approprié sous l'égide des Nations Unies qui étudierait, avec la participation des institutions financières internationales et des banques, tous les aspects du problème de la dette extérieure dans le contexte d'une nouvelle conjoncture plus favorable au développement.

4. Que tous les pays non-alignés et autres pays en développement intéressés envisagent la possibilité de créer un forum de débiteurs qui serait un organisme d'échange d'expériences et d'informations et de consultations mutuelles afin de renforcer leur position de négociation en matière de la dette extérieure; le forum des débiteurs mettrait en valeur les expériences positives déjà acquises aux réunions consultatives tenues à Lima (Pérou) et à Mohammedia (Maroc). Des consultations devraient être engagées sur la date et le lieu en 1990 de la Troisième réunion consultative des pays non alignés et autres pays en développement.

B. DEVELOPPEMENT, FINANCES

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

- Précisant que la dégradation dramatique de la situation économique et sociale de la majorité des pays en développement est intimement liée à la baisse de toutes les sources de financement du développement depuis 1982;

- Constatant avec préoccupation que les sources de financement commerciale sont pratiquement coupées, que dans son ensemble l'aide officielle au développement stagne à un niveau bien inférieur à la moitié de l'objectif de 0,7% du PNB des pays développés, fixé au niveau international, et que l'objectif d'aide aux pays les moins avancés de 0,15% n'a pas non plus été réalisé;

- Rendant hommage à ceux des pays développés qui ont réalisé ces objectifs;

- Convaincus que la situation générale des pays en développement exige une augmentation continue du financement du développement;

- Estimant que les grands excédents actuels de la balance des paiements de certains pays développés, d'une part, et la vaste demande potentielle de nombreux pays en développement, d'autre part, offrent de nouvelles possibilités importantes d'investissements, mutuellement avantageuses pour les investisseurs et les bénéficiaires;

- Encouragés par les mesures récentes qui ont eu pour effet l'augmentation des fonds des institutions financières internationales, par les projets de certains pays les plus développés de recycler une partie de leurs excédents vers les pays en développement et par l'intention annoncée par plusieurs pays développés d'accroître leur aide officielle au développement;

1. Ont invité les pays développés:

- A s'employer davantage en faveur de l'augmentation de tous les flux de financement pour le développement des pays en développement, notamment par le biais des prêts et de l'aide officielle;

- A contribuer plus spécialement au renforcement du rôle de la Banque mondiale et des banques régionales de développement dans le financement du développement des pays non-alignés et autres pays en développement ce qui suppose, outre l'accroissement périodique du capital de ces banques, l'adaptation de leurs politiques opérationnelles aux besoins croissants des pays en développement;

- A parvenir, dans les plus brefs délais, à la réalisation des objectifs arrêtés au niveau international, concernant l'aide officielle au développement, à savoir celui de 0,7% du PNB, et de 0,15% du PNB en faveur des pays les moins avancés;

- A parvenir au plus tôt à un accord sur la neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement pour un montant significatif en termes réels, de sorte qu'il devienne opérationnel tout de suite après l'expiration de la huitième reconstitution des ressources, au mois de juin 1990;
- A encourager et à faciliter les investissements directs de leurs entreprises dans les pays en développement intéressés;

2. Ont exprimé la disposition des pays non-alignés intéressés à encourager et à faciliter, par des politiques et des mesures appropriées l'afflux des investissements étrangers, conformément à leurs objectifs et à leurs priorités et à échanger leurs informations et expériences à cette fin.

C. QUESTIONS MONETAIRES

Les chefs d'Etat ou de gouvernement,

- Considérant que le système monétaire international existant, basé sur le rôle dominant des pays les plus développés a besoin d'être réformé puisqu'il n'assure ni des relations économiques internationales stables et prévisibles ni la création ou l'allocation de la liquidité internationale indispensable au commerce international et au développement continu;

- Attirant l'attention sur le caractère intenable de l'asymétrie actuelle du processus d'ajustement, où le gros du fardeau retombe sur les pays en développement;

- Estimant que la tendance actuelle à l'affaiblissement du rôle des droits de tirage spéciaux est contraire à l'objectif de l'instauration d'un système monétaire international plus stable et plus efficace;

- Particulièrement préoccupés par la persistance des taux d'intérêts réels élevés, qui menacent de compromettre les efforts déployés en vue du règlement de la crise de la dette;

1. Ont invité le Fonds Monétaire International:

- A assurer une surveillance multilatérale efficace en particulier de l'évolution de la balance des paiements et de la politique des taux de change des pays les plus développés en tenant compte des objectifs de développement des pays en développement;
- A prendre en compte les besoins de tous les pays en matière de croissance de la production et de l'emploi et leurs possibilités réelles d'adopter et de mettre en oeuvre des programmes d'ajustement répondant aux conditions économiques, sociales et politiques spécifiques de chaque pays en particulier;

- A atténuer considérablement les critères de conditionnalité et à rendre leur application plus flexible;
- A conclure d'urgence la Neuvième révision des quotes-parts et à garantir que celles-ci soient sensiblement accrues et que la participation des pays non alignés et autres pays en développement augmente aussi bien en quotes-parts qu'en nombre de voix;
- A améliorer l'accès à différents mécanismes conformément à l'augmentation de l'ensemble des quotes-parts de la Neuvième révision.

2. Ont invité les pays développés:

- A permettre une participation plus large au processus de coordination des politiques économiques et monétaires, afin de refléter les intérêts et les soucis de la communauté internationale dans son ensemble;
- A encourager la réduction des taux d'intérêts réels à leurs niveaux historiques et à garantir que les taux de change ne subissent pas de fluctuations sévères;
- A octroyer d'urgence de nouveaux droits de tirage spéciaux, en tenant compte des besoins accrus en réserves internationales et en liquidité des pays en développement.
- A réagir positivement aux initiatives des pays non-alignés et des autres pays en développement concernant la réforme du système monétaire international, y compris la proposition du Groupe 24 de constituer un comité ministériel représentatif des pays en développement et des pays développés, afin d'examiner en commun les dispositions à prendre à l'avenir en vue de la réforme du système monétaire international.

LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LES PRODUITS DE BASE

A. Le commerce international

Les Chefs d'Etat ou de gouvernement:

- Ont réitéré leur conviction qu'un système commercial international libre, ouvert et non-discriminatoire était la base de la prospérité économique continue de tous les pays. L'accès plus libre aux marchés des pays développés revêt une importance vitale pour la croissance économique et le développement des pays non-alignés et autres pays en développement;

- Ont accordé une grande importance au maintien d'un système commercial international régularisé, gouverné par la transparence et des pratiques multilatérales non-discriminatoires. Il est nécessaire de faire en sorte que les grandes nations commerciales adhèrent strictement aux règles reconnues du système commercial;

- Ont exprimé leur profonde préoccupation devant le protectionnisme croissant, ainsi que devant la recrudescence de l'unilatéralisme, du bilatéralisme et de la discrimination qui menacent la nature multilatérale du commerce international. Cela va à l'encontre des engagements pris à Punta del Este et à d'autres conférences internationales et est incompatible avec l'objectif poursuivi qui est l'intégration de tous les pays à un système international équitable de relations commerciales, financières et monétaires. Ces tendances provoquent la détérioration de la position des pays en développement et la diminution de leur part au commerce international de 26% au début de cette décennie à moins de 20% en 1988;

- Ont réaffirmé l'importance du succès de la série de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay pour le maintien et le renforcement du système commercial multilatéral. Il est toutefois d'une importance vitale que le système commercial multilatéral réponde pleinement aux besoins spéciaux des pays en développement et mène à l'intégration de leurs économies à l'économie mondiale;

- Ont exprimé leur profonde inquiétude du déséquilibre naissant dans la série de négociations d'Uruguay, à cause de la priorité inadéquate donnée aux domaines intéressant spécialement les pays en développement et des pressions croissantes exercées sur les pays en développement pour qu'ils prennent de nouvelles obligations et ont réitéré que, conformément à l'accord atteint à Punta del Este, les pays développés ne devraient pas demander aux pays en développement de faire des concessions incompatibles avec leurs besoins de développement, financiers et commerciaux;

- Ont mis en exergue l'importance d'une issue équilibrée de la série de négociations d'Uruguay, profitable à tous les participants, et dans ce contexte la nécessité que les intérêts des pays en développement soient reflétés de façon adéquate dans les secteurs d'une importance vitale pour eux, tels les textiles et les vêtements, les produits agricoles, les produits tropicaux et les produits basés sur les ressources naturelles, ainsi que dans le cas des questions de système;

- A cet égard, il importe que l'Accord multifibre soit supprimé graduellement dans un bref délai après son expiration et que l'on gèle toute nouvelle restriction incompatible avec les règlements du GATT. La suppression progressive des restrictions de l'accord multifibre ne devrait pas être liée à la question du renforcement des règlements et disciplines du GATT dans d'autres secteurs et aux contributions faites par tous les pays participants;

- Sur le plan de l'agriculture il importe que des mesures adéquates soient prises pour libéraliser le commerce international dans cette branche en éliminant les restrictions et distortions venant des pays développés. En même temps l'agriculture étant d'une importance cruciale pour les pays en développement dans la plupart desquels la majorité de la population en dépend pour ce qui est de l'emploi et de la subsistance, ceux-ci devraient être suffisamment flexibles pour maintenir leurs programmes de production agricole;

- Conformément à la Déclaration de Punta del Este, le domaine des produits tropicaux devrait être libéralisé au maximum;

- Dans le cas des questions de système, il importe que celles-ci soient abordées de façon adéquate dans le cadre de la série de négociations d'Uruguay: conclusion d'un accord global sur les garanties basées sur le principe de non-discrimination, y compris l'élimination des mesures dites "grises" et maintien des mesures de souplesse disponibles aux pays en développement au sein du GATT, en particulier celles qui se rapportent à leurs balances de paiements;

- Reconnaisant l'implication potentielle des nouveaux domaines de la série de négociations d'Uruguay, en particulier les aspects commerciaux des droits sur la propriété intellectuelle, les mesures d'investissements commerciaux ainsi que le secteur des services, ils ont souligné: qu'il faut prendre pleinement en considération les intérêts et les besoins de développement, technologiques et d'intérêt public des pays en développement; que les pays en développement doivent avoir la liberté de conformer leur système de propriété intellectuelle à leurs propres besoins et conditions, qu'il faut lever les barrières dressées devant le transfert de la technologie vers les pays en développement; qu'il faut éliminer les pratiques d'affaires restrictives et anticoncurrentielles suivies par les corporations multinationales; qu'il faut promouvoir les industries de service qui ont de l'importance pour les pays en développement;

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

1. Ont exhorté les pays développés à honorer les engagements relatifs au statu quo et au démantèlement pris dans la Déclaration sur la série de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay et l'Examen à mi-parcours, à prendre d'autres mesures contre la recrudescence des barrières non-tarifaires, à éliminer progressivement les subventions à l'exportation pour les produits agricoles, à ne pas imposer de nouvelles restrictions dans le commerce international et à faciliter l'accès au marché pour les produits des pays en développement et à ne pas imposer des mesures économiques coercitives pour des raisons politiques. Lors des négociations une attention particulière devra être consacrée à la situation et aux problèmes des pays les moins avancés;

2. Considèrent que nonobstant les différences que présentent leurs priorités nationales respectives, les pays non-alignés et autres pays en développement ont, au fond, un intérêt commun en ce qui concerne la majorité des questions faisant l'objet de la série de négociations d'Uruguay. Aussi, dans la suite des négociations, les pays non-alignés et autres pays en développement devraient-ils coordonner en permanence et au maximum leurs positions concernant toutes les questions clés pour protéger plus efficacement leurs intérêts dans le commerce mondial;

3. Ont appelé tous les pays à:

- s'employer avec détermination en faveur de la sauvegarde, du renforcement et de la mise en oeuvre efficace du traitement spécial, différencié, non-réciproque et non-discriminatoire des pays en développement dans le commerce international, y compris dans les domaines nouveaux;
- améliorer les plans généralisés de préférences des pays développés, notamment en ce qui concerne leur fonctionnement et le nombre de produits concernés, et à les élargir à l'ensemble des pays en développement;
- contribuer à la consolidation des règles existantes et à l'élaboration de règles nouvelles dans le cadre du GATT, dans le but principal de promouvoir le multilatéralisme et le fonctionnement du système commercial mondial;

... avant la fin des négociations du GATT, d'évaluer leurs résultats qui ont trait aux objectifs et aux principes contenus dans la Déclaration de Punta del Este, en tenant compte notamment des intérêts des pays en développement. Lors de cette évaluation il faudra tenir compte aussi de la relation étroite qui existe entre la dette extérieure et le commerce;

- réexaminer, au sein du Conseil du commerce et du développement (CCD) de la CNUCED, l'évolution du commerce mondial et du système commercial international et à faire des propositions destinées à les renforcer et à les améliorer. Dans ce contexte, il est important de suivre de près les développements et les questions de la série de négociations d'Uruguay qui revêtent un intérêt particulier pour les pays en développement;

4. Ont invité les pays non-alignés et autres pays en développement à renforcer leur compréhension mutuelle et leur solidarité dans le processus de la série de négociations d'Uruguay. Dans ce contexte, ils ont pris note avec un intérêt marqué et une haute appréciation de la Déclaration de la Commission du Sud sur les négociations d'Uruguay comme un apport important à leur examen;

5. Ont réaffirmé le rôle important que joue la CNUCED dans le domaine de la coopération économique internationale pour le commerce et le développement, et à cet égard, ils ont souligné le besoin de promouvoir l'esprit et les objectifs de cette organisation. Ils ont demandé l'application immédiate des engagements contenus dans l'acte final de la Septième conférence relatifs aux domaines intimement liés du commerce international, des ressources pour le développement, de la dette extérieure, des produits de base et des problèmes des pays les moins avancés. Dans ce contexte, ils ont fait ressortir le besoin de préparatifs minutieux pour l'aboutissement de la Huitième conférence de la CNUCED.

B. Les produits de base

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

1. Ont souligné l'importance extraordinaire que la production et le commerce international des produits de base revêtent pour l'économie mondiale, et notamment l'influence dominante de ce secteur sur le développement de la majorité des pays en développement. Ils ont rappelé de nouveau que suite à la baisse drastique des prix, les pays en développement exportateurs de produits de base connaissent depuis dix ans un important déclin de leurs recettes d'exportation ce qui détériore leur situation économique, provoque la stagnation de leur développement, alourdit le fardeau de la dette et dégrade le niveau de vie de leur population;

2. Jugent nécessaire de déployer des efforts additionnels, dans l'intérêt conjoint des producteurs et des consommateurs, dans le cadre de la CNUCED en faveur de la stabilisation des prix des produits de base à un niveau suffisamment rémunérateur, qui assurerait aux exportateurs des revenus sûrs et prévisibles, tout en étant équitable pour les consommateurs;

3. Ont mis en avant la nécessité de poursuivre les efforts déployés au sein de la CNUCED pour parvenir dans les plus brefs délais à des accords concrets et engageants sur la réalisation de tous les éléments essentiels du Programme intégré pour les produits de base: stabilisation du marché et des prix, amélioration des accords existants et conclusion de nouveaux accords internationaux sur les produits de base, renforcement des facilités existantes et établissement d'une nouvelle facilité couvrant l'ensemble des produits de base en vue de la compensation des pertes de recettes d'exportation des pays en développement exportateurs de produits de base;

4. Ont souligné la nécessité pour la communauté internationale d'aider les pays en développement dans leurs efforts visant à améliorer la transformation, la vente, la distribution et le transport des produits de base afin de poursuivre le processus de diversification et de restructuration de leurs économies respectives, compte tenu des derniers acquis scientifiques et technologiques. Cependant, ils ont précisé que ces efforts ne sauraient porter des fruits que si les pays développés améliorent l'accès à leurs marchés pour ces produits et abolissent les subventions favorisant la production et l'exportation des produits de substitution et synthétiques qui sapent la position des produits de base sur le marché international;

5. Se sont félicités de l'entrée en vigueur, le 19 juin 1989, du Fonds commun pour les produits de base et du fait que sa mise en oeuvre conformément aux dispositions de l'Accord imprimera une forte impulsion à la recherche d'une solution durable aux problèmes des produits de base des pays en développement;

6. Ont invité tous les pays ayant ratifié l'Accord à procéder à sa mise en oeuvre immédiate et appelé tous les pays, notamment les grands exportateurs et consommateurs de produits de base qui ne l'ont pas encore fait, à adhérer sans délai au Fonds commun et à contribuer de façon constructive à l'établissement de conditions stables sur le marché mondial des produits de base, qui profiteraient aussi bien aux producteurs qu'aux consommateurs.

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

- Ont souligné que la science et la technologie étaient devenues les facteurs les plus dynamiques du développement et des changements, ce qui ouvrait des perspectives d'accélérer le développement des pays en développement. Les progrès technologiques extraordinaires ont créé de nouvelles possibilités de développement. Les acquis scientifiques et technologiques et leur application toujours plus réussie dans presque tous les domaines de l'activité humaine ont ouvert la voie à des procès de production nouveaux.

- Ont exprimé leur profonde inquiétude du fait que la diffusion des progrès scientifiques et technologiques, notamment vers le monde en développement, n'était pas à la hauteur de leur importance universelle. Au lieu de contribuer à la réduction du fossé séparant les pays développés des pays en développement, la science contemporaine et son application rapide dans la production et dans d'autres processus sociaux l'ont creusé. Cette tendance a déjà rejeté un grand nombre de pays en développement en marge du progrès économique et social, et si elle se perpétue, elle aggravera cette situation.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné:

1. Qu'en dépit des efforts intensifs consentis par les pays non alignés et autres pays en développement dans le cadre des Nations Unies et d'autres instances internationales, aucun progrès important n'avait été réalisé dans la création de conditions qui permettent un développement plus rapide de la science et de la technologie dans les pays en développement, pas plus qu'un transfert accéléré des acquis scientifiques et technologiques vers les pays en développement;

2. Que, malgré les efforts déployés, la mise en oeuvre du Programme d'action adopté par la Conférence des Nations Unies sur la science et la technologie, organisée à Montréal, Canada, en 1979 à Vienne, n'avait pas donné les résultats escomptés;

3. Qu'en dépit d'une réduction de l'écart entre les pays développés et les pays en développement dans le renforcement de leurs activités scientifiques et technologiques, et de leurs actions au sein des Nations Unies, le Code international de conduite pour le transfert de la technologie n'avait pas été conclu;

4. Que la coopération globale, régionale et sous-régionale s'avérerait importante pour assurer un transfert plus global et plus rapide de la science et des technologies des pays développés vers les pays en développement, y compris des technologies de pointe.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont conclu:

5. Qu'il fallait apporter un large appui international aux efforts déployés par les pays en développement en vue d'accélérer le développement de la science et de la technologie, de leur assurer un accès plus global et plus rapide aux progrès scientifiques et technologiques des pays développés, et de maîtriser les technologies nouvelles et notamment les technologies de pointe;

6. Qu'il convenait de soutenir la création, dans les pays en développement, d'un Réseau d'instituts de recherche et de formation d'un niveau mondial consacrés au développement et à l'application de techniques de pointe, raison pour laquelle ils ont lancé un appel à la communauté internationale, notamment aux pays développés et aux institutions multilatérales de financement et de développement, en particulier à la Banque mondiale, pour qu'elle soutienne ce Réseau dans le cadre de la coopération internationale;

7. Qu'il fallait encourager le développement des capacités scientifiques et technologiques nationales dans les pays en développement, y compris le développement des infrastructures scientifiques et technologiques. A cet égard, il est nécessaire d'accorder l'attention requise au grave problème de la fuite des cerveaux dans les pays en développement;

8. Qu'il fallait encourager une coopération internationale plus étendue en matière de science et de technologie, et notamment adopter sans retard le Code international de conduite pour le transfert de technologie;

9. Que les organisations et institutions compétentes du système des Nations Unies devaient développer et mettre en oeuvre des programmes de formation pour les experts des pays en développement et d'autres programmes appropriés de mise en valeur des ressources humaines dans le domaine de la science et de la technologie;

10. Qu'il y avait lieu d'engager, dans le contexte du dixième anniversaire du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique, un large débat sur le transfert accéléré de la science et de la technologie vers les pays en développement, notamment dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de l'agriculture, des industries, des transports et des communications, ainsi que dans le domaine de la protection ("environnement");

11. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont invité tous les pays, et surtout les pays développés, ainsi que les institutions internationales de développement, à envisager sérieusement la création du Système des Nations Unies pour le financement de la science et de la technologie au service du développement, conformément au Programme d'action de Vienne, afin qu'il puisse financer la promotion du développement scientifique et technologique dans les pays en développement.

L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Les Chefs d'Etat ou de gouvernement

- Ont réaffirmé que le droit à la nourriture est l'un des droits fondamentaux et universels de l'homme et ont rejeté le recours à l'arme alimentaire comme moyen de pression politique ou économique;

- Ont exprimé leur profonde inquiétude en raison du paradoxe persistant de notre époque - celui de la faim au milieu de l'abondance - et en raison de la tendance visant à diminuer la production dans certaines parties du monde, réduire les stocks et maintenir les prix élevés. Ils ont souligné le besoin d'inverser ces courants inadmissibles et de palier aux influences négatives de facteurs économiques extérieurs qui entravent le développement des secteurs alimentaires et agricoles des pays en développement et aggravent la pauvreté, la famine et la malnutrition;

- Ont examiné la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde, et notamment dans les pays en développement, et ont constaté avec une profonde inquiétude que la faim et la sous-alimentation ne cessent de s'étendre depuis la Conférence mondiale sur l'alimentation en 1974 et que le nombre de personnes souffrant de la faim et de la sous-alimentation s'est accru au cours des années 80, notamment dans les pays les moins avancés. Ils ont également constaté qu'au cours des deux dernières années, la production de céréales a baissé au niveau global, ce qui a provoqué un abaissement des stocks jusqu'à un niveau inférieur à celui qui garantit la sécurité alimentaire mondiale et une hausse sensible des prix. Le volume de l'aide alimentaire a baissé même pour les pays menacés par la famine, ce qui accroît le danger d'une nouvelle crise alimentaire dans le monde qui risque de frapper gravement les pays en développement déficitaires en nourriture et notamment les couches les moins nanties de la population;

- Ont réitéré le besoin impérieux de maintenir les questions de l'alimentation et de l'agriculture au centre de l'attention mondiale.

Les Chefs d'Etat ou de gouvernement

1. Ont invité la communauté internationale et plus spécialement l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture à veiller de près à l'évolution de la situation alimentaire dans le monde et notamment dans les pays en développement déficitaires en produits alimentaires, et en cas de nouvelle aggravation de cette situation, à placer le problème alimentaire au centre de l'attention de la prochaine XXVe Conférence de la FAO;

2. Ont exprimé le point de vue que les pays non-alignés et les autres pays en développement devraient continuer, dans leurs plans de développement, à accorder la priorité à l'accroissement de leur propre production de nourriture et à la réalisation d'un degré aussi élevé que possible d'autosuffisance alimentaire en tant que voie la plus efficace du règlement durable du problème alimentaire des pays en développement, notamment de ceux d'entre eux qui, déficitaires en produits alimentaires, bénéficient de potentiels naturels adéquats;

3. Ont invité les pays développés et les institutions internationales compétentes, et en premier lieu la FAO, le Fonds international pour le développement de l'agriculture, le Programme alimentaire mondial, le Conseil mondial de l'alimentation, la Banque mondiale et les banques régionales de développement et le PNUD, à aider les pays en développement dans leurs efforts pour régler durablement leurs problèmes alimentaires en leur accordant une assistance financière, la fourniture des équipements et des facteurs de production à des conditions favorables;

4. Se sont félicités des conclusions et des recommandations du Conseil mondial de l'alimentation contenues dans l'Initiative de Chypre contre la famine dans le monde, ainsi que de la Déclaration du Caire et de son Programme d'action de coopération, et ont invité tous les gouvernements et organisations internationales à les mettre 5. Ont salué la conclusion des négociations sur la Troisième reconstitution des ressources du Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA) et invité tous les donateurs à s'employer pour que le montant final de cette reconstitution soit le plus élevé possible. Ils ont aussi fait ressortir que le rôle du FIDA était une source très importante pour le développement de l'agriculture dans les pays en développement, ainsi que son système équitable de prise de décision. Ils ont invité par conséquent les pays non alignés et autres pays en développement à donner la priorité au FIDA dans leurs contributions;

6. Ont demandé à tous les pays donateurs d'assurer que l'aide alimentaire ne diminue pas par rapport au volume atteint en 1987/88 et d'accroître la part de l'aide canalisée par le Programme alimentaire mondial (PAM) pour permettre au Programme de poursuivre son activité de soutien au développement et pour satisfaire les besoins alimentaires urgents;

7. Ont souligné le rôle technique et de coordination irremplaçable de la FAO sur le plan du développement de l'alimentation et de l'agriculture, surtout dans les pays en développement, et ont appuyé la promotion du Système global d'information et d'avertissement en temps utile, ainsi que les actions visant la lutte contre la désertification, la déforestation, l'érosion des sols, les criquets pèlerins, et contre d'autres formes de fléaux naturels, tels que les inondations et les sécheresses, de même que les activités visant à promouvoir la sécurité alimentaire. Ils ont exprimé leur profond regret du fait des contraintes financières de cette organisation et ont appelé tous les pays membres, notamment les principaux donateurs, à remplir leurs obligations financières envers la FAO et à fournir des ressources supplémentaires pour ces actions concrètes.

LES PAYS LES MOINS AVANCES

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

- Ont exprimé leur grande préoccupation devant la grave détérioration de la situation économique et sociale dans les pays les moins avancés. De profonds handicaps structurels ont réduit leur capacité de surmonter les retombées négatives de facteurs externes. Leurs recettes d'exportation et leurs investissements ont été considérablement réduits, en raison, d'une part, de la chute drastique des prix de produits de base qu'ils exportent, et, de l'autre, de l'accumulation des obligations du service de la dette et de la diminution des flux de capitaux pour le développement. Cela a conduit à l'arrêt complet du développement dans la plupart des pays les moins avancés, les rejetant en marge de l'économie mondiale et des relations économiques internationales;

- Ont remarqué avec inquiétude qu'en raison de leur situation extrêmement difficile et, notamment, d'une conjoncture internationale hostile au cours de la décennie écoulée, le taux de croissance économique de la majorité de ces pays a été négatif, surtout en Afrique où le PNB par habitant est tombé de 237 à 220 dollars. Dans le même temps, la totalité de l'aide internationale annuelle au développement, à la fois bilatérale et multilatérale, a été à peine de l'ordre de 25 dollars par habitant;

- Ont regretté que le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés (NPSA), adopté à l'unanimité par la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue à Paris en 1981, et les engagements pris à cet égard en vue de mesures d'aide internationale, soient restés lettre morte, ce qui a causé des problèmes socio-économiques considérables;

- Ont rendu hommage aux nombreux pays développés et aux nombreuses organisations internationales pour leurs contributions importantes visant à alléger la situation exceptionnellement grave dans les pays subsahariens, et ont souligné que cette action devrait être poursuivie et élargie.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

1. Sont convenus de consentir le plus d'efforts et d'exercer leur influence sur tous les autres membres de la communauté internationale afin que la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui doit se tenir en 1990 à Paris, applique dûment la résolution de

l'Assemblée générale des Nations Unies dans laquelle celle-ci décide d' "envisager, formuler et adopter des politiques et mesures nationales et internationales appropriées en vue d'accélérer durant les années 1990 le processus de développement dans les pays les moins avancés".

2. Ont proposé que la Conférence de Paris adopte des décisions susceptibles de renforcer l'engagement pris par la communauté internationale de favoriser la relance de la croissance et du développement dans les pays les moins avancés, en leur fournissant; entre autres, les secours indispensables en cas de besoins imprévus dus à la pénurie alimentaire; que les pays développés annulent la dette publique des pays les moins avancés sans discrimination; que la dette privée soit rééchelonnée à long terme à des conditions favorables; que l'aide au développement, et notamment l'Aide publique au développement, soit accrue; que les pays les moins avancés reçoivent une plus grande part du financement multilatéral, qu'on leur garantisse des conditions spéciales d'exportation de leurs produits de base et des programmes d'ajustement structurel conformément à leurs possibilités réelles et aux exigences de leur développement socio-économique.

LA COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

Ont réitéré que la coopération économique mutuelle représente un engagement durable des pays non alignés et autres pays en développement et constitue l'élément clé de la stratégie de l'autonomie collective. Elle n'est ni un substitut, ni une solution de rechange à la coopération entre les pays en développement et les pays développés. Elle est une partie indispensable et intégrante des efforts déployés par les pays en développement en vue de restructurer les relations économiques internationales et d'instaurer le Nouvel ordre économique international. Dans ce contexte, ils ont souligné qu'en dépit de nombreuses difficultés et de la situation économique généralement détériorée des pays en développement, les efforts communs déployés depuis le Huitième sommet ont permis de continuer de mettre au point et de concrétiser des programmes de coopération économique mutuelle, la Conférence ministérielle extraordinaire des pays non alignés sur la coopération Sud-Sud tenue en 1987 à Pyongyang ayant apporté une contribution spéciale dans ce sens.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

1. Ont approuvé le Plan d'action de la Conférence ministérielle extraordinaire des pays non alignés et ont vivement recommandé à ces derniers de déployer tous les efforts possibles afin de réaliser les recommandations formulées dans le Programme;

2. Ont approuvé le document final de la Sixième réunion des pays coordonnateurs du Programme d'action pour la coopération économique entre les pays non alignés, tenue à Harare du 10 au 12 mai 1989, et ont demandé que toutes les recommandations qui y sont formulés soient mises en oeuvre d'une manière efficace et complète;

3. Ont réaffirmé leur détermination de renforcer la coopération entre les pays non alignés et autres pays en développement sur la base du Programme d'action pour la coopération économique entre pays non alignés (PACE) et du Programme d'action de Caracas (PAC) du Groupe 77;

4. Ont souligné la nécessité de se livrer à une évaluation critique permanente de la coopération économique mutuelle et de ses mécanismes de fonctionnement, et de veiller à la réalisation plus rapide de la décision du Huitième sommet sur la rationalisation du PACE et sur son harmonisation avec le PAC du Groupe 77. Il faudrait poursuivre, partout où cela est possible, les processus d'harmonisation, de consolidation et d'intégration des secteurs respectifs du Programme d'action pour la coopération

économique entre les pays non alignés et du Programme d'action de Caracas du Groupe 77, afin d'éviter un doublonnage inutile des activités et d'assurer la complémentarité des efforts de coopération. Une attention particulière devrait être consacrée à la promotion de la coopération dans les domaines du commerce, de la science et de la technologie ainsi qu'à la coopération technique entre pays en développement (CTPD) qui devrait se poursuivre activement en coopération et coordination étroite avec les mécanismes du Groupe 77. Dans ce contexte, les présidents du Bureau de coordination du Mouvement des non alignés et du Groupe 77 à New York devraient poursuivre leurs consultations et se mettre d'accord au sujet des programmes et des mesures assurant la réalisation la plus efficace des tâches susmentionnées. Le rapport sur de tels programmes et mesures doit être présenté à la Réunion ministérielle annuelle des pays non alignés, à New York en 1990;

5. Ont recommandé que, dans les domaines du PACE qui ne sont pas couverts par le PAC, les pays coordonnateurs continuent leurs activités visant à renforcer la coopération dans ces domaines et à faciliter la coordination des positions des pays non alignés au sein des organismes compétents des Nations Unies et des autres organisations internationales;

6. Ont souligné notamment que la coopération économique entre les pays non alignés et autres pays en développement doit se baser sur des critères économiques et sociaux valables, car c'est le seul moyen d'assurer au maximum un processus autofinancé se développant de manière automatique et autonome;

7. Ont estimé que les projets de coopération économique entre les pays en développement devraient être formulés en tenant pleinement compte des besoins et des priorités nationaux, par le biais de consultations à divers niveaux, depuis celui d'experts jusqu'au plus haut niveau;

8. Ont constaté que les projets de coopération entre les pays non alignés et autres pays en développement peuvent être lancés et mis en oeuvre par les partenaires intéressés, tout en restant ouverts aux autres participants de ces pays;

9. Ont fait ressortir la nécessité pour les gouvernements des pays non alignés et autres pays en développement de déployer des efforts en vue de la création, dans leurs cadres nationaux, et en accord avec leurs priorités et leurs objectifs de développement, des conditions juridiques, fiscales, financières, monétaires, commerciales et autres de même que des mécanismes institutionnels appropriés, qui encourageraient et stimuleraient les protagonistes de l'activité économique, aussi bien dans le secteur public que privé : sociétés, groupements d'entreprises, banques et autres, à coopérer directement. Ils ont également reconnu que les activités du secteur privé et celles du secteur public en vue de la coopération économique entre pays en développement ne s'excluaient pas mais devaient se compléter;

10. Ont indiqué la nécessité d'entreprendre des actions en vue de terminer la mise au point du Mécanisme de réalisation des projets de coopération technique et économique entre pays en développement;

11. Ont invité les pays en développement ayant ratifié l'Accord sur le Système global de préférences commerciales entre pays en développement à le mettre en oeuvre de façon conséquente, et les autres pays signataires de l'Accord à le ratifier dans les plus brefs délais; ils ont exprimé leur désir de voir le Comité des participants du SGPC lancer sans tarder la deuxième série de négociations avec la participation d'un plus grand nombre de pays en développement et de voir ces négociations viser davantage de produits, de types et de qualités de concessions, et inclure les autres approches et modalités prévues par l'Accord, ainsi que les possibilités d'un appui financier à la promotion du commerce dans le cadre du Système global de préférences commerciales;

12. Ont reconnu le rôle catalyseur de la CTPD dans la promotion de la CEPD, compte tenu du fait que la mise en oeuvre des programmes de la CTPD couvre un large éventail d'activités dans tous les secteurs, et particulièrement dans celui de la mise en valeur des ressources humaines. La CTPD est également un instrument important dans le transfert de la science et de la technologie déjà disponible, ainsi que dans le développement de la science et de la technologie autochtone;

13. Ont souligné l'importance d'une participation accrue de la femme dans le développement des pays non alignés et autres pays en développement, à la fois en tant qu'agents actifs et bénéficiaires du développement, et ont invité à redoubler d'efforts en vue du lancement du programme de coopération sur la femme dans le développement avec le soutien de la communauté internationale, dont les organisations internationales et celles des Nations Unies, en particulier le Centre international des entreprises publiques des pays en développement (CIEP) et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme. Aussi ont-ils appelé tous les pays non alignés et autres pays en développement à participer à la Conférence ministérielle des pays non alignés sur le rôle de la femme dans le développement, qui aura lieu à La Havane (Cuba), du 29 janvier au 1er février 1990;

14. Ont rappelé que l'Année internationale du logement des sans-abri de 1987 a contribué à sensibiliser les Etats au problème des sans-abri et aux possibilités qui s'offrent pour affronter avec succès ce problème, et ont invité tous les gouvernements à s'engager en faveur des objectifs de la stratégie globale du logement d'ici l'an 2000 en adoptant et en mettant en oeuvre des stratégies de logement nationales orientées vers l'action conformément aux lignes directrices contenues dans la Résolution 43/181 de l'Assemblée générale des Nations Unies;

15. Se sont félicités du travail utile déjà entrepris par la Commission Sud et ont pris note avec satisfaction du rapport d'activités présenté par son président Julius Nyerere au Neuvième sommet;

16. Ont constaté avec satisfaction le fait que le Centre pour la science et la technologie des pays non alignés et autres pays en développement a commencé à fonctionner, et ont invité ces derniers à envisager de participer sans retard à ses activités et à contribuer à en faire un instrument de coopération technique et scientifique entre eux;

17. Ont appelé les pays non alignés et autres pays en développement à accélérer la conclusion du projet des Statuts du Centre pour l'irrigation et le drainage des pays non alignés et autres pays en développement;

18. Ont invité tous les pays non alignés et autres pays en développement qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au Centre international des entreprises publiques (CIEP) et à l'Association des organismes de commerce d'Etat (ASTRO), pour pouvoir bénéficier de leurs services d'experts et autres services;

19. Ont entériné les Statuts de la Galerie d'art des pays alignés "Josip Broz Tito" à Titograd, en tant qu'institution conjointe des pays non alignés, ces Statuts ayant été adoptés par le Bureau de coordination à sa réunion du 25 août 1989 à New York;

20. Ont réaffirmé la validité des décisions et recommandations adoptées par différentes réunions des pays non alignés sur la création du Fonds de stabilisation, du Fonds monétaire et du Fonds de développement des pays non alignés et autres pays en développement, ont invité instamment les pays membres et en particulier le Bureau de coordination à New York à les mettre en oeuvre dans les meilleurs délais et ont recommandé de conclure au plus tôt, et pas plus tard qu'en octobre 1990, les études recommandées par la Réunion du groupe d'experts tenue à Antananarivo en mars 1986.

21. Se sont félicités de l'offre de la Tunisie d'abriter la Quatrième conférence des ministres du travail des pays non-alignés et autres pays en développement, à une date qui sera convenue par les pays concernés, et ont prié l'Organisation internationale du travail d'offrir sa coopération à la tenue de cette conférence.

L'ENVIRONNEMENT

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

- Ont manifesté leur grave préoccupation devant la dégradation continue de la qualité de l'environnement. Si, faute de contrôle, ces tendances se poursuivaient, elles risqueraient de perturber l'équilibre écologique du monde et de compromettre sérieusement les capacités de maintenir la vie. Le monde pourrait se trouver confronté dans quelques dizaines d'années à une catastrophe écologique;

- Ont constaté que les aspects physiques et sociaux de la dégradation de l'environnement étaient toujours plus prononcés dans les pays en développement; ils ont confirmé que ces tendances résultaient du fossé croissant entre le développement du Nord et du Sud, et que la pauvreté et la dégradation de l'environnement étaient intimement liées. La protection de l'environnement dans les pays en développement doit être considérée comme partie intégrante du développement et ne saurait être considérée séparément de lui;

- Ont souligné que la communauté mondiale devait étudier le plus sérieusement la dégradation des systèmes d'ensemble de maintien de la vie, en premier lieu le processus de pollution des eaux et de l'air, l'amincissement de la couche d'ozone, la dégradation des sols, la désertification et la déforestation. Les contraintes exercées sur ces systèmes d'ensemble par les modèles dominants de production et de consommation, notamment dans les pays développés, rendent insoutenables les tendances mondiales actuelles. Faute de mesures concertées susceptibles de mettre fin à ces processus, le monde devra faire face, d'ici à quelques dizaines d'années, à des conséquences imprévisibles. A cet égard, ils ont pris note avec préoccupation de la tendance croissante de certains pays développés à imposer des diktats aux autres et à leur faire subir des mesures de plus en plus draconiennes en matière de questions environnementales;

- Ont constaté que la coopération internationale en matière de protection de l'environnement demandait une approche multilatérale globale qui permette de tenir compte de tous les aspects de cette protection, tout en préservant les priorités de développement des pays en développement et en respectant le principe de la proportionnalité dans les contributions et les responsabilités, dans le respect rigoureux du droit souverain de chaque pays à ses ressources naturelles;

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

1. Ont exprimé la volonté des pays non alignés d'intensifier et de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'environnement en vue d'empêcher l'effondrement de l'équilibre écologique mondial;

2. Ont souligné qu'il fallait, pour promouvoir une coopération internationale efficace en matière de protection de l'environnement, parvenir à un accord sur le concept de développement soutenu; ce concept devrait englober obligatoirement la satisfaction des besoins fondamentaux de tous les peuples sur notre planète, une croissance économique stable, notamment un développement plus rapide des pays en développement, et aussi l'amélioration de la qualité de la vie;

3. Ont demandé instamment l'adoption de stratégies de développement écologiquement rationnelles et ont souligné que la définition de ces stratégies, y compris l'exploitation de ses ressources naturelles, relevait de la souveraineté de chaque pays;

4. Ont fait valoir que les pays développés, qui sont les premiers responsables des nuisances environnementales, devaient être aussi les premiers responsables de la protection de l'environnement mondial, ce qui inclut l'octroi de ressources supplémentaires aux pays en développement;

5. Ont fait ressortir que les mesures internationales de contrôle de l'utilisation des substances écologiquement nocives devraient viser à redresser l'asymétrie existante dans les niveaux de consommation et de production mondiales. Les régimes de réglementation visant à soumettre la production et la consommation de certaines substances à un contrôle international doivent s'accompagner de mesures de soutien destinées à faciliter l'adaptation des pays en développement aux nouvelles normes. Ces mesures doivent comprendre en particulier un surplus de ressources financières nettes et un accès à des techniques de substitution non polluantes, ou un transfert de celles-ci. A cet égard, ils ont recommandé d'envisager sérieusement la création d'un Fonds spécial international chargé de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'environnement, de financer des recherches et le développement de technologies de substitution et de les rendre facilement accessibles aux pays en développement;

6. Ont demandé l'adoption de mesures internationales efficaces, y compris de conventions et d'autres instruments juridiques appropriés, afin d'interdire le déchargement de déchets toxiques et d'autres déchets dangereux sur le territoire d'autres pays. Ils se sont engagés à tirer le maximum de profit de la Vigilance des décharges d'ores et déjà créée par le Mouvement afin de faciliter largement la distribution d'informations sur les activités des commerçants de déchets toxiques et autres produits dangereux, ainsi que sur les routes clandestines qu'ils utilisent. Ils ont aussi proposé que les pays

développés adoptent entre temps des mesures administratives et légales rigoureuses qui interdiraient l'exportation de déchets toxiques et autres déchets nocifs vers d'autres territoires, notamment ceux des pays en développement;

7. Ont noté avec une profonde inquiétude que les changements du climat mondial menaçaient les générations présentes et futures, ce qui aura de graves retombées sociales et économiques, et ont souligné qu'il était impératif de prendre à temps des mesures pour faire face aux changements climatiques et à leurs conséquences dans un cadre d'ensemble, conformément à la Résolution 43/53 de l'Assemblée générale des Nations Unies. A cet égard, ils ont demandé que soit mise au point et adoptée d'urgence une convention internationale sur la protection et la conservation du climat mondial;

8. Ont invité tous les pays à s'abstenir d'activités susceptibles de menacer la qualité de l'environnement marin et l'équilibre écologique des mers. Dans ce contexte, ils se sont félicités des mesures prises sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et ont appelé tous les pays bénéficiant d'une expérience appropriée à aider le PNUE, les institutions régionales de l'environnement et les pays individuels dans leurs efforts pour protéger la mer et les voies maritimes mondiales;

9. Ont exhorté tous les pays, les organismes et les institutions pertinentes de l'ONU, ainsi que les organisations non gouvernementales à continuer d'apporter et d'accroître leur aide aux pays menacés par la désertification, la déforestation et l'érosion du sol, notamment en Afrique, dans leur lutte contre ces phénomènes et leurs conséquences néfastes;

10. Ont appelé les pays développés et les organisations internationales pertinentes à établir de nouveaux mécanismes et fonds et à renforcer ceux qui existent déjà afin d'encourager le transfert vers les pays en développement de technologies "non polluantes" et de technologies de protection et d'assainissement de l'environnement, ainsi que d'octroyer des ressources supplémentaires pour la coopération environnementale dans des termes assortis de conditions de faveur;

11. Ont favorablement accueilli la proposition de convoquer en 1992 la Deuxième conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui fournirait une excellente occasion d'aborder de concert les problèmes de l'environnement et du développement, et ont soutenu la proposition du Brésil de l'organiser. Ils ont aussi souligné l'importance pour les pays non alignés et autres pays en développement de concerter leurs positions avant la Conférence. A cet égard, ils ont recommandé qu'une réunion ministérielle spéciale des pays non alignés et autres pays en développement soit convoquée à temps, avant la Conférence.

SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

- Ont exprimé leur profonde inquiétude devant la détérioration constante de la situation économique et sociale dans la plupart des pays d'Afrique, ce qui a amoindri leur capacité de satisfaire aux besoins élémentaires de leurs peuples. En tant que région, l'Afrique est exposée le plus aux fléaux naturels, ainsi qu'à la mauvaise conjoncture économique internationale qui continue à nuire aux économies de ces pays et tout particulièrement à celles des pays au sud du Sahara.

- Ont noté qu'en tant que région dépendant dans la plus grande mesure des exportations des matières premières, l'Afrique a subi d'énormes pertes aussi bien en raison d'une demande réduite qu'en raison d'une baisse drastique des prix. Dans la période de 1980 à 1986, les prix des produits non-pétroliers ont enregistré une baisse réelle de 30% , d'encore 10% au cours de 1987 et ils continuent toujours à baisser. La dette extérieure de l'Afrique a augmenté de plus de 70%, passant de 128,7 milliards de dollars, en 1982, à 219,6 milliards de dollars à la fin de 1987 et se chiffre actuellement à plus de 230 milliards de dollars. Le rapport du service de la dette aux exportations a dépassé le niveau critique de 25% et dans le cas de certains pays africains est de plus de 100%. Le très lourd fardeau du remboursement des dettes, ainsi que les grandes pertes enregistrées dans les recettes provenant des exportations et les prix élevés des produits d'importation, ont eu pour résultat un écoulement net sans précédent des ressources des pays d'Afrique. Les mauvaises conditions de commerce, doublées d'un flux inadéquat des ressources financières, ont réduit la capacité des pays d'Afrique de maintenir la croissance réelle et le développement. Les profondes réformes structurelles que les pays d'Afrique ont entreprises dans leurs économies n'ont pas bénéficié d'un appui approprié de la communauté internationale.

- Ont attiré l'attention de la communauté internationale sur le Cadre de substitution africain aux programmes d'ajustement structurel, tel qu'il a été élaboré par la Commission économique pour l'Afrique et adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement africains à leur Réunion au sommet de juillet 1989, visant à l'ajustement et à la transformation structurels de l'Afrique.

- Ont attiré l'attention sur le fait que trois ans après son adoption par l'Assemblée générale, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, la communauté internationale ne lui a toujours pas fourni le soutien approprié, et ce malgré les réformes importantes et énergiques entreprises par les pays d'Afrique, qui se sont révélées très coûteuses aux plans social et politique.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

1. Ont appelé les pays développés et les institutions multilatérales de financement et de développement non seulement à augmenter le flux de ressources vers l'Afrique en termes réels, mais aussi à en améliorer les conditions d'octroi;

2. Ont invité la communauté internationale à accélérer l'application effective du Programme d'action pour le redressement économique et le développement de l'Afrique en adoptant des politiques qui permettent d'accélérer la croissance et le développement des pays africains;

3. Ont recommandé que le cadre de substitution africain aux programmes d'ajustement structurel constitue la plateforme d'un dialogue constructif entre les pays africains et leurs partenaires dans la mise en oeuvre et le financement des programmes nationaux de développement;

4. Se sont félicités des importants progrès enregistrés par la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) dans la mise en oeuvre des programmes d'autonomie collective et dans la réduction de la dépendance des économies des pays membres. Ils ont invité tous les pays non alignés à soutenir davantage les programmes et les projets du SADCC;

5. Ont pris note avec satisfaction des résultats obtenus par le Fonds AFRICA et ont invités tous les pays non alignés et autres pays à y contribuer pour accélérer la mise en oeuvre des programmes qu'il finance;

6. Ont félicité tous les groupements et organisations économiques africains régionaux et sous-régionaux pour les efforts significatifs qu'ils ont déployé afin de promouvoir l'autosuffisance collective des pays africains.

CONDITIONS DE VIE DU PEUPLE PALESTINIEN

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

- Ont exprimé leur profonde inquiétude devant la détérioration rapide des conditions de vie du peuple palestinien en Palestine occupée à la suite de la politique et des mesures prises par les autorités d'occupation israélienne.
- Ont exprimé leur grande admiration et leur soutien à l'Intifadha héroïque du peuple palestinien contre l'occupation israélienne y compris sa politique économique et sociale.
- Ont souligné la nécessité impérieuse de venir en aide au peuple palestinien.
- Ont pris note du souhait de l'Etat de Palestine d'adhérer aux institutions spécialisées des Nations Unies et d'assumer les obligations qui en découlent.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

1. Ont condamné Israël avec véhémence pour ses crimes odieux contre le peuple palestinien, et en particulier le massacre des civils sans défense, les bombardements des camps de réfugiés palestiniens, les exécutions, les assassinats, la déportation, le bris des os, les détentions, les tortures, la démolition de maisons, la destruction des cultures et des moissons par le feu et l'imposition de sièges militaires et économiques, et ont demandé leur cessation immédiate.
2. Ont réaffirmé que la suppression de l'occupation israélienne constitue une condition préalable pour le développement de l'économie nationale palestinienne.
3. Ont souligné qu'ils continueraient à apporter leur aide matérielle et morale au peuple palestinien en vue de lui permettre d'exercer ses droits nationaux inaliénables, y compris son droit à la souveraineté sur les ressources naturelles et autres dans l'Etat de Palestine.
4. Ont convié tous les Etats et donateurs qui ont aidé le peuple palestinien, à continuer de le faire et même à accroître leur assistance, et à la faire parvenir au peuple palestinien par le truchement de son unique représentant légitime, l'Organisation de libération de la Palestine, et le cas échéant, des organismes compétents des Nations Unies, en étroite coopération et coordination avec l'Organisation de libération de la Palestine.
5. Ont décidé d'appuyer l'Etat de Palestine dans ses efforts pour devenir membre des institutions spécialisées des Nations Unies.

LES CONDITIONS DE VIE DES CITOYENS ARABES SYRIENS SUR LE GOLAN ARABE SYRIEN OCCUPE

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

- ont exprimé leur profonde inquiétude devant la rapide détérioration des conditions de vie des citoyens arabes syriens sur le Golan arabe syrien occupé en raison des pratiques des autorités israéliennes d'occupation, particulièrement les dernières restrictions imposées aux producteurs agricoles arabes syriens. Ils les ont empêchés d'exporter leurs produits; rejeté leur proposition que leurs produits soient commercialisés dans leur patrie, la Syrie; leur ont interdit de construire des barrages ou d'utiliser d'autres ressources en eau pour l'irrigation de leurs terres; et ont continué à établir des colonies de peuplement et à confisquer leurs terres agricoles, etc. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réitéré que seule la cessation de l'occupation israélienne pourrait assurer des conditions de vie décentes aux citoyens et une prompte reprise du développement socio-économique de leur pays.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

- Ont appelé tous les Etats, institutions et organisations internationales à exercer le maximum possible de pression sur Israël et à entreprendre une action décisive pour contraindre les forces d'occupation israéliennes à mettre un terme au boycott de la production agricole et à annuler les restrictions qu'elles ont imposées à leur commercialisation. Ils les ont aussi appelés à forcer les autorités d'occupation israéliennes à respecter les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies et à s'acquitter de leurs engagements conformément à la Quatrième convention de Genève du 12 août 1949 sur la protection des civils en temps de guerre.

LE ROLE DE LA FEMME DANS LE DEVELOPPEMENT

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

Soulignant que la femme devrait participer pleinement au développement dans tous les domaines ainsi qu'à tous les efforts visant à instaurer le nouvel ordre économique international,

1. Ont demandé la mise en oeuvre rapide des recommandations des précédentes conférences des pays non alignés et de la Conférence de Nairobi en 1985, visant à promouvoir le rôle de la femme dans le processus de développement comme bénéficiaire et agent actif;

2. Ont appelé à redoubler d'efforts pour éliminer l'apartheid, l'intervention étrangère, l'occupation et autres situations conflictuelles dont les femmes et les enfants sont les premières victimes.

INDUSTRIALISATION

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

- Convaincus que le développement industriel est indispensable pour un développement économique et social équilibré de tous les pays, pour l'amélioration de l'emploi, des prix rémunérateurs des biens et des produits de base, des recettes d'exportation optimales, ainsi que pour une intégration progressive dans une économie mondiale de plus en plus interdépendante;

- Notant que l'objectif fixé à la Conférence de Lima, à savoir que les pays en développement parviennent à représenter 25% de la valeur ajoutée dans la production mondiale des articles manufacturés, était loin d'avoir été atteint;

1) Ont invité la communauté internationale à affecter des ressources plus importantes pour l'industrialisation des pays en développement, y compris l'aide publique, des prêts assortis de conditions de faveur et les investissements directs, conformément aux objectifs et priorités de ces pays;

2) Ont invité les pays industrialisés à permettre aux articles manufacturés à valeur ajoutée (autre les produits de base) des pays en développement d'accéder plus librement à leur marchés, surtout dans le contexte de la série des négociations d'Uruguay en cours;

3) Ont déploré les accords de restriction commerciale des pays développés qui freinent le développement industriel des pays en développement;

4) Ont préconisé l'application du concept des avantages comparés en vue de l'élimination progressive, dans les pays développés, des unités industrielles dans les secteurs où celles des pays en développement sont plus efficaces.

CATASTROPHES NATURELLES

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

1) Ont reconnu que les catastrophes naturelles causent des pertes humaines considérables et d'importants dégâts économiques, et qu'elles ont un impact négatif sur les processus de développement dans les pays en développement, et particulièrement dans les pays les moins avancés;

2) Ont appelé à une action internationale urgente pour réduire les séquelles des catastrophes naturelles à travers l'adoption de mesures concrètes aux niveaux national, régional et global;

3) Se sont félicités de l'adoption de la Résolution 42/169 de l'Assemblée générale, proclamant les années 1990 décennie pendant laquelle la communauté internationale s'emploiera, sous les auspices des Nations Unies et, en particulier, de l'Organisation des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO), à promouvoir la coopération internationale dans le domaine de la prévention des catastrophes naturelles;

4) Ont décidé de soutenir pleinement et collectivement la proclamation de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (DIPCN) 1991-2000 et de son programme d'activités au profit de la communauté internationale, en particulier des pays en développement souvent affectés par les fléaux naturels, à la 44ème session de l'Assemblée générale.

LES PAYS EN DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

- Se référant à toutes les décisions précédentes du Mouvement des non-alignés au sujet des pays en développement sans littoral, ont noté avec inquiétude que les mesures prises jusqu'ici n'ont pu atténuer les graves problèmes auxquels ces pays sont confrontés. Ils sont d'accord pour estimer que pour ce qui est des pays en développement sans littoral, le handicap géographique vient s'ajouter à toutes les autres difficultés auxquelles font face en général les pays en développement. En conséquence, les pays en développement sans littoral ont souffert très gravement de la mauvaise situation économique internationale. Ils ont appelé la communauté internationale ainsi que les organisations multilatérales financières et de développement à prendre les mesures nécessaires et à fournir l'aide et les nouvelles technologies indispensables dans les secteurs du transport en transit et des communications en vue de permettre aux pays en développement sans littoral et de transit à surmonter leurs difficultés.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

1. Ont condamné énergiquement les mesures prises par l'Afrique du Sud pour retarder le libre transit depuis la mer et jusqu'à la mer des biens et personnes venant de la Zambie et du Zimbabwe, dans le but évident de perturber et d'affaiblir les économies de ces deux pays, ce qui représente une violation flagrante des principes du droit international, contenus dans la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer et dans la Convention des Nations Unies sur le Commerce de transit des pays en développement sans littoral, ainsi qu'une violation des pratiques commerciales équitables.

2. Ont invité les pays en développement de transit à prendre des mesures urgentes et concrètes, selon leurs possibilités, pour atténuer les problèmes de transport et de transit de leurs voisins, pays en développement sans littoral.

3. Ont rappelé les précédentes décisions appropriées du Mouvement des non alignés en ce qui concerne les pays en développement sans littoral et ont recommandé que le contrôle de l'application de ces mesures soit confié aux institutions internationales compétentes y compris la CNUCED, avant sa Septième Conférence, en vue d'assurer leur droit au libre accès à mer et à la liberté de transit, prévus dans l'article 125 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et d'apporter l'aide internationale nécessaire à leur besoins spécifiques.

4. Ont reconnu aussi que le droit des pays sans littoral au libre accès à la mer et leur liberté de transit devraient être réalisés en vertu des alinéas 2 et 3 de l'article 125 de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer, de sorte que tout programme d'action concernant les conditions et modalités de transit soient entrepris en consultation avec le pays de transit intéressé et avec son approbation.

SURVIE ET DEVELOPPEMENT DE L'ENFANCE

Les chefs d'Etat ou de gouvernement,

- Ont exprimé leur profonde préoccupation face à la perte tragique de millions de vies d'enfants dont quelque 40.000 meurent chaque jour et un nombre égal est rendu irréparablement handicapé des suites de la pauvreté abjecte, de l'ignorance de leurs parents en matière de soins médicaux, d'hygiène et de nutrition, de l'absence de services de soins de santé primaire et de la détérioration des conditions économiques. Beaucoup trop d'enfants meurent ou sont rendus handicapés des suites de maladies qui peuvent être prévenues et de la malnutrition;

- Ont salué et encouragé le progrès impressionnant réalisé dans les années 80 par le biais des efforts concertés des gouvernements, des organisations non-gouvernementales et des institutions, en collaboration avec les institutions des Nations Unies dont tout particulièrement l'UNICEF et l'OMS;

- Ont salué la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies d'examiner la Convention proposée sur les Droits de l'enfant, qui codifie les responsabilités de la société adulte et des Etats de la survie, la protection et le développement de chaque enfant.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement:

1. Ont exhorté tous les Etats à soutenir, accélérer et étendre les efforts conjoints en matière de survie et de développement de l'enfance afin de réduire au maximum la perte de jeunes vies humaines des suites de maladies qu'il serait facile de prévenir et de la malnutrition.

2. Ont encouragé l'Assemblée générale des Nations Unies à adopter à sa session de 1989 la Convention sur les Droits de l'enfant et ont appelé tous les pays à ratifier d'urgence cette Convention et à assurer son application rapide.

3. Ont salué la proposition de convoquer un Sommet mondial sur l'enfance comme moyen constructif pour mobiliser les efforts nationaux et mondiaux en vue de promouvoir un effort conjoint global afin de lancer un défi commun.

ABUS ET TRAFIC ILLICITE DES DROGUES

Les chefs d'Etat ou de gouvernement

- Préoccupés par le problème que pose la croissance de la demande, de la production, du trafic et de la consommation illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, ce phénomène menaçant la santé physique des peuples et les structures politiques, économiques, sociales et culturelles des Etats touchés;

- Convaincus que la demande constitue le facteur clé de ce problème et qu'il faut adopter des mesures encore plus efficaces pour mettre un terme à la consommation illicite de drogues;

- Reconnaisant le travail important réalisé par l'Organisation des Nations Unies et par des organismes régionaux dans le contrôle des drogues et dans la lutte contre l'abus et le trafic illicite des drogues et des substances psychotropes;

- Réaffirmant les formulations d'autres instances du Mouvement des pays non alignés et rappelant la Déclaration et le Schéma multidisciplinaire complet adoptés par la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues, tenue à Vienne du 17 au 26 juin 1987;

1. Ont rappelé que le combat contre le trafic des drogues est une responsabilité commune et que la suppression dudit trafic exige des actions menées dans le cadre d'une coopération internationale, efficaces, constructives, respectueuses de la souveraineté et de l'identité culturelle des nations. Ils ont signalé qu'il était urgent d'adopter des mesures appropriées pour empêcher la consommation des stupéfiants, ainsi que pour soigner et réadapter les toxicomanes, notamment dans les pays touchés par une forte consommation;

2. Ils ont souligné le lien existant entre la production, le trafic et la consommation illicites de drogues, d'une part, les conditions économiques, sociales et culturelles des pays touchés, de l'autre. A cet égard, ils ont réitéré la nécessité d'une plus grande coopération financière internationale destinée à soutenir les efforts que consentent les pays en développement pour remplacer les cultures illicites dans le cadre de programmes de développement rural intégral et de préservation de l'environnement;

3. Ils ont réaffirmé le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays et se sont déclarés profondément préoccupés par l'utilisation de la question du trafic des drogues à des fins politiques;

4. Ils ont salué tous les efforts entrepris dans d'autres réunions internationales pour combattre le trafic des drogues;

5. Ils ont insisté sur le fait qu'il fallait rendre une justice plus rigoureuse et plus efficace contre les individus et les organisations coupables de la production, de la commercialisation et de la consommation illicites de drogues et ont tout particulièrement exprimé leur vive condamnation de ceux qui impliquent des enfants et de jeunes gens dans leurs crimes;

6. Ils ont insisté sur la nécessité urgente de conclure des accords internationaux afin de pouvoir saisir l'argent blanchi et les biens découlant du trafic des drogues et des bénéfices qu'il rapporte;

7. Ils ont souligné le besoin urgent que les pays producteurs d'intrants chimiques indispensables à la fabrication de drogues en contrôlent rigoureusement et d'urgence la commercialisation. Ils ont aussi fait état du bien-fondé de mettre au point une convention internationale qui permette de régulariser et de contrôler cette activité, ceci s'avérant une manière efficace de lutter contre le trafic des drogues;

8. Ils se sont déclarés satisfaits devant le fait que la Convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes ait été signée à Vienne en 1988; ils ont invité instamment les Parties signataires à la ratifier sans retard et les pays qui ne l'auraient pas encore fait à la signer. Ils ont de même invité les Etats en mesure de le faire d'appliquer à titre provisoire les mesures prévues dans la Convention.

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la Conférence
2. Adoption de l'ordre du jour, élection des membres du Bureau de la Conférence et organisation des travaux

Recommandations de la Réunion des ministres des affaires étrangères des pays non-alignés, les 1er et 2 septembre 1989 à Belgrade, y compris le Rapport du président du Comité ministériel formé par la Conférence ministérielle de Nicosie
3. Admission des nouveaux membres et participation des observateurs et des invités
4. Rapport du président de la Huitième conférence des chefs d'état ou de gouvernement des pays non-alignés
5. Rapport du président du Comité du Fonds AFRICA
6. Revue de la situation internationale présente et du rôle du Mouvement des pays non-alignés dans la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, dans la détente internationale et sa transformation en processus durable et global
7. Revue et évaluation de la situation économique mondiale en vue de promouvoir le développement des pays en développement et la croissance et la stabilité de l'économie mondiale
8. Renforcement de la coopération multilatérale, notamment du rôle des Nations Unies
9. Promotion de la coopération économique, sociale et culturelle entre non-alignés et autres pays en développement, et rationalisation et harmonisation des programmes respectifs du Mouvement des non-alignés et du Groupe 77
10. Date et lieu des réunions ultérieures des pays non-alignés
11. Autres questions

DISCOURS

DE

**S.E. dr. JANEZ DRNOVSEK, PRESIDENT
DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE
FEDERATIVE DE YOUGOSLAVIE**

Vos Altesses,

Messieurs les Présidents,

Messieurs les Premiers ministres,

Excellences et Invités de marque,

J'ai le grand honneur et le plaisir de saluer, à Belgrade, capitale de la Yougoslavie, au nom de la Présidence et en mon nom personnel, les plus hauts représentants de plus de cent pays non-alignés. J'ai également l'honneur de saluer les hauts représentants des pays observateurs et des pays invités, de même que les hauts représentants des organisations internationales et régionales et des institutions qui suivent les travaux de la Neuvième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés.

C'est un plaisir et un honneur particulier pour moi de rendre hommage en votre nom à tous, à la République de Zimbabwe et à son président Robert Gabriel Mugabe, qui en leur qualité de président du Mouvement ont apporté, au cours de la période écoulée, une importante contribution au développement de notre Mouvement. La compétence d'homme d'Etat du président Mugabe, sa sagesse et son aide ont été un apport précieux dans les préparatifs de la présente Conférence.

Je voudrais saluer tout particulièrement le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Monsieur Perez de Cuellar, qui honore de sa présence cette réunion des pays qui ont fortement incorporé dans leur programme et leurs activités les idées directrices de l'Organisation mondiale.

C'est avec un sentiment de responsabilité que notre pays a accepté d'accueillir, après tant d'années une réunion aussi importante. Il y a exactement 28 ans, se réunissait dans cette même ville, à l'initiative des premiers leaders du Mouvement, un petit groupe de pays pour présenter au monde ses idées et ses visions. C'était l'époque de la guerre froide et de profonds clivages entre les blocs qui nous inspièrent à tous un sentiment d'incertitude et de crainte d'une destruction nucléaire. C'était aussi l'époque des révolutions anticoloniales, qui dans une poussée irrépressible, élargissaient les espaces de la liberté, de l'indépendance et de l'égalité en droits des peuples.

Les transformations en cours dans les relations internationales confirment que les objectifs et les options de la politique et du Mouvement des non-alignés ont toujours été conformes aux aspirations de l'humanité vers un monde plus sûr et plus juste. Dans son intervention au sommet de la Havane, le dernier auquel il ait participé, le président Tito avait qualifié notre mouvement de "conscience de l'humanité". Pour justifier cela, nous devons dès maintenant entamer un travail

commun, mobilisant toutes nos forces et possibilités afin de mettre à profit les potentiels de nos pays respectifs et d'être en mesure de participer aux changements dynamiques et dramatiques qui marquent le monde contemporain.

Dans un monde de plus en plus interdépendant, marqué par le progrès général mais inégal de l'humanité, la prise de conscience que l'armement nucléaire ne peut et ne doit pas être utilisé dément le bien-fondé d'une politique visant à la suprématie militaire et ouvre l'espace à un dialogue international tourné vers la concertation et la détente. Le monolitisme des blocs perd son sens, tout comme les confrontations et l'exclusivisme qui l'accompagnent. C'est avec de grands espoirs et attentes que je salue les premiers accords sur le désarmement et le règlement des crises régionales qui dans différents coins du monde menacent toujours la paix et la sécurité mondiales.

Tout en soutenant le processus de négociations et de concertation, dont les effets positifs, à la différence de la détente des années soixante-dix, sont ressentis aujourd'hui par la communauté internationale la plus large, nous ne pouvons pas ignorer le fait inquiétant que la détente économique n'est toujours pas réalisée. Nous entendons par là la réduction des déséquilibres dans l'économie mondiale et l'instauration d'une communication plus large dans les négociations entre développés et pays en développement. Sinon, les efforts individuels des pays en développement visant à surmonter les difficultés auxquelles ils sont confrontés n'ont pas de chance d'aboutir.

Le développement économique inégal dans le monde et le retard accusé par les pays en développement, dont certains se trouvent dans une position dramatique, constituent la principale contradiction du monde contemporain. Il est évident que la paix et la sécurité mondiales seront de plus en plus liées aux questions du développement.

Les changements auxquels nous assistons, mais auxquels, malheureusement, nous ne participons pas toujours, réclament que tous les protagonistes des relations internationales s'adaptent plus rapidement aux nouveaux courants mondiaux. Cela suppose qu'il nous faut aussi nous libérer du fardeau que représentent les différents préjugés idéologiques et les représentations univoques que nous avons de nous-mêmes et des autres. A l'heure actuelle, le dialogue domine dans les relations internationales, l'interdépendance va croissant, et la paix mondiale reste un objectif, tout en devenant en même temps un mode de vie, aussi bien des individus que des Etats.

Pour pouvoir suivre les processus mondiaux, le mouvement des non-alignés devrait s'y inscrire d'une manière nouvelle. Outre la paix, la sécurité et le désarmement, ce sont les questions du développement, des intérêts immédiats de l'homme et des droits de l'homme qui revêtent pour les pays non-alignés une importance de premier ordre. Pour que le Mouvement des non-alignés puisse répondre à toutes ces exigences et à tous les défis de l'heure, il devrait se moderniser, cela étant une des tâches prioritaires de notre Neuvième conférence.

Par modernisation du Mouvement des non-alignés nous entendons l'effort permanent pour évaluer de manière objective les changements dans le monde, pour lancer et encourager à la fois les processus positifs futurs, et perfectionner, en conséquence, la méthode d'action du Mouvement.

J'estime que le processus de modernisation de notre méthode de travail a déjà commencé. Il s'est déjà manifesté au cours des préparatifs de ce Sommet, à travers le consensus sur l'orientation de nos activités et la définition des priorités de notre Mouvement.

La vision que le Mouvement des non-alignés, en tant que mouvement basé sur le pluralisme politique et idéologique, a du monde n'émane d'aucune idéologie empruntée, mais est déterminée par les intérêts nationaux de nos pays. Il n'est que naturel que dans les diverses phases du développement inégal des relations internationales, les intérêts nationaux de nos pays réclament le réexamen, voire le changement des positions qui n'ont pas résisté à l'épreuve du temps. Une vision réaliste des intérêts nationaux et de ceux de la communauté internationale dans son ensemble nous permet de parvenir plus rapidement au consensus démocratique en vue d'une action conjointe.

La sauvegarde de la réputation du Mouvement des non-alignés comme facteur indépendant, hors-bloc et global dans les relations internationales et les intérêts vitaux de nos pays nous assignent la tâche d'établir, au présent Sommet, les priorités de notre activité pour la période à venir. Ces priorités sont contenues aussi dans les documents que la Yougoslavie, en sa qualité d'hôte de cette réunion et de président pour la période à venir a préparés en ample consultation avec les autres pays non-alignés.

J'estime que les options stratégiques de notre Mouvement restent inchangées. La consolidation de la paix et de la sécurité internationales dans tous leurs aspects reste notre préoccupation permanente, tout comme notre engagement en faveur du renforcement des processus de désarmement amorcés. Nous continuerons à nous employer avec plus d'énergie encore en faveur de l'élimination des foyers de crise actuels et du règlement pacifique des litiges internationaux.

Etant donné que les problèmes économiques déterminent toujours plus fortement la vie de la communauté internationale, nous accordons la plus grande importance à leur règlement. Ce faisant, nous donnons la priorité à la création des conditions favorisant un développement économique et technologique plus équilibré de tous les pays. Le développement plus rapide des pays en développement, moyennant l'exploitation maximale de leurs potentiels intérieurs, réclame, entre autres, l'aide de la communauté internationale, et avant tout des plus développés. La crise des débiteurs, qui depuis près d'une décennie déjà épuise l'économie et la société de nombreux pays en développement

est l'expression condensée de la position actuelle insoutenable des pays en développement et des carences du système des relations économiques. Nous assistons à une situation paradoxale où les moyens s'écoulent des pays en développement en raison des taux d'intérêts trop élevés résultant des politiques économiques des pays développés. Dans certains pays le développement a été complètement arrêté. Le niveau de vie baisse. Les tensions sociales, génératrices de conflits politiques s'amplifient. Les pays développés en assumant une grande responsabilité. C'est pourquoi nous saluons toutes les initiatives qui annoncent une évolution dans la prise de conscience par les créanciers des dimensions critiques de ce problème et de la nécessité d'une action conjointe en vue de son règlement. Cependant, le problème de la dette est toujours loin d'avoir été réglé d'une manière satisfaisante, ce qui nécessite de notre part des efforts plus intenses. Au cours de la Conférence, nous échangerons nos expériences et nous définirons les lignes directrices du règlement des problèmes de l'endettement et du développement. Ces lignes directrices doivent se traduire par les initiatives en vue de l'ouverture d'un nouveau dialogue entre développés et pays en développement. Je suis d'avis que le monde a besoin d'un nouveau Sommet Nord-Sud. J'ajouterais que les problèmes du développement sont étroitement liés au processus du désarmement dans le monde. A ce processus devraient participer non seulement les puissances de bloc, mais aussi les pays non-alignés. Le désarmement libère des moyens importants qui pourraient largement contribuer au règlement des problèmes du développement.

Dès leur avènement, la politique et le Mouvement des non-alignés étaient fortement engagés en faveur de la liberté, des droits et de l'égalité des peuples et des pays. La liberté et l'indépendance des peuples, tout comme les libertés et les droits de l'homme, de l'individu, ne doivent pas connaître de frontières. Les droits et les libertés des citoyens dans tous les domaines de la vie devraient être le but suprême de toute communauté sociale et de son développement social et politique. L'élimination de la famine, de la souffrance et de la pauvreté n'est qu'un premier pas, après lequel il faut assurer à l'homme le droit à l'épanouissement personnel, culturel et social, à la liberté de pensée et à l'expression de sa personnalité.

Le respect des droits individuels est devenu aujourd'hui un acquis général de la civilisation, qu'il faudrait incorporer aux valeurs fondamentales du Mouvement des non-alignés.

Nous sommes inquiets devant les conséquences frappantes d'une protection insuffisante de l'environnement et de la lente prise de conscience du fait que le péril écologique menace de plus en

plus directement le sort de toute la communauté humaine. Nous sommes tout particulièrement préoccupés par les dangers auxquels sont exposés de nombreux pays en développement, suite au transfert non contrôlé de technologies polluantes des pays développés. En exploitant de manière destructive et irrationnelle les ressources naturelles et l'énergie, nous dégradons irréversiblement l'environnement. Il nous faut accorder une attention plus soutenue aux programmes nationaux et à la coopération internationale en matière de protection de l'environnement.

Etant donné l'influence que les pays développés ont sur les processus de développement mondiaux et la responsabilité exceptionnelle qu'ils assument pour la sauvegarde de l'environnement, y compris pour les phénomènes négatifs qui s'y manifestent, il faudrait soulever cette question lors du nouveau dialogue Nord-Sud sur le développement.

C'est la raison pour laquelle les différentes formes d'annulation des dettes en vue de la sauvegarde de l'environnement dans les pays en développement, notamment dans les plus pauvres d'entre eux, pourraient être un aspect important de la coopération mutuelle.

Enfin, je pense qu'il convient de souligner une fois de plus le rôle irremplaçable de l'Organisation des Nations Unies en tant que centre de coopération et d'activité de tous les pays. Le système des Nations Unies revêt une importance cruciale pour la réalisation des tâches et des objectifs de notre Mouvement dans tous les domaines. Qui plus est, dirais-je, les objectifs du Mouvement des non-alignés et de l'Organisation des Nations Unies sont compatibles, voire identiques en de nombreux points.

Dans l'espoir que nous saurons apporter, suivant en cela des tendances dominantes du développement mondial, des contributions et des encouragements appropriés au renforcement de la paix, je suis convaincu que la présente Conférence sera un important pas en avant.

Permettez-moi de souhaiter à nouveau la bienvenue aux participants à cette imposante réunion. Notre capitale a tout fait pour s'acquitter dignement de son rôle d'hôte et j'espère que toutes les conditions pouvant rendre votre séjour agréable et concourir à la réussite de vos travaux ont été réunies. Merci à tous pour votre présence et pour les jours que vous passerez ici. Nous pourrions encore, par l'intermédiaire de nouvelles confirmations de notre hospitalité et amitié traditionnelles,

RAPPORT DE LA REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES PAYS NON-ALIGNES

1. La Réunion des ministres des affaires étrangères des pays non-alignés a été tenue à Belgrade, en Yougoslavie, les 1 et 2 septembre 1989, sous la présidence de S.E. Monsieur Budimir Loncar, secrétaire fédéral aux affaires étrangères de Yougoslavie.

Séance Inaugurale

2. S.E. Monsieur Shamuyarira, ministre des affaires étrangères du Zimbabwe, a déclaré la Réunion ouverte et a proposé que S.E. Monsieur Budimir Loncar, secrétaire fédéral aux affaires étrangères de Yougoslavie, soit élu président de la Réunion. La proposition a été adoptée par acclamation. S.E. Monsieur Loncar a assumé la présidence et prononcé le discours d'inauguration.

Rapport du Président de la Réunion préparatoire des hauts fonctionnaires

3. Le rapport de la Réunion préparatoire des hauts fonctionnaires (NAC 9/HO/Doc. 4/Rev.1) a été présenté par son président, S.E. l' Ambassadeur I.S.G. Mudenge du Zimbabwe. La Réunion a approuvé le rapport et ses recommandations.

Adoption de l'ordre du jour

4. La Réunion a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la Réunion ministérielle.
2. Election de son président.
3. Rapport du Président de la Réunion préparatoire des hauts fonctionnaires.
4. Adoption de l'ordre du jour.
5. Rapport du Président du Comité ministériel formé à la Conférence ministérielle de Nicosie.
6. Recommandations concernant les travaux de la Neuvième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés sur:

- a) L'organisation des travaux
 - b) L'élection des membres du bureau de la Réunion
 - c) Les demandes d'admission de nouveaux membres et de participation en qualité d'observateurs et d'invités
 - d) Le projet d'ordre du jour
 - e) Les projets de documents
 - f) La composition du Bureau de coordination
7. Rapport de la Réunion ministérielle à la Neuvième conférence au sommet
8. Autres questions.

Rapport du Président du Comité ministériel formé à la Conférence ministérielle de Nicosie

5. Le Rapport du Comité ministériel formé à la Conférence ministérielle de Nicosie a été présenté par son président, S.E. Monsieur G.Iacovou, ministre des affaires étrangères de Chypre. La Réunion a recommandé aux chefs d'Etat ou de gouvernement d'adopter le Rapport du Comité.

Recommandations concernant les travaux de la Neuvième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés

6. La Réunion a décidé de faire les recommandations suivantes aux chefs d'Etat ou de gouvernement concernant les travaux de la Neuvième conférence au sommet:

a) Organisation des travaux

Deux comités principaux devraient être formés, à savoir le Comité politique et le Comité économique. Les comités travailleraient parallèlement à la séance plénière, les heures de travail étant de 10H à 13H et de 15H à 18H, avec éventuellement des séances de nuit. Les comités seraient présidés par les ministres des affaires étrangères.

b) Election des membres du bureau de la Réunion

Président: Yougoslavie

Vice-présidents pour l'Afrique: Congo, Libéria, Maroc, Nigéria, Soudan, Togo, Tunisie, Zaïre.

Vice-présidents pour l'Asie: Bangladesh, Indonésie, Koweït, Malaisie, Palestine, République arabe de Syrie, République démocratique populaire de Corée, Yémen (République démocratique populaire du)

Vice-présidents pour l'Amérique latine et les Caraïbes: Argentine, Cuba, Jamaïque, Nicaragua, Pérou

Vice-président pour l'Europe: Malte

Vice-président pour les mouvements de libération: Organisation du peuple de l'Afrique du Sud-Ouest (SWAPO)

Rapporteur général: S.E. G. Iacovou (Chypre)

Président du Comité politique: S.E. l'Honorable Luke J. Mwananshiku (Zambie)

Président du Comité économique: S.E. K. Natwar Singh (Inde)

Membre de plein droit: Zimbabwe

Il a été décidé, en vertu de l'accord entre les Groupes latino-américain et européen, qu'un des postes de vice-président de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement du groupe européen, soit accordé, sur une base ad hoc et sans préjudice pour la répartition future des postes entre les groupes régionaux, au Groupe latino-américain, de sorte que celui-ci aura cinq postes de vice-président au Bureau de la Conférence. Il a été décidé que le Rapporteur général de cette Conférence soit élu dans le groupe européen.

La Réunion a approuvé la nomination de Son Excellence Dzevad Mujezinovic, membre du Conseil exécutif fédéral, de la république fédérative socialiste de Yougoslavie à la fonction de Secrétaire général de la Neuvième conférence des Chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés.

c) Demandes d'admission de nouveaux membres et participation en qualité d'observateurs et d'invités

La Réunion a décidé de recommander:

- (I) que le Venezuela soit admis au Mouvement en qualité de membre de plein droit;
- (II) que le Centre international pour les entreprises publiques soit invité à participer en qualité d'observateur;
- (III) que les pays suivants soient conviés à participer en qualité d'invités : Bulgarie, Canada, Tchécoslovaquie, République Démocratique Allemande, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Norvège et Pologne.
- (IV) que les organisations suivantes soient conviées à participer en qualité d'invités : la Ligue de la Croix-Rouge et les Sociétés du Croissant-Rouge, l'Institut des Nations Unies pour la recherche du désarmement (UNIDIR), l'Institut des Nations Unies de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et l'Association mondiale pour une fédération mondiale.

d) Projet d'ordre du jour de la Neuvième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés

1. Ouverture de la Conférence.
2. Adoption de l'ordre du jour, élection des membres du bureau de la Conférence et organisation des travaux. Recommandations de la Réunion des ministres des affaires étrangères des pays non-alignés tenue à Belgrade, les 1 et 2 septembre 1989, y compris le Rapport du président du comité ministériel établi par la Conférence ministérielle de Nicosie.
3. Admission de nouveaux membres et participation des observateurs et des invités.
4. Rapport du Président de la Huitième conférence des Chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés.
5. Rapport du Président du Comité du Fonds AFRICA.
6. Examen de la situation internationale actuelle et du rôle du Mouvement des non-alignés dans le renforcement de la paix et de la sécurité internationales, dans le relâchement de la tension internationale et dans les efforts visant à en faire un processus durable et global.

7. Examen et évaluation de la situation économique mondiale en vue de promouvoir le développement des pays en développement ainsi que la croissance et la stabilité de l'économie mondiale.
8. Renforcement de la coopération multilatérale, en particulier du rôle des Nations Unies.
9. Promotion de la coopération économique, sociale et culturelle entre les pays non-alignés et autres pays en développement ainsi que la rationalisation et l'harmonisation des programmes du Mouvement des non-alignés et du Groupe 77.
10. Date et lieu des futures réunions des pays non-alignés.
11. Autres questions.

e) Projets de documents

- (I) La Réunion a approuvé le Projet de Déclaration (NAC 9/MM/Doc. 3/Rév. 2) et l'a recommandé aux chefs d'Etat ou de gouvernement pour adoption;
- (II) Les projets de documents politique et économique seront examinés par les deux Comités respectifs.

f) Composition du Bureau de coordination

La Réunion a recommandé que, conformément à une pratique consacrée, la composition du Bureau de coordination soit ouverte et que les demandes d'admission soient soumises au Président du Bureau.

Rapport de la Réunion des ministres des affaires étrangères à la Neuvième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés

La réunion a adopté son rapport et a décidé de le transmettre à la Neuvième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés.

RAPPORT ET RECOMMANDATIONS DU COMITE MINISTERIEL

1. Introduction

1. La Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non-alignés tenue à Nicosie du 5 au 10 septembre 1988 a estimé que les développements complexes et rapides à l'heure actuelle de la situation mondiale exigent impérativement que le mouvement leur réponde adéquatement et efficacement, qu'il intensifie ses activités dans des domaines de choix, qu'il affermisse sa capacité à lancer des actions efficaces et en temps opportun et qu'il participe à la recherche des solutions aux problèmes contemporains. C'est pourquoi la Conférence a décidé de former un Comité ministériel afin d'examiner de manière critique, entre autres, la préparation et l'organisation des réunions du MNA, le contenu et le format de la documentation, les formes et les méthodes d'action, ainsi que l'efficacité de ses instruments.

2. Le Comité, de forme ouverte, avait pour participants les ministres des affaires étrangères des pays représentés au Bureau de la 8e Conférence au sommet des pays non-alignés tenue à Harare, du Bureau de la Conférence de Nicosie des ministres des affaires étrangères des pays non-alignés, ainsi que des pays qui ont présidé au Mouvement. Le comité était présidé par M. George Iacovou, ministre chypriote des affaires étrangères.

3. Le Comité s'est réuni pour la première fois à Nicosie du 13 au 15 janvier 1989. Il a examiné un document de travail soumis par le pays hôte ainsi qu'un document proposé par le président du Mouvement résultant d'un échange de vues substantiel et utile au sein du Bureau de coordination. Le Comité s'est également penché sur des documents soumis par l'Afghanistan, l'Argentine, la Colombie, Cuba, la République démocratique populaire de Corée, l'Equateur, l'Egypte, la Guyane, l'Inde, l'Indonésie, la République islamique d'Iran, l'Iraq, le Royaume Hachémite de Jordanie, la Jamahiriya arabe de Libye, Malte, le Royaume du Népal, le Nicaragua, le Pérou, Singapour, Sri Lanka, le Soudan, le Sri Lanka, l'Union soviétique, la République arabe du Yémen, le Yémen démocratique et la Yougoslavie.

4. Le président du Comité ministériel a tenu des réunions et des consultations avec plusieurs pays non-alignés à New York, à Nicosie et dans d'autres capitales. Le Comité s'est réuni à nouveau en session plénière à Harare, le 16 mai 1989.

5. Depuis sa création, le Mouvement, fidèle à sa mission historique, n'a pas cessé d'affermir sa capacité d'action et d'adoption de mesures concrètes destinées à maintenir et à accroître l'influence et l'impact de ses décisions dans son rôle de véhicule majeur de promotion de la paix, du désarmement, de la sécurité, de la stabilité et du développement.

6. Le Mouvement a atteint une étape importante de son histoire. Le rapprochement entre les Etats-Unis d'Amérique et l' U.R.S.S., ainsi que les progrès réalisés dans les négociations sur le désarmement et le règlement des crises globales et régionales, ont considérablement amélioré le climat international. En même temps, de sérieux problèmes et conflits persistent et menacent les progrès réalisés. L'économie internationale connaît actuellement des changements radicaux et doit faire face à des défis de dimensions sans précédent. De nouveaux pôles de pouvoir économique sont en train d'apparaître dans le monde développé. Les processus d'intégration au niveau des marchés, des flux de capitaux et de la technologie ont été renforcés énormément. Les progrès scientifiques et technologiques sont en train de transformer radicalement les concepts traditionnels d'avantages comparatifs, les étapes et les modèles de développement et offrent de nouvelles possibilités à l'humanité pour son bien-être matériel. Malheureusement, ce progrès ne profite qu'à un nombre limité de pays. Les pays en développement sont confrontés à la crise sérieuse de la dette extérieure, à une baisse aigüe des prix de leurs marchandises, à un courant inverse de ressources financières allant des pays en voie de développement vers les pays développés, à la détérioration des conditions de commerce, à des taux d'intérêts élevés, à des mesures protectionnistes et autres barrières commerciales érigées par les pays développés.

7. Les récents développements encourageants sur la scène politique internationale justifient pleinement la validité et l'importance de la politique de non-alignement fondée sur les principes et objectifs définis au cours des Conférences au sommet successives, et notamment la promotion de la paix et de la coexistence pacifique, le désarmement général et complet, l'établissement de relations économiques internationales justes et équitables, le développement économique accéléré des pays en développement, l'exercice du droit à l'auto-détermination des peuples sous domination coloniale ou étrangère et la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néocolonialisme, l'apartheid, le racisme, le sionisme et toutes les formes d'agression, d'occupation, de domination et d'hégémonie étrangères.

8. Le Mouvement doit continuer à apporter son soutien actif et à se solidariser avec ceux de ses membres qui font face à la menace ou à l'usage de la force, à l'agression, à la coercition, à l'ingérence ou à l'intervention dans leurs affaires internes.

9. Le Mouvement a contribué fortement à la création du climat actuel. Il est déterminé à maintenir et à accélérer ce processus et à en assurer la continuité. Pour se faire il poursuivra et renforcera le dialogue, sur un pied d'égalité et sur la base des positions du Mouvement, avec tous les groupements et facteurs clés dans les rapports internationaux, et prendra une

part active à la recherche des solutions à tous les problèmes internationaux brûlants, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes et objectifs du non-alignement.

10. Plus particulièrement, le Mouvement doit s'assurer que les solutions recherchées soient les meilleures, qu'elles n'aillent pas à l'encontre des intérêts des pays membres et qu'elles soient conformes aux objectifs et principes du Mouvement. Le Mouvement doit également s'efforcer d'élargir la portée et la participation à la détente actuelle pour en faire un phénomène global et universel, couvrant toutes les questions d'importance critique pour les membres du Mouvement.

11. Le Mouvement continuera à apporter son plein soutien au multilatéralisme, notamment dans le cadre des Nations Unies. Il continuera à réaffirmer son propre rôle et à maintenir son engagement actif au sein de l'Organisation des Nations Unies. En même temps il s'efforcera d'accroître l'efficacité et le pouvoir d'action des Nations Unies.

12. Le Mouvement continuera sans relâche à chercher à atteindre l'objectif du désarmement général et complet. En cela, il donne la priorité au désarmement nucléaire, l'objectif étant le démantèlement complet des armes nucléaires dans des délais fixés. Le Mouvement engagera à cette fin son action au sein de tous les forums internationaux et mobilisera l'opinion publique. Le Mouvement persévéra également dans ses appels à la conclusion rapide d'un traité interdisant le développement, la production, le stockage et l'usage de toutes les armes chimiques et à la destruction des stocks existants. Reconnaisant l'interdépendance entre le désarmement et le développement, le Mouvement recherchera les moyens et les voies destinés à réorienter les ressources laissées libres par le désarmement vers le développement, notamment des pays en développement.

13. Pour être en mesure d'accomplir ces tâches, le Mouvement doit renforcer sa cohésion et son unité de but. Le meilleur moyen d'assurer et consolider l'unité de but consiste à réduire la vulnérabilité des économies des pays non-alignés vis-à-vis des facteurs externes. Dans ce contexte les pays non-alignés reconnaissent qu'une coopération élargie et renforcée entre pays en développement contribuera à encourager leur croissance économique, à réaliser leur autonomie collective et à accroître leur poids dans les négociations internationales. A cet égard ils accordent une importance particulière à la mise en oeuvre du Programme d'action pour la coopération économique.

14. En même temps, les pays non-alignés, conscients de l'interdépendance grandissante des intérêts économiques mondiaux, reconnaissent le besoin de relancer et revitaliser le dialogue

Nord-Sud. Ils sont prêts à engager un dialogue visant à aplanir les disparités existantes à travers la restructuration du système économique mondial et tendant à la recherche de solutions justes, équitables et efficaces aux problèmes dans les domaines critiques et interdépendants des dettes, du développement, de l'argent, des finances et du commerce. Le Mouvement s'efforcera également à assurer que la gestion de l'économie et de l'écologie mondiales se fasse sur une base universelle, avec la participation de pays aux étapes de développement et systèmes socio-économiques différents. Le Nouvel ordre économique international restera un vaste cadre pour l'ensemble des efforts dans le domaine du développement.

15. De plus, le Mouvement se penchera sur d'autres domaines d'intérêt et problèmes qui caractérisent les développements internationaux actuels et qui sont d'une importance grandissante pour le monde, tels que l'environnement, les déchets toxiques et nucléaires, les technologies nouvelles, le trafic et l'abus de la drogue et la santé. Le Mouvement poursuivra également sa politique visant à faire respecter et garantir les droits des individus et des peuples, notamment sous le régime d'apartheid et dans les territoires sous occupation étrangère.

16. Dans le contexte des relations internationales actuelles, complexes et évoluant rapidement, il est nécessaire pour le Mouvement d'accroître sa capacité de suivre les événements, d'analyser leurs implications à la lumière des principes et des objectifs du non-alignement, de déterminer en temps opportun le rôle unique du Mouvement dans le règlement des problèmes globaux et régionaux, d'affirmer ce rôle et de réagir aux événements de manière significative et efficace. Il est important pour le Mouvement de poursuivre et d'intensifier ses efforts visant à améliorer et à projeter son image.

II. METHODOLOGIE

Réunions

17. Les réunions devraient être structurées de manière à permettre la tenue de réunions non-formelles des chefs de délégations pour discuter des questions qui demandent leur attention particulière. De telles réunions devraient être convoquées aussi bien lors des conférences au sommet que des conférences ministérielles.

18. On devrait examiner le mode de limiter les discours de remerciements des représentants des groupes régionaux et mouvements de libération nationaux lors des séances d'ouverture et de clôture. De tels discours devraient être brefs.

19. Les frais d'organisation pris en charge par le pays hôte pourraient être compensés par des contributions volontaires. Le partage des frais reflète la responsabilité commune de tous les Etats membres du fonctionnement et des activités du Mouvement et permettrait à tous les pays d'accueillir des réunions du Mouvement.

20. La pratique actuelle consistant à convier des invités et des observateurs aux réunions du Mouvement des non-alignés devrait être maintenue. Les observateurs peuvent assister et, avec l'autorisation du Bureau, prendre la parole à la session plénière. Ils peuvent également assister aux réunions en comités. Les invités peuvent assister seulement aux sessions plénières.

Fréquence en format

Conférence au sommet

21. La pratique de la convocation de la Conférence au sommet tous les trois ans et sa nature globale devraient être maintenues. Une limite de 20 minutes pour les déclarations lors du débat général en session plénière devrait être envisagée. L'ensemble des déclarations devraient être publiées et distribuées.

Conférence ministérielle

22. La conférence ministérielle, en tant que principale réunion ministérielle du Mouvement, devrait être convoquée tous les trois ans, entre deux sommets.

23. Le but de ces conférences est d'examiner l'évolution et la mise en oeuvre des décisions du sommet précédent, de préparer le sommet suivant et de discuter des questions urgentes. Elles devraient être structurées conformément à ces exigences et non pas calquer les sommets.

Réunions extraordinaires et autres réunions ministérielles

24. Les réunions ministérielles extraordinaires devraient être convoquées uniquement si les développements de la situation le justifient. L'ordre du jour devrait être limité à ces développements.

25. Il ne devrait pas y avoir de débat général, ni de comités. La discussion doit se limiter aux points à l'ordre du jour et avoir lieu en séance plénière.

26. La pratique de la tenue d'une réunion ministérielle à New York lors de l'ouverture de la session régulière de l'Assemblée générale des Nations Unies devrait être maintenue mais il faudrait la restructurer afin de concentrer les non-alignés sur l'élaboration d'une stratégie du Mouvement concernant les questions à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

27. La pratique de la tenue de réunions des ministres des finances et autres ministres ou experts sur des questions et problèmes spécifiques doit être encouragée.

Réunions ministérielles du Bureau de coordination

28. A l'instar des réunions ministérielles extraordinaires, les réunions du Bureau de coordination au niveau ministériel doivent être rares et convoquées uniquement quand elles sont nécessaires. Leur cadre devrait suivre celui des réunions ministérielles extraordinaires.

29. Le besoin de tenir des réunions ministérielles du Bureau de coordination avant le sommet doit être examiné par la Conférence ministérielle. Si elle a lieu elle doit se limiter à la préparation du sommet.

DOCUMENTATION

30. Les documents doivent être concis, sans répétitions et succints, mettant en évidence les questions importantes et urgentes pour lesquelles la réunion a été convoquée. L'accent doit être mis sur les mesures pratiques, orientées vers l'action, qui peuvent être mises en oeuvre. La pratique consistant à publier des appels, des déclarations ou d'autres documents séparés sur des questions d'importance doit être maintenue.

31. Les documents des conférences au sommet, qui sont l'organe suprême du Mouvement, doivent être condensés tout en restant complets. Tous les efforts doivent être prodigués pour éviter les répétitions.

32. Le document pour la conférence ministérielle qui a lieu entre deux sommets, doit concentrer son attention sur l'examen de la mise en oeuvre des recommandations, des décisions et des programmes d'action d'actualité et traiter les développements d'une importance ou d'une urgence particulière pour le Mouvement depuis le sommet précédent. Il ne doit aucunement reproduire le document final du sommet.

33. Les documents destinés aux "Réunions extraordinaires et autres réunions ministérielles" doivent se limiter au thème de la réunion en question.

34. Les réunions du Bureau de coordination à New York peuvent continuer à publier des communiqués.

35. Les documents qui ont trait au Programme d' action pour la coopération économique doivent être examinés attentivement pour assurer qu' ils se rapportent uniquement aux domaines de coopération existante ou réellement possible à court et à moyen terme.

36. La préparation de tous les documents doit être la responsabilité du pays hôte et faire l' objet des consultations les plus larges possible. Les pays hôtes doivent s' efforcer à faire circuler la première version le plus tôt possible et en tous les cas pas plus tard qu' un mois avant la réunion.

LA PRISE DE DECISIONS

37. Le concept de consensus qui existe actuellement au sein du Mouvement des non-alignés doit être maintenu, ainsi que la méthode actuelle de la conduite des réunions des non-alignés permettant de vastes consultations avant la réunion et des discussions substantielles au cours des réunions elles-mêmes. Cela contribue à élargir l' espace d' entente et à renforcer ainsi l' unité du Mouvement.

38. Il est à remarquer que le consensus tout en signifiant un accord substantiel n' exige ou n' implique pas l' unanimité. A cet égard, le consensus et les méthodes destinées à le promouvoir définis en 1973 à Kaboul par le président du Comité préparatoire des pays non-alignés pour le sommet d' Alger et conformément à la décision à cet effet du Sixième sommet à la Havane en 1979, demeurent valides.

39. Pour aborder les questions délicates une attention particulière doit être consacrée à l' ouverture et à la tenue de vastes consultations avec la participation la plus large possible. Le Bureau de la réunion, avec son caractère représentatif, doit aider en cela. Les réserves doivent être limitées au minimum. Les décisions qui seront prises de ce fait par consensus seront mises en oeuvre plus facilement et augmenteront la crédibilité et l' efficacité du Mouvement. Aucun effort ne doit être épargné afin que les positions des pays non-alignés au sein de forums différents soient conformes aux positions du Mouvement. Les pays membres doivent apporter leur plein soutien aux institutions issues des décisions prises par consensus au sein du Mouvement.

COORDINATION

40. Le Bureau de coordination à New York est la pierre angulaire et le point focal de la coordination et il doit en être ainsi à l'avenir. Au besoin, le Bureau peut décider de la méthodologie à adopter dans la manière d'aborder certaines questions. Etant donné que la coordination à New York s'est avérée indispensable et précieuse, des arrangements analogues, sur une base ad hoc, doivent être réalisés à Genève, à Vienne, à Nairobi et dans d'autres villes où les agences spécialisées ont leurs sièges ou où ont lieu d'importantes conférences internationales. L'idée de l'établissement d'un petit secrétariat ou d'alternatives devrait par conséquent faire l'objet d'un examen suivi.

41. La coordination devrait couvrir la fonction capitale du Conseil de sécurité. Le président du Bureau de coordination à New York devrait assister et prendre la parole au Conseil de sécurité sur les questions qui revêtent une importance particulière pour les membres du Mouvement. De plus, pour augmenter la portée de la coordination, le président du Bureau de coordination peut, à l'invitation du Groupe des non-alignés au Conseil de sécurité, assister aux réunions du Groupe. Le président du Bureau de coordination devrait également prévoir des consultations sur une base régulière avec le Secrétaire général des Nations Unies.

42. La pratique suivie par le président du Mouvement consistant à tenir des consultations, selon le besoin et avec la participation la plus large, suivant le sujet, avec les pays non-alignés concernés, doit être encouragée.

43. Une coordination efficace entre le Mouvement des non-alignés et le Groupe 77 doit être assurée et institutionnalisée. Le Mouvement des non-alignés doit sans cesse fournir des orientations de politique générale dans le domaine de la coopération économique.

44. Il faudrait examiner la possibilité de réduire au minimum le rôle du système des pays coordinateurs pour les activités de la Coopération économique des pays en développement et de la Coopération technique des pays en développement et à confier de plus en plus les initiatives de coordination aux institutions spécifiques qui ont été créées pour mener les activités dans les domaines particuliers. Dans d'autres domaines et autant que possible, pour réaliser la coordination, il faudrait profiter des réunions au niveau des experts pendant les réunions générales des agences spécialisées des Nations Unies.

45. De nombreuses idées utiles et intéressantes ont été avancées, mais on n'a pas pu les évoquer toutes à l'heure actuelle. La tâche qui consiste à étudier la méthodologie, qui de par sa nature est un processus permanent, doit être reprise lors des réunions futures organisées par le Mouvement des non-alignés.

46. Lors de sa réunion à Harare le comité a décidé de présenter ce Rapport et Recommandations aux chefs d'Etat ou de gouvernement à Belgrade.

RAPPORT DU COMITE POLITIQUE

1. La Réunion des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui a précédé la Neuvième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, a décidé de former un Comité politique.

2. Son excellence l'Honorable Luke J. Mwananshiku, ministre des Affaires étrangères de la Zambie, a été élu Président du Comité politique.

Organisation des travaux

3. A sa première réunion le 3 septembre 1989, le Comité a procédé à un échange de vues préliminaire après lequel il a examiné les documents. Il a décidé de former un groupe de travail sous la présidence de Cuba et l'a chargé de s'occuper du document sur la Sécurité internationale et le désarmement (NAC 9/PC/Doc.1/Rev.1).

4. Le Comité a examiné les projets de documents politiques suivants distribués par le pays hôte:

- La sécurité internationale et le désarmement (NAC 9/PC/Doc.1/Rev.1).
- Le Proche-Orient et la question de Palestine (NAC 9/PC/Doc.2/Rev.1)
- Le Liban (NAC 9/PC/Doc.3/Rev.1).
- L'Afrique australe (NAC 9/PC/Doc.4/Rev.1)
- L'Afghanistan (NAC 9/PC/Doc.5/Rev.1)
- Le Cambodge (NAC 9/PC/Doc.6)
- L'Amérique latine et les Caraïbes (NAC 9/PC/Doc.7/Rev.1)
- Chypre (NAC 9/PC/Doc.8/Rev.1)
- Iran-Iraq (NAC 9/PC/Doc.9)
- Le Sahara occidental (NAC 9/PC/Doc.10)
- La Corée (NAC 9/PC/Doc.11)

Travaux du Comité

5. Le Comité politique s'est réuni 6 fois entre le 3 et le 7 septembre 1989. A sa première réunion, les projets de documents politiques distribués par le pays hôte ont été présentés par S.E. Budimir Lončar, Secrétaire fédéral aux affaires étrangères de Yougoslavie. Un échange de vues général a eu lieu auquel 27 délégations ont pris part. Le Comité a procédé ensuite à l'examen des projets de documents sur les questions suivantes :

- La sécurité internationale et le désarmement (NAC 9/PC/Doc.1/Rev.3)
- Le Liban (NAC 9/PC/Doc.3/Rev.2)
- L'Afghanistan (NAC 9/PC/Doc.5/Rev.2)
- L'Amérique latine et les Caraïbes (NAC 9/PC/Doc.7/Rev.3)**
- Chypre (NAC 9/PC/Doc.8/Rev.2)
- Iran - Iraq (NAC 9/PC/Doc.9/Rev.1)
- Le Sahara occidental (NAC 9/PC/Doc.10/Rev.2)
- La Corée (NAC 9/PC/Doc.11/Rev.1)
- La question de Palestine (NAC 9/PC/Doc.13)*
- Le conflit arabo-israélien (NAC 9/PC/Doc.14)
- L'Asie du Sud-Est (NAC 9/PC/Doc.15)
- L'Afrique australe (NAC 9/PC/Doc.16)
- Le Tchad (NAC 9/PC/Doc.17)
- La Nouvelle-Calédonie (NAC 9/PC/Doc.18)
- La décolonisation (NAC 9/PC/Doc.19)
- Le terrorisme international (NAC 9/PC/Doc.20/Rev.1)
- La paix et le droit international (NAC 9/PC/Doc.21)
- L'Antarctique (NAC 9/PC/Doc.22)
- Le problème des réfugiés (NAC 9/PC/Doc.23)
- Une répartition plus équitable des postes de haute responsabilité dans le système des Nations Unies (NAC 9/PC/Doc.24)
- L'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques (NAC 9/PC/Doc.25)
- L'information et les communications (NAC 9/PC/Doc.26)
- Mayotte, les îles malgaches, l'archipel de Chagos (NAC 9/PC/Doc.28)

6. Au cours de ses travaux, le Comité a procédé à un examen minutieux des projets de documents, y compris des textes revus soumis par le groupe de travail et les différents groupes régionaux. En tout, 46 amendements écrits ont été soumis et distribués.

7. A sa septième réunion du 7 septembre 1989, le Comité politique a adopté son rapport (NAC 9/PC/Doc. 30) et a approuvé les textes revus des projets de documents politiques contenus dans les documents NAC 9/PC/Doc.1/Rev.3 à NAC 9/PC/Doc.28 à soumettre à la Neuvième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement pour adoption.

*) L'Iran, la République arabe syrienne et la Jamahiriya arabe libyenne ont exprimé leurs réserves concernant le document NAC 9/PC/Doc.13 ou certaines de ses sections.

**) Le Venezuela, l'Egypte et la Jamaïque ont exprimé leurs réserves concernant le document NAC 9/PC/Doc.7/Rev.3 ou certaines de ses sections.

RAPPORT DU COMITE ECONOMIQUE

1. La Réunion ministérielle qui a précédé la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés a recommandé la formation d'un comité économique.
2. Son Exc.M.K.Natwar Singh, ministre d'Etat des affaires extérieures de l'Inde, a été élu président du Comité.
3. Le Comité a tenu huit séances.
4. A sa première séance, M.Franc Horvat, Secrétaire fédéral aux relations économiques internationales de la R.S.F. de Yougoslavie a présenté les projets de documents économiques, préparés par le pays hôte.
5. A sa seconde séance, M.Kenneth Dadzie, Secrétaire général de la CNUCED, a prononcé un discours.
6. Le Comité a pris en considération les neuf documents suivants:
 - L'économie mondiale et les relations économiques internationales
(NAC 9/EC/Doc. 1/Rev. 1)
 - La dette, le financement du développement et questions monétaires
(NAC 9/EC/Doc. 2/Rev. 1)
 - Le commerce international et les produits de base
(NAC 9/EC/Doc. 3/Rev. 1)
 - Science et technologie
(NAC 9/EC/Doc. 4/Rev. 1)
 - L'alimentation et l'agriculture
(NAC 9/EC/Doc. 5/Rev. 1)
 - Les pays en développement les moins avancés
(NAC 9/EC/Doc. 6/Rev. 1)
 - La coopération économique entre les pays en développement
(NAC 9/EC/Doc. 7/Rev. 1)

- L'environnement
(NAC 9/EC/Doc. 8/Rev. 1)
- La situation économique critique en Afrique
(NAC 9/EC/Doc. 9/Rev. 1)

7. Le comité a organisé ses travaux en séance plénière et en groupes de travail.

8. A sa huitième et dernière séance le Comité a adopté et soumis aux chefs d'Etat ou de gouvernement les documents suivants :

- L'économie mondiale et les relations économiques internationales
(NAC 9/EC/Doc. 1/Rev. 3)
- La dette, le financement du développement et les questions monétaires
(NAC 9/EC/Doc. 2/Rev. 3)
- Le commerce international et les produits de base
(NAC 9/EC/Doc. 3/Rev. 3)
- Science et technologie
(NAC 9/EC/Doc. 4/Rev. 3)
- L'alimentation et l'agriculture
(NAC 9/EC/Doc. 5/Rev. 3)
- Les pays en développement les moins avancés
(NAC 9/EC/Doc. 6/Rev. 3)
- La coopération économique entre les pays en développement
(NAC 9/EC/Doc. 7/Rev. 3)
- L'environnement
(NAC 9/EC/Doc. 8/Rev. 4)
- La situation économique critique en Afrique
(NAC 9/EC/Doc. 9/Rev. 3)
- Les conditions de vie du peuple palestinien
(NAC 9/EC/Doc. 10)

- Les conditions de vie des citoyens arabes syriens dans le Golan arabe syrien occupé
(NAC 9/EC/Doc. 11)
- Le rôle de la femme dans le développement
(NAC 9/EC/Doc. 12)
- L'industrialisation
(NAC 9/EC/Doc. 13/Rev. 1)
- Les désastres naturels
(NAC 9/EC/Doc. 14/Rev. 1)
- Les pays sans littoral
(NAC. 9/EC/Doc. 15/Rev. 1)
- La survie et le développement de l'enfance
(NAC 9/EC/Doc. 16/Rev. 1)
- Abus et trafic illicite des drogues
(NAC 9/EC/Doc. 17/Rev. 1)

9. Au sujet du document NAC 9/EC/Doc. 17/Rev. 1 sur l'abus et le trafic illicite des drogues la délégation d'Arabie saoudite a emis la réserve suivante:

"L'acceptation du document NAC 9/EC/Doc.17/Rev. 1 (Abus et trafic illicite des drogues) par l'Arabie Saoudite ne préjuge pas de sa position sur certaines questions politiques auxquelles se réfère ledit document."

RAPPORT DU RAPPORTEUR GENERAL

1. La Neuvième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés a eu lieu à Belgrade (Yougoslavie) du 4 au 7 septembre 1989. Elle a été précédée par une réunion préparatoire des hauts fonctionnaires, le 31 août 1989, et par une Conférence des ministres des affaires étrangères, les 1er et 2 septembre 1989.

2. Les pays et organisations, membres du Mouvement, qui ont participé à la Conférence sont les suivants: Afghanistan (République démocratique d'), Algérie, Angola, Arabie Saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée équatoriale, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique, d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Palestine, Panama, Pérou, Qatar, République arabe du Yémen, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire du Yémen, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, South West Africa People's Organization, (SWAPO), Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

3. Les représentants des pays et organisations, ainsi que les mouvements de libération nationale dont les noms suivent ont assisté à la Conférence en qualité d'observateurs : Antigua-et-Barbuda, Brésil, Mexique, Mongolie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Uruguay; African National Congress, Afro-Asian People's Solidarity Organization, Front de libération nationale kariat et socialiste (FLN), Centre international des entreprises publiques, Ligue des Etats arabes, Organisation de la Conférence islamique, Organisation de l'unité africaine, Organisation des Nations Unies, Pan Africanist Congress of Azania, Parti socialiste de Porto Rico.

4. Les délégations des pays et organisations dont les noms suivent ont assisté à la Conférence en qualité d'invités : Australie, Autriche, Bulgarie, Canada, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, République démocratique allemande, Roumanie, Saint-Marin, Saint-Siège, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie; Comité international de la Croix-Rouge, Comité spécial contre l'apartheid (ONU), Comité spécial de la décolonisation (ONU), Comité spécial de l'océan Indien (ONU), Comité pour l'exercice des droits inaliénable du peuple palestinien (ONU),

Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Conférence internationale sur la question de Palestine, Conseil des Nations Unies pour la Namibie, Conseil mondial de l'alimentation, Fonds international de développement agricole (FIDA), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement, Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, Mouvement universel pour une fédération mondiale (MUFM), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Organisation mondiale de la santé (OMS), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme alimentaire mondial (PAM), Secrétariat du Commonwealth, Système économique latino-américain (SELA), Ligue de la Croix-Rouge et des Sociétés du Croissant-Rouge, Zone d'échanges préférentiels (ZEP).

5. Les hommes d'Etat et les leaders de différents pays ont adressé les messages à la Neuvième conférence des chefs d'Etats ou de gouvernement des pays non alignés:

S.Exc.M. Brian Malrouny, premier ministre du Canada;

S.Exc.M.Li Peng, président du Conseil d'Etat de la République populaire de Chine ;

S.Exc.M.François Mitterrand, président de la République française, au nom des pays membres de la Communauté européenne;

S.Exc.M.Helmut Kohl, chancelier de la République fédérale d'Allemagne;

Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II

S.Exc.M.Tashiko Kaifu, premier ministre du Japon;

S.Exc.M.Mikhail Gorbatchev, président du Soviet suprême de l'Union des républiques socialistes soviétiques et secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique;

S.Exc.M.George Bush, président des Etats-Unis d'Amérique;

La Conférence a aussi reçu des messages de la part des chefs d'Etat ou de gouvernement suivants des pays membres, des pays observateurs ou invités du Mouvement des non-alignés:

S.Exc.M.Isa Bin Sulman Al Hanifa, émir de l'Etat de Bahreïn;

S. Exc. M. Q.K.J. Masire, président de la République de Botswana;

S.Exc.M.Virgilio Barco, président de la République de Colombie;

S.Exc.M.Hugh Desmond Hoyte, président de la République coopérative du Guyana;

S.Exc.M.Zayed Bin Sultan Al Nahyan, président des Emirats arabes unis;

S.Exc.M.Jose Sarney, président de la République du Brésil

S.Exc.M.Oscar Arias Sanchez, président de la République du Costa Rica;

S.Exc.M.Carlos Salinas de Gortari, président du Mexique;

S.Exc.M.Jambyn Batmunkh, président du Présidium du Grand Jural de la République populaire mongole;

S.Exc.M.Todor Zhivkov, président du Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie;

S.Exc.M.Gustav Husak, président de la République socialiste de Tchécoslovaquie;

S.Exc.M.Erich Honecker, secrétaire général du Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne et président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande;

S.Exc.M.Miklos Nemeth, premier ministre de la République populaire hongroise;

S.Exc.M.Wojciech Jaruzelski, président de la République populaire de Pologne;

S.Exc.M.Nicolae Ceausescu, président de la République socialiste de Roumanie.

Un grand nombre d'organisations internationales ont également adressé leurs messages.

Cérémonie Inaugurale

6. Son Excellence Monsieur Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, a déclaré la Conférence ouverte.

7. La Conférence a observé une minute de silence à la mémoire des leaders du Mouvement des non alignés décédés depuis le Huitième sommet, feu président Thomas Sankara de Burkina Faso, feu président Zia Ul-Haq du Pakistan, feu Ayatollah Ruhollah Khomeini, leader de la République islamique d'Iran, feu président Samora Moises Machel du Mozambique et feu Pham Hung, président du Conseil d'Etat du Viet Nam.

8. La Conférence a désigné la délégation suivante pour déposer la couronne sur la tombe de feu Josip Broz Tito président de la R.S.F. de Yougoslavie:

S.Exc. M. S.E.M. Chadli Benjedid, président de l'Algérie, S.Exc. M.George Vassiliou, président de Chypre, S.Exc. M. M Hosni Mubarak, président de l'Egypte, S.Exc. M.Raiv Gandhi, premier ministre de l'Inde, S.Exc. M. Alan Garcia, président du Pérou, S.Exc. Dr Kenneth David Kaunda, président de la Zambie et S.Exc. Dr Robert G. Mugabe, président du Zimbabwe.

9. Son Excellence Monsieur Janez Drnovsek, président de la Présidence de la République socialiste fédérative de Yougoslavie a prononcé un discours liminaire que la Conférence a décidé par acclamation de faire distribuer en tant que document officiel.

10. Sur proposition de Son Excellence Robert Mugabe premier ministre du Zimbabwe, Son Excellence Janez Drnovsek, président de la Présidence de la R.S.F. de Yougoslavie, a été élu par acclamation président de la Neuvième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés;

11. S.Exc. M.Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations Unies, a prononcé une allocution.

12. Des motions de remerciements ont été proposées par Son Excellence Monsieur Mohammad Hosni Mubarak, président de la République d'Egypte et président de l'Organisation de l'Unité africaine, au nom des pays membres d'Afrique, Son Excellence Monsieur Yasser Arafat, président de l'Etat de Palestine et du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine au nom des pays membres d'Asie, Son Excellence Monsieur Rodrigo Borja, président de la République de l'Equateur au nom des pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes, Son Excellence Monsieur George Vassiliou, président de la République de Chypre, au nom des pays membres d'Europe, Son Excellence Monsieur Sam Nujoma, président de South West Africa People's Organization de Namibie, au nom des Mouvements de libération.

13. Le rapport de la Réunion des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, tenue les 1er et 2 septembre 1989 a été présenté par Son Excellence M. Budimir Loncar, secrétaire fédéral aux affaires étrangères de la R.S.F. de Yougoslavie.

La Réunion des ministres des affaires étrangères a approuvé le projet de Déclaration et l'a soumis aux chefs d'Etat ou de gouvernement pour adoption.

La Conférence a approuvé le rapport et a adopté les recommandations suivantes :

a) L'ordre du jour de la Neuvième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.

1. Ouverture de la Conférence.

2. Adoption de l'ordre du jour, élection des membres du Bureau et organisation des travaux. Recommandations de la Réunion des ministres des affaires étrangères des pays non alignés tenue à Belgrade les 1 et 2 septembre 1989, y compris le Rapport du président de la Commission ministérielle établie par la Conférence ministérielle de Nicosie.

3. Admission de nouveaux membres et participation des observateurs et des invités.

4. Rapport du président de la Huitième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.

5. Rapport du président du Comité du Fonds AFRICA.

6. Examen de la situation internationale actuelle et du rôle du Mouvement des non-alignés dans le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et dans les efforts visant à en faire un processus durable et global.
7. Examen et évaluation de la situation économique mondiale en vue de promouvoir le développement des pays en développement et la croissance et la stabilité de l'économie mondiale.
8. Renforcement de la coopération multilatérale, notamment du rôle des Nations Unies.
9. Promotion de la coopération économique, sociale et culturelle entre non-alignés et autres pays en développement, et rationalisation et harmonisation des programmes respectifs du Mouvement des non-alignés et du Groupe 77.
10. Date et lieu des réunions ultérieures des pays non alignés.
11. Autres questions.

b) Election des membres du bureau de la Conférence:

Vice-présidents pour l'Afrique: Congo, Libéria, Maroc, Nigéria, Soudan, Togo, Tunisie, Zaïre;

Vice-présidents pour l'Asie: Bangladesh, République démocratique populaire de Corée, Indonésie, Koweït, Malaisie, Palestine, République arabe de Syrie, Yémen (République démocratique populaire du);

Vice-présidents pour l'Amérique latine et les Caraïbes: Argentine, Cuba, Jamaïque, Nicaragua, Pérou;

Vice-président pour l'Europe: Malte,

Vice-président pour les mouvements de libération: South West Africa People's Organization (SWAPO);

Rapporteur général: S.Exc. M. G. Iacovou, ministre des affaires étrangères de Chypre,

Président du Comité politique: S.Exc. l'Honorable Luke J. Mwananshiku, ministre des affaires étrangères de la Zambie;

Président du Comité économique: S.Exc. K. Natwar Singh, ministre d'Etat de l'Inde;

Il a été décidé, en vertu de l'accord entre les Groupes latino-américain et européen, qu'un des postes de vice-président de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement du Groupe européen, soit accordé, sur une base ad hoc et sans préjudice pour la répartition future des postes entre les groupes régionaux, au Groupe latino-américain, de sorte que celui-ci aura cinq postes de vice-président au Bureau de la Conférence. Il a été décidé que le Rapporteur général de cette Conférence soit élu dans le Groupe européen.

La Conférence a approuvé la nomination de Son Excellence Dzevad Mujezinovic, membre du Conseil exécutif fédéral de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, à la fonction de Secrétaire général du Neuvième sommet.

c) Organisation des travaux:

La Conférence a décidé de créer les commissions politique et économique qui travailleront parallèlement à la séance plénière et qui seront présidées par les ministres;

d) La Conférence a adopté le Rapport de la Commission ministérielle formée à la Conférence ministérielle de Nicosie et a décidé que le Mouvement devrait continuer à perfectionner ses méthodes de travail pour la promotion future de son efficacité et de son fonctionnement. Il a également été proposé que la Commission ministérielle formée à la Conférence ministérielle de Nicosie poursuive ses travaux.

e) La Conférence a décidé que le Bureau de coordination sera à composition ouverte et que les demandes d'admission seront soumises au Président du Bureau.

14. Admission de nouveaux membres et participation des observateurs et des invités.

a) La Conférence a décidé par acclamation d'admettre le Venezuela en qualité de membre de plein droit du Mouvement des pays non alignés.

b) La Conférence a aussi décidé d'inviter le Centre international des entreprises publiques, Ljubljana, à participer en qualité d'observateur.

c) La Conférence a convié les pays suivants à participer en qualité d'invités: la Bulgarie, le Canada, la Hongrie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, la République démocratique allemande, la Tchécoslovaquie.

d) La Conférence a aussi convié les organisations suivantes à participer en qualité d'invités: la Ligue de la Croix rouge et les Sociétés du Croissant rouge, l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement (UNIDIR), l'Institut des Nations Unies de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et le Mouvement universel pour une fédération mondiale.

15. S. Exc. Robert Mugabe, Président de la République du Zimbabwe a présenté le rapport sur les activités du Mouvement des pays non alignés pendant la Présidence du Zimbabwe dont la Conférence a pris note.

16. S. Exc. M. Rajiv Gandhi, Premier ministre de l'Inde, a présenté le rapport du Comité du Fonds AFRICA, dont la Conférence a pris note.

17. S. Exc. M. Mwalimy Julius K. Nyerere, s'est adressé à la Conférence en sa qualité de Président de la Commission du Sud.

18. La Conférence a tenu neuf séances plénières qui ont été présidées par S. Exc. Ibrahim Badamosi Babangida, Président du Nigéria, S. Exc. Raul Castro Ruz, Vice-président de Cuba, S. Exc. Edward Fenech Adami, Premier ministre de Malte, S. Exc. Omer Ahmed El-Basir, Président du Conseil de Commandement de la Révolution de Salut National du Soudan, S. Exc. Alan Garcia Perez, Président du Pérou, S. Exc. Yasser Arafat, Président de l'Etat de Palestine, S. Exc. Hussain Muhammad Ershad, Président du Bangladesh, S. Exc. Sassou-Nguesso, Président du Congo, S. Exc. Abdal Halim Kadam, Vice-président de la Syrie et S. Exc. Abdel Hamid Escheikh, Ministre des affaires étrangères de la Tunisie.

Au cours du débat général, la Conférence a entendu les déclarations des représentants des pays et organisations membres dont la liste suit: Afghanistan (République démocratique d'), Algérie*, Angola, Arabie saoudite*, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bhoutan, Bolivie, Burkina Faso*, Chypre, Colombie, Comores, Congo*, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Gambie*, Ghana, Guinée équatoriale, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Malte, Maroc*, Maurice, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Palestine, Panama, Pérou, Qatar, République arabe du Yémen, République arabe syrienne, République démocratique populaire du Yémen, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, South West Africa People's, Organization (SWAPO), Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad*, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

La Conférence a également entendu les déclarations des représentants suivants: Brésil, Congrès national africain, Front de libération nationale Kanak et socialiste (FLNKS), Mongolie, Organisation de solidarité afro-asiatique, Pan Africanist Congress of Azania, Philippines.

* Pays ayant renoncé à leur droit de prendre la parole et ayant fait distribuer le texte de leur déclaration en séance plénière.

19. Durant la Conférence, le Comité du Fonds AFRICA et le Comité des neuf pays non alignés sur le Moyen-Orient et la Palestine ont tenu des réunions et adopté un communiqué qui a été distribué en tant que document officiel de la Conférence.

20. Les Présidents des Comités politique et économique ont soumis leurs rapports à la Conférence pour adoption.

Le président du Comité politique a soumis les documents suivants à la Conférence pour examen: Sécurité internationale et désarmement; Liban; Afghanistan; Amérique latine et Caraïbes; Chypre; Iran-Iraq; Sahara occidental; Corée; Question de Palestine; Conflit arabo-israélien; Asie du Sud-Est; Afrique australe; Tchad; Nouvelle-Calédonie; Décolonisation; Terrorisme international; Paix et droit international; Antarctique; Problèmes des réfugiés; Distribution plus équitable des postes dans le système des Nations Unies; Utilisation pacifique de l'énergie nucléaire; Information et communication; Mayotte; Iles Malgaches; Archipel de Chagos; Situation en Afrique du Sud.

Le président du Comité économique a soumis les documents suivants à la Conférence pour examen: Economie mondiale et relations économiques internationales; Dette, financement du développement et questions monétaires; Commerce international et produits de base; Science et technologie; Alimentation et agriculture; Pays les moins avancés; Coopération économique entre pays en développement; Environnement; Situation économique critique en Afrique; Conditions de vie du peuple palestinien; Conditions de vie des citoyens arabes syriens dans le Golan arabe syrien occupé; Pays en développement sans littoral; Abus et trafic illicite des drogues; Catastrophes naturelles; Rôle de la femme dans le développement; Industrialisation; Survie et développement de l'enfance.

21. Le Bureau de la Conférence a décidé à sa réunion de soumettre les documents suivants à la Conférence pour examen: Déclaration spéciale sur la Namibie, Déclaration du comité ad hoc de l'OUA pour l'Afrique australe sur la question de l'Afrique du Sud et Décision sur le Fonds AFRICA.

Le Bureau s'est également penché sur le lieu des futures réunions du Mouvement.

Le Bureau a également décidé de recommander que le Bureau de coordination à New York soit chargé d'entreprendre une action immédiate concernant la décision de la Réunion ministérielle ministérielle spéciale des pays non alignés sur la paix et le droit international tenue à la Haye en juin 1989.

22. La Conférence a adopté la Déclaration soumise par la Réunion des ministres des affaires étrangères et les documents soumis par les Comités politique et économique ainsi que les documents soumis par le Bureau de la Conférence.

23. Date et lieu des futures réunions des pays non alignés.

24. La Conférence a adopté le Rapport du Rapporteur général.

25. Une motion de remerciement au gouvernement et au peuple de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, présentée par la Neuvième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, sur proposition de S.Exc.Kenneth David Kaunda, Président de la Zambie, a été adoptée par acclamation.

26. La séance de clôture de la Conférence s'est tenue le 7 septembre 1989. S. Exc. Janez Drnovsek, Président de la Présidence de la R.S.F. de Yougoslavie et Président de la Conférence, a prononcé le discours de clôture.

MOTION DE REMERCIEMENTS AU GOUVERNEMENT ET AU PEUPLE YUGOSLAVES

La Neuvième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, réunie dans la belle ville de Belgrade, capitale de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, du 4 au 7 septembre 1989:

Exprime ses sincères remerciements et sa profonde gratitude à la Présidence, au gouvernement et au peuple yougoslaves pour leur accueil chaleureux et amical qui a largement contribué au succès de cette Conférence;

Félicite le président de la Présidence de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, S. Exc. Janez Drnovsek, pour son discours inaugural éloquent dans lequel il a souligné la validité durable du Mouvement des pays non alignés; notre engagement et attachement profonds à ses principes et à ses objectifs, qui sont dans le droit fil des aspirations de l'humanité tout entière à un monde juste et plus sûr, ainsi que la paix, la prospérité, la liberté et la dignité pour toutes les nations, pour tous les hommes et pour toutes les femmes; le rôle vital et indispensable du Mouvement dans la promotion de relations plus démocratiques et plus égales entre les Etats; l'évolution positive enregistrée dans un monde toujours plus interdépendant, et la coopération accrue avec toutes les nations au profit de l'ensemble de l'humanité;

Rend hommage au gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et aux autorités de Belgrade pour les excellentes installations qui ont été mises à la disposition des participants à la Conférence, et pour l'organisation remarquable et l'efficacité des services fournis à la Conférence;

Rappelle sa profonde reconnaissance pour la contribution que la République socialiste fédérative de Yougoslavie, l'un des fondateurs du Mouvement et deux fois pays siège de notre sommet, a apportée au renforcement du rôle croissant et toujours plus efficace que le Mouvement des pays non alignés est appelé à jouer dans la promotion de l'entente et de la compréhension internationales;

Réaffirme sa conviction que la Conférence aura pour effet de resserrer l'unité et la solidarité des pays non alignés, renforçant ainsi la capacité du Mouvement de jouer un rôle toujours plus efficace et dynamique dans les affaires mondiales, à la mesure des défis de notre temps.
